

2024

Rapport de suivi du secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique

ANALYSE DE LA SITUATION DE LA VISION AFRICAINE DE L'EAU 2025



UNION AFRICAINE

Département de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable (ARBWE)

Remerciements

Le présent rapport a été préparé par le Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW), qui fait office de comité ministériel sectoriel sur l'eau et l'assainissement du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur l'agriculture, le développement rural, l'économie bleue, l'eau et l'environnement (CTS sur l'ARBWE).

L'AMCOW apprécie sincèrement les efforts déployés par les 45 États membres qui ont soumis des données et par tous les partenaires qui ont soutenu le processus d'élaboration de ce rapport. Il tient à remercier tout particulièrement l'Institut international de gestion de l'eau (IWMI) pour les données d'observation de la Terre et de télédétection relatives à la gestion des ressources en eau, ainsi que le Centre PNUE-DHI sur l'eau et l'environnement pour l'analyse des objectifs de gestion intégrée des ressources en eau pour l'ODD 6.5.1. L'AMCOW exprime également sa gratitude aux membres du groupe de coordination des partenaires pour leur contribution au rapport.

© AMCOW 2024. Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW) 2024
Image de couverture : Les rives du cours inférieur du Zambèze, iStock

ISBN :978-978-62155-1-8

Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur l'agriculture, le développement rural, l'eau et l'environnement

Le Comité technique spécialisé (CTS) de l'Union africaine (UA) sur l'agriculture, le développement rural, l'économie bleue, l'eau et l'environnement (CTS sur l'ARBWE) est un comité de l'UA qui promeut le développement durable et la gestion des ressources naturelles en Afrique. Le CTS sur l'ARBWE s'efforce d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes liés à l'agriculture, au développement rural, à l'économie bleue, à l'eau et à l'environnement. Il a pour mandat de coordonner et d'harmoniser les efforts des États membres, des communautés économiques régionales et des autres parties prenantes dans ces domaines afin d'atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Direction de l'environnement durable et de l'économie bleue de la Commission de l'Union africaine

La Direction de l'environnement durable et de l'économie bleue (CUA-SEBE) de la Commission de l'Union africaine (CUA) au sein de la CUA promeut le développement durable et la gestion de l'environnement et de l'économie bleue en Afrique. La CUA-SEBE s'efforce d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, des programmes et des initiatives qui soutiennent l'utilisation durable des ressources naturelles, protègent l'environnement et favorisent la croissance économique sur le continent africain. La CUA-SEBE joue un rôle clé dans le soutien à la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui est une vision à long terme pour le développement du continent africain.

Le Conseil des ministres africains chargés de l'eau

Le Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW) a été créé en 2002. Il s'agit d'un organisme intergouvernemental autonome qui coordonne le dialogue et la coopération en matière de politique de l'eau en Afrique. Il promeut la gestion et le développement durables des ressources en eau, en mettant l'accent sur l'élargissement de l'accès à l'approvisionnement en eau potable et aux services d'assainissement dans toute l'Afrique.

L'organisation et la structure de l'AMCOW font office de Comité sectoriel sur l'eau et l'assainissement du Comité technique permanent sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène (CTS) de l'Union africaine.

Lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement (HoSG) de l'UA en juillet 2008, l'AMCOW a été chargée de rendre compte chaque année des progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements pris à Charm el-Cheikh en matière d'eau et d'assainissement. Pour s'acquitter de ce mandat, l'AMCOW aligne le présent rapport sur plusieurs accords internationaux, notamment la Vision africaine de l'eau 2025, l'Agenda 2063 et l'objectif mondial de développement durable (ODD) n° 6.

Conseil des ministres africains chargés de l'eau 1
5, rue Thomas Sankara Asokoro, Abuja, Nigéria
Tél. : +234 9096074166
<https://amcow-online.org>

Citation suggérée :
AMCOW, CUA (2024). *Rapport 2024 sur le suivi du secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique*.
Abuja, Nigeria. XX pp.

Acronymes et abréviations

AMCOW	Conseil des ministres africains chargés de l'eau
APD	Aide publique au développement
ARDWE	Agriculture, développement rural, eau et environnement
AUDA-NEPAD	Agence de développement de l'Union africaine – Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
AWV2025	Vision pour l'eau en Afrique à l'horizon 2025
AWVP 2063	Vision et politique africaines de l'eau à l'horizon 2063
BAD	Banque africaine de développement
CEA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CER	Communautés économiques régionales
CIWA	Coopération pour les eaux internationales en Afrique
CTS	Comité technique spécialisé
CUA	Commission de l'Union africaine
FAE	Facilité africaine pour l'eau
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
GIRE	Gestion intégrée des ressources en eau
GIZ	Agence allemande de coopération internationale
GWP	Partenariat mondial pour l'eau
HoSG	Chefs d'État et de gouvernement
IMI-SDG	Initiative de surveillance intégrée de l'eau des Nations unies pour l'ODD 6
IWMI	Institut international de gestion de l'eau
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
ODD	Objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations unies
OSC	Organisation de la société civile
PANAFCON-1	Conférence africaine sur la mise en œuvre et le partenariat
PIB	Produit intérieur brut
PNUE-DHI	Programme des Nations unies pour l'environnement – Centre DHI pour l'eau et l'environnement
RS-EO	Télédétection et observation de la Terre
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SMDD	Sommet mondial sur le développement durable
UA	Union africaine
WASH	Approvisionnement en eau, assainissement et hygiène
WASSMO	Système africain de suivi et de rapport sur le secteur de l'eau et de l'assainissement

Table des matières

Remerciements	2
Acronymes et abréviations	iv
Liste des tableaux	vii
Liste des figures	viii
Avant-propos	x
Résumé	xii
SECTION 1 RAPPORT D'ÉTAT D'AVANCEMENT DES ÉTATS MEMBRES	14
À propos de ce rapport	14
1 THÈME 1 Financement	16
1.1 Principales conclusions	16
1.2 Introduction	18
1.3 Objectifs de financement sectoriel et progrès rapportés	21
1.3.1 Pourcentage du PIB alloué et dépensé pour l'assainissement et l'hygiène	24
1.3.2 Budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	26
1.3.3 Suivi et contrôle des dépenses	31
1.3.4 Mise en œuvre de stratégies de tarification équitable	32
1.3.5 Financement du développement et de la gestion des ressources en eau	35
1.4 Principales recommandations	40
2 THÈME 2 Approvisionnement en eau, assainissement, hygiène et eaux usées	42
2.1 Principales conclusions	42
2.2 Introduction	44
2.3 Fournir un accès équitable à une eau potable sûre et abordable pour tous	45
2.4 Fournir l'accès à des services d'assainissement adéquats et équitables pour tous	47
2.5 Mettre fin à la défécation en plein air	49
2.6 Traitement des eaux usées	52
2.7 Recommandations clés	54
3 THÈME 3 Infrastructures hydrauliques au service de la croissance	56
3.1 Principales conclusions	56
3.2 Introduction	58
3.3 Développement de l'hydroélectricité	58
3.3.1 Utilisation des données issues des innovations numériques et de l'observation de la Terre	59
3.3.2 Comblement des lacunes dans les données et méthodologie	59
3.4 Développement de l'irrigation	63
3.5 Productivité de l'eau dans l'agriculture	64
3.6 Productivité de l'eau dans l'industrie	65
3.7 Principales recommandations	66
4 THÈME 4 Gérer et protéger les ressources en eau	67
4.1 Principales conclusions	67
4.2 Introduction	69
4.3 Niveau de stress hydrique	69
4.4 Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	70
4.5 Évaluation de la qualité de l'eau	72
4.6 Principales recommandations	73

5 THÈME 5 Changement climatique et gestion des risques de catastrophe	74
5.1 Principales conclusions	74
5.2 Introduction	76
5.3 Aspects liés à l'eau des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.....	76
5.4 Pertes et dommages liés à l'eau	77
5.5 Principales recommandations.....	82
6 THÈME 6 Gouvernance et institutions.....	83
6.1 Principales conclusions	83
6.2 Introduction	85
6.3 Mise en œuvre globale de la GIRE : progrès à l'échelle du continent.....	86
6.3.1 Mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau	86
6.3.2 Environnement favorable.....	89
6.3.3 Institutions et participation	90
6.3.4 Instruments de gestion	93
6.3.5 Éthique.....	95
6.3.6 Coopération transfrontalière	97
6.3.7 Genre	99
6.4 Principales recommandations.....	102
7 THÈME 7 Gestion de l'information et renforcement des capacités	104
7.1 Principales conclusions	104
7.2 Un engagement à améliorer la gestion rationnelle de l'eau en Afrique	106
7.2.1 Cadre d'indicateurs pour le suivi des engagements des États membres	106
7.2.2 Mise en œuvre de programmes d'éducation et de recherche sur la gestion des ressources en eau	108
7.3 Principales recommandations.....	110
SECTION 2 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	111
8.1 Conclusion	111
8.1.1 Assainissement et hygiène	111
8.1.2 Défis de financement	111
8.1.3 Stress hydrique et efficacité de l'utilisation de l'eau	111
8.1.4 Lacunes dans les données et difficultés en matière de reporting	111
8.2 Recommandations	113
8.2.1 Renforcer les engagements financiers, la mobilisation des ressources nationales et les partenariats.....	113
8.2.2 Surveiller et optimiser les dépenses.....	113
8.2.3 Renforcement des systèmes de données et de reporting.....	113
8.2.4 Promouvoir l'utilisation efficace de l'eau et la gestion des ressources.....	113
8.2.5 Améliorer le traitement et la gestion des eaux usées	113
8.2.6 Améliorer l'accès équitable à l'eau et à l'assainissement.....	113
8.3 Prochaines étapes	115
9 Annexes.....	118
Annexe 1 : Note technique sur le modèle	119
Annexe 2 : Glossaire des engagements politiques.....	121
Annexe 3 : Système de suivi et de rapport du secteur de l'eau de l'AMCOW.....	121
Annexe 4 : Scores ODD 6.5.1	123
Annexe 5 : Tableaux de bord des États membres	125

Liste des tableaux

Tableau 1 Résumé des objectifs de la Vision africaine de l'eau 2025	18
Tableau 2 Objectifs de financement du secteur de l'eau et de l'assainissement	22
Tableau 3 Carte thermique des progrès signalés par rapport aux objectifs thématiques de financement	23
Tableau 4 Progrès réalisés en matière d'allocations du PIB à l'assainissement et à l'hygiène	24
Tableau 5 Financement de l'assainissement et de l'hygiène en 2022	25
Tableau 6 Progrès réalisés dans l'allocation d'au moins 5 % du budget national à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène d'ici 2020	26
Tableau 7 Allocations budgétaires au sous-secteur WASH en 2022	28
Tableau 8 Pourcentage des crédits budgétaires nationaux alloués et décaissés au secteur WASH	29
Tableau 9 Financement du secteur WASH : 2019, 2021 et 2022	30
Tableau 10 Catégories d'efficacité basées sur les taux de décaissement	31
Tableau 11 Proportion de la population desservie par les services publics bénéficiant de stratégies de tarification équitable des services publics d'approvisionnement en eau	32
Tableau 12 Progrès accomplis dans la mise en place de structures tarifaires équitables	34
Tableau 13 Progrès vers l'objectif de financement non gouvernemental du WASH	37
Tableau 14 Objectifs en matière d'approvisionnement en eau, d'assainissement, d'hygiène et de services de traitement des eaux usées	44
Tableau 15 Progrès réalisés par rapport à l'objectif en matière d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène	44
Tableau 16 Progrès signalés vers la réalisation d'un accès équitable à une eau potable sûre et abordable pour tous	46
Tableau 17 Progrès vers l'accès à des services d'assainissement adéquats et équitables pour tous	47
Tableau 18 Progrès réalisés en termes de pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air	50
Tableau 19 Tendance du pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air	51
Tableau 20 Progrès réalisés par les États membres en matière de traitement des eaux usées	52
Tableau 21 Situation des États membres en matière de traitement des eaux usées	53
Tableau 22 Objectifs en matière de développement des infrastructures hydrauliques au service de la croissance	58
Tableau 23 Capacité installée de production hydroélectrique en mégawatts : valeurs nationales pour l'année 2020, distinction entre l'hydroélectricité en réservoir et l'hydroélectricité au fil de l'eau	60
Tableau 24 Progrès réalisés dans le développement du potentiel national d'irrigation	63
Tableau 25 Progrès rapportés en matière de productivité de l'eau dans l'agriculture	64
Tableau 26 Progrès rapportés en matière de productivité de l'eau dans l'industrie	65
Tableau 27 Objectifs en matière de gestion et de protection des ressources en eau	69
Tableau 28 Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	71
Tableau 29 Objectifs en matière de changement climatique et de gestion des risques de catastrophe	76
Tableau 30 Progrès réalisés dans la mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	76

Tableau 31 Progrès réalisés en matière de pertes et dommages liés aux catastrophes hydrologiques	78
Tableau 32 Progrès réalisés pour l'indicateur I-5.2a : nombre de décès, de personnes disparues et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants (ODD 11.5.1).....	79
Tableau 33 Progrès réalisés pour l'indicateur I-5.2b : Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques par rapport au PIB national, y compris les dommages causés aux infrastructures essentielles et la perturbation des services de base	81
Tableau 34 Indicateurs du thème 6, indicateurs ODD connexes, état d'avancement général et progrès réalisés	85
Tableau 35 Cible relative au degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux.....	89
Tableau 36 Cible relative au degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	91
Tableau 37 Objectif concernant la proportion de points d'eau potable disposant de comités de gestion de l'eau et de l'assainissement activement opérationnels	93
Tableau 38 Cible relative au degré de mise en œuvre des instruments de gestion.....	94
Tableau 39 Cible relative au degré de mise en œuvre du mécanisme de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	96
Tableau 40 Objectifs en matière de coopération transfrontalière	97
Tableau 41 Objectif en matière d'inclusion des genres	100

Liste des figures

Figure 1 Progrès réalisés pour l'objectif T-1.1a : d'ici 2020, allouer au moins 0,5 % du PIB à l'assainissement et à l'hygiène.....	25
Figure 2 Progrès réalisés pour l'objectif T-1.1b : d'ici 2020, allouer au moins 5 % du budget national à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	27
Figure 3 Suivi annuel des budgets et des dépenses consacrés à l'assainissement et à l'hygiène dans l'ensemble des organismes gouvernementaux	31
Figure 4 Progrès réalisés pour l'objectif T-1.4 D'ici 2030, mettre en place des tarifs pour l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées qui tiennent compte des subventions croisées et des besoins des populations pauvres (90-100 %).....	35
Figure 5 Progrès réalisés dans la mise en œuvre du financement du développement et de la gestion des ressources en eau	36
Figure 6 Progrès réalisés pour l'objectif T-1.4 : d'ici 2025, étendre le financement non gouvernemental afin qu'il couvre au moins 30 % des activités et programmes liés à l'eau et à l'assainissement, y compris la collecte de l'eau, le dessalement, l'utilisation rationnelle de l'eau, le traitement des eaux usées, le recyclage et les technologies de réutilisation.	38
Figure 7 Progrès réalisés pour l'objectif T-1.1c : d'ici à 2030, mettre en place des systèmes de financement durables pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène, en veillant à ce que l'aide publique au développement ne représente pas plus de 25 % du budget national consacré à ce secteur.	39
Figure 8 Progrès réalisés pour la cible T-2.1 : d'ici 2030, assurer l'accès équitable à une eau potable sûre et abordable pour tous (ODD 6.1)	46
Figure 9 Progrès réalisés pour la cible 2.2a : d'ici 2030, assurer l'accès de tous à des services d'assainissement adéquats et équitables, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes, des filles et des personnes en situation de vulnérabilité.	48

Figure 10 Progrès réalisés dans l'élaboration de politiques et de lignes directrices pour des services d'assainissement inclusifs et gérés de manière sûre	49
Figure 11 Progrès réalisés pour la cible 2.2b : d'ici à 2030, mettre fin à la défécation à l'air libre	50
Figure 12 Progrès réalisés dans la mise en place de mécanismes de suivi des déchets fécaux non traités rejetés dans l'environnement	53
Figure 13 Progrès réalisés pour l'objectif T-3.2b : d'ici 2025, développer 30 % du potentiel national d'irrigation.....	64
Figure 14 Niveau de stress hydrique	70
Figure 15 Progrès réalisés par rapport à l'objectif T-4.3 : d'ici 2030, 80 % des masses d'eau testées devraient être de bonne qualité grâce à la réduction de la pollution, à l'élimination des déversements et à la minimisation des rejets de produits chimiques et de matières dangereuses	72
Figure 16 Progrès réalisés pour l'objectif T-5.1 : d'ici 2030, mettre en œuvre 90 % des mesures prévues en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets liées à l'eau	77
Figure 17 Progrès réalisés pour l'indicateur I-5.2a : nombre de décès, de personnes disparues et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants (ODD 11.5.1).....	80
Figure 18 Progrès moyens réalisés en Afrique sur les indicateurs clés relatifs à la gouvernance et aux institutions*	86
Figure 19 Progrès réalisés dans la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau (en %) 2023 (ODD 6.5.1)	87
Figure 20 Progrès réalisés au titre de l'ODD 6.5.1. Moyenne de la Dimension 1 (%) 2023	89
Figure 21 Progrès réalisés au regard de l'ODD 6.5. Moyenne de la dimension 1 (%) 2023.....	91
Figure 22 Progrès réalisés pour l'indicateur I-6.2b : Proportion de points d'eau potable dotés de comités de gestion de l'eau et de l'assainissement fonctionnant activement	93
Figure 23 Progrès réalisés par rapport à l'ODD 6.5.1 Moyenne de la Dimension 3 (%) 2023.....	94
Figure 24 Progrès réalisés au titre du WASSMO 6.5 – degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence.....	96
Figure 25 État d'avancement à mi-parcours de l'ODD 6.5.2.....	98
Figure 26 Progrès réalisés au titre de l'ODD 6.5.1 : 2.2d Intégration de la dimension de genre (%) 2023.....	100
Figure 27 Progrès accomplis dans la mise en place d'un système national de suivi et de notification pour le WASSMO	107
Figure 28 Progrès en pourcentage des systèmes africains de suivi et de rapport par pays.....	108
Figure 29 Progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	109

Avant-propos



S.E. Dr Cheikh Tidiane DIEYE

Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement,
République du Sénégal

Président de l'AMCOW, 2025-2027



S. E. Moses Vilakati

Commissaire chargé de l'agriculture, du
développement rural, de l'économie bleue et de
l'environnement durable

Commission de l'Union africaine

L'eau est le moteur du développement de l'Afrique. Elle est à la base de notre santé, de notre sécurité alimentaire, de notre accès à l'énergie et de notre résilience face au changement climatique. Alors que nous approchons de la dernière étape de la Vision africaine de l'eau 2025, ce rapport fournit une évaluation opportune de notre parcours collectif vers ce que nous avons envisagé en 2000 :

[une] « Afrique où les ressources en eau sont utilisées et gérées de manière équitable et durable pour réduire la pauvreté, favoriser le développement socio-économique, la coopération régionale et la protection de l'environnement ».

Les informations contenues dans ce rapport révèlent à la fois des progrès et des défis persistants.

D'une part, nous saluons l'engagement des 45 États membres qui ont contribué à cette évaluation, preuve de leur volonté politique d'atteindre les objectifs de la Vision africaine de l'eau 2025. Certains États membres ont réalisé des progrès notables : le Malawi a réduit de 80 % ses eaux usées non traitées, le Sénégal a alloué plus de 10 % de son budget national à l'eau et à l'assainissement, et des pays comme l'Égypte et la Tunisie ont quasiment éliminé la défécation en plein air. Ces succès démontrent que le changement est possible lorsque la gouvernance, l'investissement et l'innovation convergent.

Pourtant, des lacunes importantes subsistent. La moitié de notre population n'a pas accès à une eau potable gérée de manière sûre, et une personne sur sept pratique la défécation en plein air. Le financement reste précaire, les allocations consacrées à l'assainissement et à l'hygiène ne représentant en moyenne que 0,25

% du produit intérieur brut (PIB), soit bien en deçà de l'objectif de 0,5 %. Notre forte dépendance à l'égard des financements extérieurs (78 % des budgets consacrés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH)) menace la durabilité, tandis que les catastrophes climatiques érodent les gains économiques, coûtant à certains pays plus de 15 % de leur PIB en pertes.

Ces défis ne sont pas seulement techniques ; ils représentent un choix crucial pour notre continent. Avec la croissance démographique et l'accélération des effets du changement climatique, l'insécurité hydrique pourrait aggraver les inégalités et freiner le développement. Mais cela ne doit pas nécessairement être le cas. L'eau peut être notre catalyseur fédérateur – pour la santé, l'emploi et la paix – si nous agissons avec audace dans trois domaines :

1. Nous **approprier nos solutions** en diversifiant le financement au-delà de l'aide. Tirons parti des ressources nationales, des financements mixtes et des partenariats avec le secteur privé pour combler le déficit de financement annuel de 50 milliards de dollars.
2. Valorisons nos données en renforçant les systèmes nationaux de suivi. Des informations fiables sont indispensables pour élaborer des politiques efficaces.
3. Déployer nos succès à grande échelle grâce à la coopération régionale. Les bassins fluviaux partagés exigent des infrastructures communes ; l'apprentissage transfrontalier peut accélérer l'accès à l'eau et à l'assainissement et renforcer la résilience face aux catastrophes.

La Vision et la politique africaines de l'eau 2063 prennent forme, s'appuyant sur les enseignements tirés de nos efforts pour concrétiser la Vision africaine de l'eau 2025 (AWV2025). Son succès ne repose pas uniquement sur de grandes déclarations, mais sur des mesures concrètes : intégrer l'eau dans les plans de développement nationaux, renforcer les organisations de bassin et donner la priorité aux populations vulnérables.

Ce rapport est plus qu'un simple bilan, c'est un appel à la solidarité.

En investissant dans l'eau, nous investissons dans la stabilité, la prospérité et la dignité de l'Afrique. Allons de l'avant avec urgence, guidés non pas par ce qui nous sépare, mais par l'avenir commun que nous recherchons : une Afrique où chaque enfant boit de l'eau potable, où chaque communauté prospère et où chaque nation exploite l'eau comme une force d'unité.

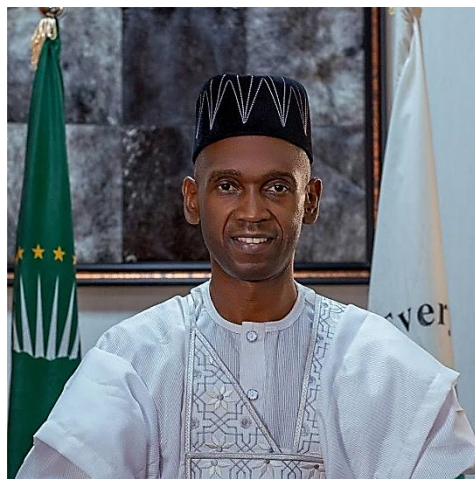
Résumé



Nyambe Harsen Nyambe

Directeur pour l'environnement durable et
l'économie bleue

Commission de l'Union africaine



Rashid Mbaziira

Secrétaire exécutif

Conseil des ministres africains
chargés de l'eau (AMCOW)

Le parcours de l'Afrique en matière d'eau : tirer parti des progrès accomplis et tracer la voie vers un avenir résilient

Le rapport de la Commission sur la mise en œuvre de la Déclaration de Charm el-Cheikh de juillet 2008 (Assembly/AU/Decl.1 (XI)) rend compte des progrès réalisés par l'Afrique dans la réalisation des objectifs en matière d'eau et d'assainissement fixés dans les Engagements de Charm el-Cheikh (2008), la Vision africaine de l'eau 2025 (AWV2025) et l'objectif de développement durable n° 6 (ODD-6). Cette édition 2024 du rapport se concentre sur les efforts déployés par l'Afrique depuis 25 ans pour concrétiser la vision :

[d'une] « Afrique où les ressources en eau sont utilisées et gérées de manière équitable et durable pour réduire la pauvreté, favoriser le développement socio-économique, la coopération régionale et la protection de l'environnement ».

Les contributions de 45 États membres de l'Union africaine montrent des progrès mesurables, dont l'analyse permet de tirer des enseignements essentiels pour éclairer la transition vers la Vision et la Politique africaine de l'eau 2063.

Des progrès malgré les défis

Les États membres ont fait état de résultats tangibles qui démontrent l'impact des investissements ciblés et des réformes de la gouvernance.

Onze pays, dont l'Égypte, le Botswana et l'Ouganda, sont en bonne voie pour atteindre l'accès universel à l'eau potable d'ici 2030.

Neuf États membres ont atteint ou dépassé leurs objectifs en matière de développement de l'irrigation, libérant ainsi le potentiel agricole. Les investissements dans les infrastructures portent leurs fruits : le Ghana, le Kenya et la Namibie ont développé plus de 30 % de leur potentiel d'irrigation afin de renforcer la sécurité alimentaire.

Les réformes en matière de gouvernance gagnent du terrain, avec une mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) atteignant 54 % à l'échelle du continent et 15 pays renforçant leur coordination institutionnelle.

Le Malawi a réduit de 80 % ses eaux usées non traitées, tandis que le Rwanda, la Tunisie et l'Afrique du Sud ont quasiment éliminé la défécation en plein air.

Des lacunes critiques nécessitant une action urgente

Malgré les progrès réalisés, des obstacles importants subsistent :

1. **Les déficits de financement menacent la durabilité** : seuls trois pays – le Sénégal, le Togo et le Zimbabwe – ont atteint l'objectif de 0,5 % du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène. La moyenne globale du pourcentage des budgets nationaux alloués à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène est de 2,9 %, ce qui est bien en deçà de l'objectif de 5 %. La dépendance excessive à l'égard de l'aide extérieure – estimée à 84,3 %, bien au-dessus de l'objectif de 25 % pour le financement du secteur – compromet la résilience à long terme.
2. L'accès équitable est à la traîne : seuls 48,5 % de la population ont accès à des services d'approvisionnement en eau potable gérés de manière sûre, et la défécation en plein air persiste à 14,5 % à l'échelle du continent. Le traitement des eaux usées reste largement non contrôlé, seul le Malawi ayant communiqué des données complètes.
3. La vulnérabilité climatique est aiguë : les lacunes dans les données utilisées pour la planification de l'adaptation – seuls 10 pays ont communiqué des informations – entravent les réponses proactives, en particulier celles visant à réduire les pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques par rapport au PIB national.
4. La rareté des données entrave les progrès : insuffisance générale des informations sur les paramètres clés pour l'analyse dans les domaines suivants : infrastructures hydrauliques pour la croissance (thème 3) ; gestion et protection des ressources en eau (thème 4) ; et changement climatique et gestion des risques de catastrophe (thème 5). Cela limite la prise de décision fondée sur des données probantes.

Voies pratiques pour aller de l'avant

En nous appuyant sur les enseignements tirés de l'AWV2025, nous proposons des interventions ciblées pour la Vision et la politique africaines de l'eau 2063 :

Mobiliser les ressources nationales : mettre davantage l'accent sur l'eau et l'assainissement dans les plans de développement nationaux ; institutionnaliser des mécanismes de financement innovants – obligations vertes, financements mixtes, partenariats public-privé ; et réduire la dépendance à l'aide.

Comblé le fossé en matière d'assainissement : développer les solutions communautaires pour mettre fin à la défécation en plein air ; aligner les politiques sur les lignes directrices africaines en matière d'assainissement ; et investir dans la gestion des déchets fécaux.

Tirer parti de la transformation numérique : développer des outils tels que la télédétection pour la comptabilisation en temps réel de l'eau, la prévision des risques climatiques et la planification des infrastructures.

Encourager l'apprentissage entre pairs : créer des plateformes régionales pour partager les meilleures pratiques, telles que les modèles tarifaires favorables aux populations pauvres du Sénégal ou les innovations du Botswana en matière de traitement des eaux usées.

Intégrer l'eau dans la résilience climatique : intégrer la sécurité de l'eau dans les plans nationaux d'adaptation et tirer parti des fonds climatiques pour des interventions au niveau des bassins.

Les défis liés à l'eau en Afrique sont considérables, mais pas insurmontables. En consolidant les succès rapportés, en encourageant l'innovation et en nous unissant derrière une vision commune, nous pouvons garantir un avenir où la sécurité de l'approvisionnement en eau et l'assainissement sont les fondements de la santé, de la dignité et de la prospérité pour tous en Afrique.

SECTION 1

RAPPORT D'ÉTAT D'AVANCEMENT DES ÉTATS MEMBRES



À propos de ce rapport

Les informations présentées dans ce rapport sont basées sur les données fournies par 45^{1,2} États membres en Afrique. Elles sont présentées selon sept thèmes :

Thème 1 : Financement

Thème 2 : Approvisionnement en eau, assainissement, hygiène et eaux usées

Thème 3 : Infrastructures hydrauliques pour la croissance

Thème 4 : Gestion et protection des ressources en eau

Thème 5 : Changement climatique et gestion des risques de catastrophe

Thème 6 : Gouvernance et institutions

Thème 7 : Gestion de l'information et renforcement des capacités.

L'analyse des données communiquées est présentée dans le but de mettre en évidence si les États membres sont en bonne voie pour atteindre les objectifs fixés. Le modèle utilisé pour l'analyse est une formule permettant de calculer le temps nécessaire pour atteindre un niveau de production cible (Y^*) étant donné un niveau de production initial (Y_{Lst}), la dernière année pour laquelle des données sont disponibles (t_{Lst}) et le taux de croissance moyen (r_{bar}). Cette approche s'inspire de l'étude conjointe du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), de la Banque asiatique de développement (ADB) et de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)³.

La méthodologie utilisée dans le présent rapport ne consiste pas à normaliser les données, mais plutôt à les utiliser directement pour estimer l'année exacte à laquelle l'objectif d'un indicateur sera atteint si le taux de croissance se maintient. Deux procédures ou modèles d'estimation différents sont utilisés selon que l'indicateur est en baisse ou en hausse.

¹ Les 45 États membres sont : Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Eswatini, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, République du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Soudan, Tanzanie, Gambie, Togo, Tunisie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.

² L'Algérie a participé pour la première fois au cycle de reporting 2024. Les données ont été fournies sur la plateforme du Système africain de suivi et de reporting sur l'eau et l'assainissement (WASSMO) ; toutefois, aucune donnée de référence n'a été établie pour mener l'analyse. Par conséquent, ces informations ne sont pas intégrées dans le présent rapport.

³ Programme des Nations unies pour le développement, Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique et Banque asiatique de développement. 2007. Les objectifs du Millénaire pour le développement : progrès réalisés en Asie et dans le Pacifique en 2007. Bangkok et Manille. <https://www.unescap.org/resources/asia-pacific-regional-mdg-report-2007-mdg-progress-asia-and-pacific>

Pour les indicateurs en baisse

Pour les indicateurs croissants

$$t^* = t_{Lst} + \{ \text{LOG}(Y^*/Y_{Lst}) \} / \{ \text{LOG}(1+r\text{-bar}) \}$$

$$t^* = t_{Lst} + \{ Y^* - Y_{Lst} \} / q\text{-bar}$$

Les données requises pour le modèle sont les suivantes :

- i. t^* est l'année à laquelle un pays devrait atteindre son objectif (AWV2025, les objectifs de développement durable (ODD), la Déclaration de Ngor sur l'assainissement et l'hygiène (2015) (Déclaration de Ngor), etc.) si la tendance se poursuit.
- ii. t_{Lst} correspond à la dernière année pour laquelle des données sont disponibles
- iii. Y^* est la valeur cible de l'indicateur
- iv. Y_{Lst} est la dernière valeur disponible
- v. $r\text{-bar}$ est le taux de croissance moyen
- vi. $q\text{-bar}$ est l'augmentation unitaire moyenne par période entre t_{Fst} et t_{Lst} .

Des informations supplémentaires sur le modèle sont disponibles dans la note technique (Annexe 1).

Sur la base du rythme des progrès accomplis entre l'année de référence et l'année de reporting, et en tenant compte du critère de référence pour l'année de référence, une estimation est fournie concernant l'année au cours de laquelle un État membre devrait atteindre un objectif donné.

Pour chaque thème, les résultats de l'analyse sont regroupés en quatre catégories, à savoir :

- i. **Réalisation précoce** : lorsque l'objectif est atteint avant l'année cible. En substance, avant 2025 pour l'AWV2025 ; avant 2030 pour les objectifs liés aux ODD.
- ii. **Dans les délais** : lorsque l'année estimée pour atteindre l'objectif est égale ou inférieure à l'année cible, qui est 2030 pour les ODD et 2025 pour l'AWV2025.
- iii. **En retard** : si l'année prévue pour atteindre un objectif donné est postérieure à l'année cible.
- iv. **Progrès indéterminés** : si
 - a. les informations des États membres ne sont pas accessibles
 - b. la base de référence n'est pas encore établie.

En outre, des cartes et des tableaux de bord par pays (Annexe 5) montrent l'état d'avancement de chaque pays pour chaque indicateur. Les cartes montrent les progrès réalisés par chaque État membre au cours de la campagne actuelle. Un résumé des messages clés et une synthèse pour chaque indicateur sont également fournis.

Ce rapport est organisé en deux sections :

- i. La section 1 présente l'analyse et les tendances qui se dégagent des informations recueillies auprès des 45 États membres.
- ii. La section 2 présente les conclusions et recommandations.

Le rapport contient également des annexes comprenant une note technique et des tableaux présentant les données clés.

SECTION 1

RAPPORT D'ÉTAT D'AVANCEMENT DES ÉTATS MEMBRES

Cette section présente les progrès rapportés par les États membres dans la poursuite des objectifs de l'AWV2025, de la Déclaration de Charm el-Cheikh, de la Déclaration de Ngor, de l'ODD 6 et d'autres engagements à l'échelle du continent.

1 THÈME 1

Financement



1.1 Principales conclusions

Les conclusions tirées de l'analyse des informations fournies par les États membres qui ont rendu compte de ce thème sont les suivantes :

1. Seuls trois États membres – le Togo, le Zimbabwe et le Sénégal – qui ont fourni des informations ont alloué au moins 0,5 % de leur PIB à l'assainissement et à l'hygiène en 2022⁴. Cela est conforme à l'objectif⁵ de la Déclaration de Ngor, qui exige que les États membres atteignent ce seuil d'ici 2020. Avec seulement trois États membres ayant atteint cet objectif financier clé, les implications sont désastreuses pour les objectifs connexes en matière de santé humaine et environnementale visant à accélérer la croissance socio-économique.
2. Les dix-sept États membres qui ont fourni des informations ont alloué en moyenne 2,9 % de leur budget national à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH). L'objectif convenu lors de la PANAFCON-1 était d'institutionnaliser, d'ici 2020, l'allocation de 5 % des budgets nationaux à l'eau et à l'assainissement.⁶ Cet engagement n'a été respecté que par la Namibie (6,1 %), le Sénégal (10,4 %), le Togo (12,06 %) et le Zimbabwe (9,5 %).
3. L'aide publique au développement (APD) représente en moyenne 84,3 % du financement du secteur WASH⁷ dans les 17 États membres qui ont fourni des informations, ce qui est bien supérieur à l'objectif de 25 %⁸ qui devrait être atteint d'ici 2030 pour garantir la viabilité du financement du secteur.
4. Les contributions financières provenant de sources non gouvernementales, déclarées par 14 États membres, représentent 12,4 % du financement du secteur WASH, tandis que les contributions du secteur privé s'élèvent à 11,5 %, soit deux chiffres inférieurs à l'objectif de viabilité fixé à 30 %⁹ d'ici 2025.
5. En moyenne, seuls 21 États membres ont fourni 75 % ou plus des informations requises pour l'analyse dans le cadre de ce thème. Cela souligne la nécessité d'améliorer les mécanismes de suivi du financement du secteur et tous les thèmes du Système africain de suivi et de reporting du secteur de l'eau et de l'assainissement (WASSMO).

⁴ Pour le rapport 2024, la date limite pour les données et informations utilisées pour l'analyse était le 31 décembre 2022.

⁵ T-1.1a : D'ici 2020, allouer au moins 0,5 % du PIB à l'assainissement et à l'hygiène.

⁶ Résultats et recommandations de la 1^{ère} Conférence panafricaine sur la mise en œuvre et le partenariat dans le domaine de l'eau (PANAFCON-1) : <https://repository.uneca.org/handle/10855/14953>

⁷ Sur la base de l'analyse des informations fournies par 15 États membres

⁸ T-1.1c : D'ici à 2030, mettre en place des systèmes de financement durables pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène, en veillant à ce que l'aide publique au développement ne représente pas plus de 25 % du budget national consacré à ce secteur.

⁹ T-1.4 : D'ici à 2025, étendre le financement non gouvernemental afin qu'il couvre au moins 30 % des activités et programmes liés à l'eau et à l'assainissement, y compris la collecte de l'eau, le dessalement, l'utilisation rationnelle de l'eau, le traitement des eaux usées, le recyclage et les technologies de réutilisation

THÈME 1

Financement

3 États membres
ont alloué au moins
0,5 % de leur PIB
à l'assainissement et à
l'hygiène en 2022



L'aide publique au développement
(APD) représente en moyenne

84,3 %
du financement WASH

bien supérieur à l'objectif de



21 États membres
ont fourni
≥ 75 % des informations
requis pour l'analyse

5 États membres
ont alloué en moyenne
5 % de leur budget
national
à l'approvisionnement en
eau, à l'assainissement et à
l'hygiène (WASH)



17 États membres
ont alloué en moyenne
2,9 % de leur budget national
à l'approvisionnement en eau, à
l'assainissement et à l'hygiène (WASH)

12,4 %
du financement WASH proviennent de
sources
non-gouvernementales

11,5 %
du financement WASH proviennent de
contributions du secteur privé

En-deçà de l'objectif
de durabilité de



1.2 Introduction

Les éléments financiers des initiatives politiques à l'échelle continentale qui constituent l'environnement propice à la poursuite des objectifs en matière d'eau et d'assainissement en Afrique comprennent :

- L'AWV2025
- Les engagements de Charm el-Cheikh pour accélérer la réalisation des objectifs en matière d'eau et d'assainissement en Afrique (2008)
- La Déclaration de Thekwini (2008)
- La Déclaration de Ngor (2015)
- La Déclaration ministérielle de 2008 sur l'Accélération de la sécurité de l'eau pour le développement socio-économique de l'Afrique
- La Conférence panafricaine sur la mise en œuvre et le partenariat dans le domaine de l'eau (PANAFCON-1) en 2003 pour donner la priorité à la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau afin de renforcer la sécurité de l'approvisionnement en eau
- La Déclaration de Syrte de 2004 sur les défis de la mise en œuvre d'un développement intégré et durable dans les domaines de l'agriculture et de l'eau en Afrique lors du Sommet extraordinaire de l'UA sur l'agriculture et l'eau.

La Vision africaine de l'eau 2025 (AWV2025), qui a fixé les objectifs résumés comme suit :

Tableau 1
Résumé des objectifs de la Vision africaine de l'eau 2025

Actions	Objectifs pour 2025
1. Financement	
1.1 Financement durable pour la production et la gestion de l'information	<ul style="list-style-type: none"> • Mis en œuvre dans 90 % des États membres ayant rendu compte • Mis en œuvre dans trois bassins fluviaux/lacustres/aquifères établis
1.2 Gestion intégrée des ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités achevé dans 100 % des États membres ayant rendu compte • Partenariats pour une assistance stratégique formés dans 60 % des États membres ayant rendu compte
1.3 Tarification et recouvrement intégral des coûts des investissements dans le domaine de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre dans 100 % des États membres ayant rendu compte • Le secteur privé devrait participer davantage au financement de l'eau et de l'assainissement • Le financement nécessaire pour répondre aux besoins urgents en matière d'eau devrait être assuré par des mesures nationales et internationales
2. Proportion de personnes sans accès	
2.1 À un approvisionnement en eau sûr et adéquat	Réduire de 95 %
2.2 À un assainissement sûr et adéquat	Réduire de 95 %
3. De l'eau pour assurer la sécurité alimentaire	
3.1 Productivité de l'eau dans l'agriculture pluviale et l'irrigation	Augmenter de 60 %
3.2 Superficie des zones irriguées	Augmenter de 100 %
4. Développement de l'eau pour l'agriculture, l'hydroélectricité, l'industrie, le tourisme et le transport au niveau national	Augmenter de 25 %

5. Conservation et restauration de l'environnement, de la biodiversité et des écosystèmes vitaux

5.1 Allocation d'une quantité d'eau suffisante pour la durabilité environnementale Mis en œuvre dans 100 % des bassins fluviaux

5.2 Conservation et restauration des écosystèmes des bassins versants

1. Dans les engagements de Charm el-Cheikh pour accélérer la réalisation des objectifs en matière d'eau et d'assainissement en Afrique en 2008, les chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'Union africaine se sont engagés à :
 - a. **augmenter de manière significative** les ressources financières nationales allouées à la mise en œuvre des activités nationales et régionales de développement de l'eau et de l'assainissement et [charger] les ministres de l'eau et des finances d'élaborer des plans d'investissement appropriés – engagement (i)
 - b. **développer** des instruments financiers et des marchés locaux pour les investissements dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement – engagement (j)
 - c. **mobiliser** davantage de donateurs et d'autres sources de financement pour les initiatives dans les domaines de l'eau et de l'assainissement – engagement (k)
 - d. **renforcer** les partenariats à tous les niveaux dans nos pays et [...] promouvoir les partenariats public-privé en vue d'accélérer les actions – engagement (p).
2. Dans la Déclaration d'eThekweni (2008) :
 - a. **établir** des allocations budgétaires spécifiques du secteur public pour les programmes d'assainissement et d'hygiène, avec l'ambition d'allouer au moins 0,5 % du PIB – engagement (6)
 - b. **Renforcer** la visibilité de l'assainissement et de l'hygiène dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et autres processus stratégiques pertinents – engagement (4)
 - c. **développer** et mettre en œuvre des informations, des systèmes de suivi et des outils en matière d'assainissement afin de suivre les progrès réalisés aux niveaux local et national – engagement (8)
 - d. **appeler** les banques de développement, les organismes d'aide extérieure et le secteur privé à accroître leur soutien et à fournir une aide financière et technique pour la promotion de l'assainissement et de l'hygiène – engagement dans la section intitulée « Nous appelons également »
 - e. **améliorer** la coordination de l'aide en Afrique en matière d'assainissement et d'hygiène – engagement dans la section intitulée « Nous appelons également »
 - f. **utiliser** des approches efficaces et durables, qui incluent implicitement des mécanismes de financement durables – engagement (7).
3. La Déclaration de Ngor sur l'assainissement et l'hygiène 2015 a convenu :
 - a. **d'établir** et suivre des lignes budgétaires consacrées à l'assainissement et à l'hygiène dans les budgets nationaux, qui augmentent régulièrement chaque année pour atteindre au moins 0,5 % du PIB d'ici 2020 – engagement (3)
 - b. **de mobiliser** le soutien et les ressources au plus haut niveau politique en faveur de l'assainissement et de l'hygiène afin de donner une priorité disproportionnée à l'assainissement et à l'hygiène dans les plans de développement nationaux – engagement (2)
 - c. **de permettre** et d'encourager le secteur privé à développer des produits et services innovants en matière d'assainissement et d'hygiène, en particulier pour les populations marginalisées et non desservies – engagement (8)
 - d. **d'élaborer** et financer des stratégies visant à combler le déficit de capacités en matière de ressources humaines dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène à tous les niveaux – engagement (5)

- e. **d'appeler** l'AMCOW à donner la priorité et à faciliter l'octroi de ressources adéquates pour l'assainissement et l'hygiène en mobilisant de nouvelles sources de financement spécifiques et substantielles – section « Nous appelons également »
 - f. **d'appeler** les banques de développement, les donateurs et les partenaires à accroître leur soutien aux efforts menés par les gouvernements en faveur de l'accès universel à l'assainissement et à l'hygiène, et à assortir ce soutien financier d'un engagement responsable et transparent – section « Nous appelons également ».
4. Déclaration ministérielle de 2008 sur l'accélération de la sécurité de l'eau pour le développement socio-économique de l'Afrique :
- a. donner la priorité et augmenter les dépenses consacrées à l'eau et à l'assainissement dans les budgets nationaux – engagement (8b)
 - b. augmenter systématiquement les ressources allouées aux gouvernements locaux pour la mise en œuvre de projets liés à l'eau et à l'assainissement – engagement (8b)
 - c. mobiliser les ressources financières et techniques, provenant des secteurs public et privé et des utilisateurs, pour les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement – engagement (8b)
 - d. renforcer la place accordée aux infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les plans de développement nationaux et les dépenses publiques – engagement (8c)
 - e. orienter une part croissante des financements multilatéraux vers les infrastructures – engagement (8c)
 - f. affecter davantage de ressources financières aux collectivités locales pour la mise en place d'infrastructures d'utilisation de l'eau – engagement (8c)
 - g. appeler la communauté internationale à respecter ses engagements en matière d'augmentation des investissements pour le développement des ressources en eau – engagement (9)
 - h. demander au HoSG de l'UA de donner la priorité et d'augmenter l'allocation de ressources à l'eau et à l'assainissement dans les budgets nationaux par le biais de plans nationaux – engagement (10f)
 - i. appeler le G8 à honorer ses engagements et à aider à mobiliser des ressources substantielles pour la Facilité africaine de l'eau – engagement (11d).
5. La Conférence panafricaine sur la mise en œuvre et le partenariat dans le domaine de l'eau (PANAFCON-1 en 2003) a appelé à donner la priorité à la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau afin de renforcer la sécurité hydrique. Parmi les autres résultats clés, citons :
- a. **la création** de la Facilité africaine de l'eau avec un financement ciblé de plus de 600 millions de dollars pour des projets à moyen terme dans le domaine de l'eau et de l'assainissement – engagement (b)
 - b. **allouer** au moins 5 % des budgets nationaux à l'eau et à l'assainissement dans un délai de cinq ans – engagement (e)
 - c. **augmenter** la facturation et le recouvrement des recettes, et veiller à ce que les institutions relevant des ministères couvrent les coûts des services d'approvisionnement en eau fournis – engagement (e)
 - d. **obtenir** le soutien des pays donateurs pour un financement supplémentaire des services bénéficiant aux communautés locales – engagement (e)
 - e. **promouvoir** des politiques de décentralisation visant à mobiliser les capitaux privés locaux, à soutenir les collectivités locales et à répondre aux besoins locaux – engagement (e)
 - f. **entreprendre** des examens approfondis des cadres politiques et réglementaires avant d'étendre la privatisation des services d'eau et d'assainissement – engagement (e)
 - g. **développer** des systèmes complets d'évaluation et d'allocation des ressources en eau, en tenant compte des valeurs économiques, sociales et environnementales – engagement (g).

6. En 2004, la Déclaration de Syrte sur les défis de la mise en œuvre d'un développement intégré et durable dans les domaines de l'agriculture et de l'eau en Afrique, adoptée lors du Sommet extraordinaire de l'UA sur l'agriculture et l'eau, appelait à renforcer les capacités institutionnelles et humaines dans le secteur de l'eau. Elle appelait également à :
- a. **accélérer** la mise en œuvre des programmes du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) dans les domaines de l'agriculture et de l'eau, ainsi que l'engagement pris dans la Déclaration de Maputo d'allouer 10 % des budgets nationaux à la stimulation de la production agricole – engagement (23)
 - b. **adopter** la Facilité africaine de l'eau et reconnaître l'AWV2025 pour le développement intégré et global du secteur de l'eau – engagement (12)
 - c. **d'accélérer** les mesures visant à créer la Banque africaine d'investissement afin de garantir le financement des projets de développement dans les domaines de l'agriculture et de l'eau – engagement (21)
 - d. **charger** le président de la Commission de l'UA de réaliser une étude de faisabilité en vue de la création rapide d'un Fonds africain pour le développement agricole – engagement (22)
 - e. **élaborer** un cadre politique commun et cohérent pour la coopération entre les secteurs public et privé afin d'attirer davantage de capitaux privés dans les secteurs de l'agriculture et de l'eau – engagement (18)
 - f. **promouvoir** le commerce intra-africain des produits agricoles et halieutiques et explorer de nouvelles méthodes de règlement des paiements commerciaux – engagement (14)
 - g. **élaborer** des stratégies claires pour les industries orientées vers l'exportation et promouvoir la coopération régionale dans la création d'industries nécessaires aux programmes de développement agricole – engagement (15)
 - h. **Poursuivre** le développement des infrastructures, en particulier dans les domaines de l'énergie, des transports, des routes, des communications et de l'information, des communications et des technologies, afin d'accroître la productivité et de promouvoir les investissements locaux et étrangers – engagement (16)
 - i. **assurer** la coordination des positions africaines au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et dans d'autres négociations commerciales internationales afin d'obtenir de meilleures conditions commerciales – engagement (17)
 - j. **Accélérer** la mise en place du marché commun africain pour les produits agricoles – engagement (13).

1.3 Objectifs de financement sectoriel et progrès rapportés

Les objectifs du secteur de l'eau et de l'assainissement utilisés pour suivre les progrès réalisés par les États membres dans la mise en œuvre des engagements pris sont présentés dans le Tableau 2.

Tableau 2
Objectifs de financement du secteur de l'eau et de l'assainissement

Objectif	
T-1.1a	D'ici 2020, allouer au moins 0,5 % du PIB à l'assainissement et à l'hygiène.
T-1.1b	D'ici 2020, allouer au moins 5 % du budget national à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène (ancien T-6.1b).
T-1.1c	D'ici 2030, mettre en place des systèmes de financement durables pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène, en veillant à ce que l'aide publique au développement ne représente pas plus de 25 % du budget national consacré à ce secteur (ancien objectif T-6.1c).
T-1.2	D'ici 2030, mettre en place des tarifs pour l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées qui tiennent compte des subventions croisées et des besoins des populations pauvres (90 à 100 %) (ancien T-6.2).
T-1.3	D'ici 2030, mettre en place un financement pour le développement et la gestion des ressources en eau (90-100 %) (anciennement T-6.3).
T-1.4	D'ici 2025, étendre le financement non gouvernemental afin qu'il couvre au moins 30 % des activités et programmes liés à l'eau et à l'assainissement, y compris la collecte de l'eau, le dessalement, l'utilisation rationnelle de l'eau, le traitement des eaux usées, le recyclage et les technologies de réutilisation (anciennement T-6.4).

Les objectifs présentés dans le Tableau 2 représentent les objectifs spécifiques de financement sectoriel que chaque État membre s'est engagé à atteindre, notamment l'allocation de 0,5 % du PIB à l'assainissement et à l'hygiène d'ici 2020, et une réduction de la dépendance à l'égard de l'APD à moins de 25 % d'ici 2030. Ces objectifs servent de référence pour évaluer les progrès réalisés par chaque État membre dans divers domaines du financement du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Le Tableau 3 présente les progrès globaux réalisés par les États membres par rapport aux objectifs convenus en matière de financement du secteur. La carte thermique montre les performances de chaque État membre pour les six objectifs, en indiquant clairement s'ils sont en bonne voie ou en retard pour atteindre les objectifs thématiques. L'indice de performance présenté dans la Figure 1 est dérivé d'une évaluation de la situation de chaque État membre par rapport aux objectifs du Tableau 2, offrant une vue d'ensemble des progrès réalisés vers un financement durable de l'eau et de l'assainissement sur le continent.

Tableau 3

Carte thermique des progrès signalés par rapport aux objectifs thématiques de financement

État membre	T-1.1a : d'ici 2020, allouer au moins 0,5 % du PIB à l'assainissement et à l'hygiène	T-1.1b : d'ici 2020, allouer au moins 5 % du budget national à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	T-1.1c : d'ici 2030, mettre en place des systèmes de financement durables pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène, en veillant à ce que le budget national consacré à ce secteur ne provienne pas à plus de 25 % de l'aide publique au développement	T-1.2 : d'ici 2030, mettre en œuvre des tarifs d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées qui tiennent compte des subventions croisées et des besoins des pauvres (90-100 %)	T-1.3 : d'ici 2030, mettre en place un financement pour le développement et la gestion des ressources en eau (90-100 %)	T-1.4 : d'ici 2025, étendre le financement non gouvernemental afin qu'il couvre au moins 30 % des activités et programmes liés à l'eau et à l'assainissement, y compris la collecte de l'eau, le dessalement, l'utilisation rationnelle de l'eau, le traitement des eaux usées, le recyclage et la réutilisation technologies
État membre						
Afrique du Sud						
Angola						
Bénin						
Botswana						
Burkina Faso						
Cameroun						
Chad						
Comores						
Côte d'Ivoire						
Djibouti						
Égypte						
Eswatini						
Gabon						
Gambie						
Ghana						
Guinée						
Guinée-Bissau						
Kenya						
Lesotho						
Libéria						
Libye						
Madagascar						
Malawi						
Mali						
Mauritanie						
Mozambique						
Namibie						
Niger						
Nigéria						
Ouganda						
République centrafricaine						
République du Congo						
Rwanda						
Sao Tomé-et-Principe						
Sénégal						
Seychelles						
Sierra Leone						
Somalie						
Soudan						
Soudan du Sud						
Tanzanie						
Togo						
Tunisie						
Zambie						
Zimbabwe						

Légende :



Réalisation précoce



En retard



Dans les délais



Informations non disponibles

1.3.1 Pourcentage du PIB alloué et dépensé pour l'assainissement et l'hygiène

Alors que l'on s'attendait à ce que d'ici 2020, les États membres aient augmenté et maintenu de manière constante les allocations aux sous-secteurs de l'assainissement et de l'hygiène à 0,5 % du PIB, les informations fournies indiquent que :

- i. l'objectif a été atteint par le Togo, le Zimbabwe et le Sénégal
- ii. en 2022, qui est la date limite pour les données utilisées dans le présent rapport, 0,25 % du PIB a été alloué à l'assainissement et à l'hygiène dans l'ensemble des pays (voir Tableau 5)
- iii. les décaissements effectifs ont toutefois représenté 0,11 % du PIB, ce qui creuse encore davantage le déficit de financement réel du sous-secteur.

Tableau 4

Progrès réalisés en matière d'allocations du PIB à l'assainissement et à l'hygiène

Indicateur	I-1.1c : pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène I-1.1f : pourcentage du PIB décaissé pour l'assainissement et l'hygiène
Cible	T-1.1a : d'ici 2020, allouer au moins 0,5 % du PIB à l'assainissement et à l'hygiène ¹⁰
Nombre de pays ayant communiqué des informations	17
Objectif atteint en 2020¹¹	Togo (2019) ; Sénégal (2019) ; Zimbabwe (2020)
N'a pas atteint l'objectif (en 2022)¹²	Nigéria, Tunisie, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, République du Congo, Côte d'Ivoire, Eswatini, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Rwanda, Sierra Leone, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda, Zambie
Progrès indéterminés : informations non disponibles et base de référence à établir	Angola, Bénin, Botswana, Comores, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Libye, Maurice, Maroc, République du Congo, Soudan, Tchad.

Remarque : la méthodologie utilisée pour classer les États membres en tant que réalisation précoce, dans les délais, en retard et progrès indéterminés, est présentée dans la section « ».

¹⁰ AMCOW 2008 ; Charm el-Cheikh 2008 ; Déclaration de Ngor 2015

¹¹ **Objectif atteint en 2020** : cette catégorie comprend les pays qui ont atteint l'objectif consistant à allouer au moins 0,5 % du PIB à l'assainissement et à l'hygiène avant la date limite initiale de 2020. Ces pays ont réussi à respecter leur engagement dans les délais impartis.

¹² **Objectif non atteint (en 2022)** : cette catégorie comprend tous les pays qui n'avaient pas atteint l'objectif d'allocation de 0,5 % du PIB en 2022. Elle englobe des pays à différents niveaux de progrès, de ceux qui sont proches de l'objectif à ceux qui en sont très loin. Le point essentiel est qu'ils n'ont pas atteint l'objectif en 2020 et qu'ils ne l'avaient toujours pas atteint en 2022.

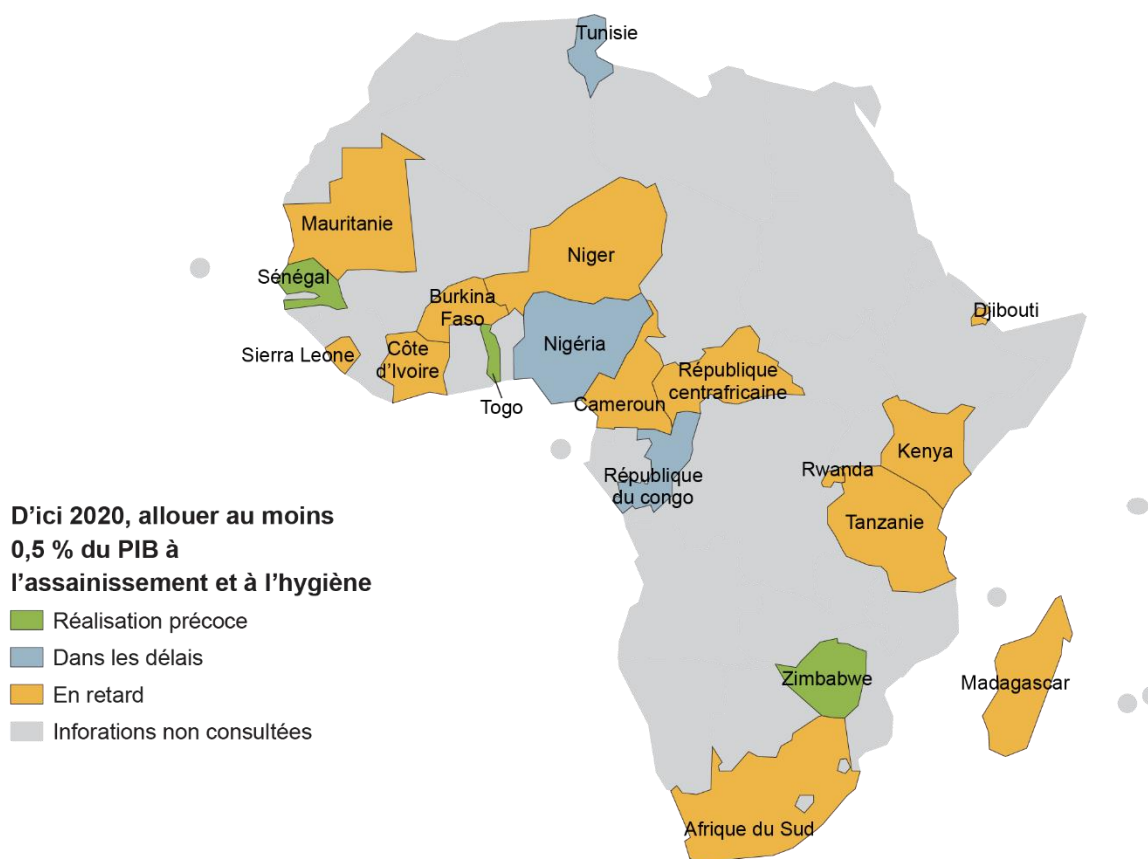


Figure 1
Progrès réalisés pour l'objectif T-1.1a : d'ici 2020, allouer au moins 0,5 % du PIB à l'assainissement et à l'hygiène

Les données montrent un écart important par rapport au seuil jugé critique à atteindre en 2020 pour avoir une chance réaliste d'atteindre les objectifs en matière d'eau et d'assainissement en Afrique. Et étant donné qu'il s'agit du financement du sous-secteur deux ans après l'année cible, cela représente un obstacle majeur à la fourniture de services à la hauteur des ambitions de développement socio-économique.

Tableau 5
Financement de l'assainissement et de l'hygiène en 2022

État membre	PIB en 2022 (en millions de dollars US)	Allocation budgétaire (en millions de dollars US)	Décaissé (en millions de dollars US)	Décaissé en % de l'allocation	Allocation en % du PIB	Décaissé en % du PIB
Afrique du Sud	335 442,00	262,65	202,27	77,01	0,08	0,06
Burkina Faso	19 222,58	5,31	4,54	85,51	0,03	0,02
Cameroun	39 800,00	4,38	..	..	0,01	..
Côte d'Ivoire	61 438,95	117,35	96,46	82,20	0,19	0,16
Eswatini	4 673,70	0,07	0,07	100,00	0,00	0,00
Kenya	100 670,00	66,74	42,18	63,20	0,07	0,04
Madagascar	14 637,00	11,17	0,00	0,00	0,08	0,00
Mauritanie	7 790,00	2,30	3,40	147,80	0,03	0,04
Niger	12 757,00	8,65	10,59	122,42	0,07	0,08
Nigéria	429 743,08	1 185,23	1 185,23	100,00	0,28	0,28
République centrafricaine	2 521,82	0,89	0,75	84,94	0,04	0,03
République du Congo	49,60	0,19	0,03	14,97	0,39	0,06

État membre	PIB en 2022 (en millions de dollars US)	Allocation budgétaire (en millions de dollars US)	Décaissé (en millions de dollars US)	Décaissé en % de l'allocation	Allocation en % du PIB	Décaissé en % du PIB
Rwanda	..	..	..	..	0,05	0,02
Sénégal	26 064,00	382,36	94,04	24,59	1,47	0,36
Sierra Leone	..	..	..	..	0,04	0,01
Togo	7 444,22	69,83	47,26	67,69	0,94	0,63
Zimbabwe	18 050,00	298,01	..	..	1,65	..
Total/moyenne	1 117 673	2 782,37	1 258,85	45,24	0,25	0,11

1.3.2 Budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène

Une proposition clé de financement du secteur adoptée lors de la PANAFCON-1 prévoyait que tous les États membres allouent au moins 5 % de leur budget national au secteur WASH d'ici 2020. Le Tableau 6 résume le degré de réalisation de cet objectif, tandis que le Tableau 7 fournit des informations sur les allocations budgétaires au secteur en 2022.

Tableau 6

Progrès réalisés dans l'allocation d'au moins 5 % du budget national à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène d'ici 2020

Indicateur	I-1.2d : pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène
Cible	T-1.1b : d'ici 2020, allouer au moins 5 % du budget national à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène ¹³
Nombre de pays ayant communiqué des informations	17
Objectif atteint en 2020	Namibie (2021) ; Sénégal (2019) ; Togo (2019) ; Zimbabwe (2021)
Objectif non atteint (en 2022)	Sierra Leone, Tanzanie, Tunisie, Burkina Faso, République centrafricaine, République du Congo, Côte d'Ivoire, Eswatini, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Rwanda, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda, Zambie
Progrès indéterminés : informations non disponibles et base de référence encore à établir	Angola, Bénin, Botswana, Cameroun, Comores, Égypte, Eswatini, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, République du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Somalie, Soudan du Sud, Tchad, Tunisie

Remarque méthodologique : Les données relatives aux États membres sont partielles et ne reflètent pas les progrès indéterminés, est présentée dans la section « À propos de ce rapport »

¹³ PANAFCON-1 2003 ; AMCOW 2008 ; Charm el-Cheikh 2008

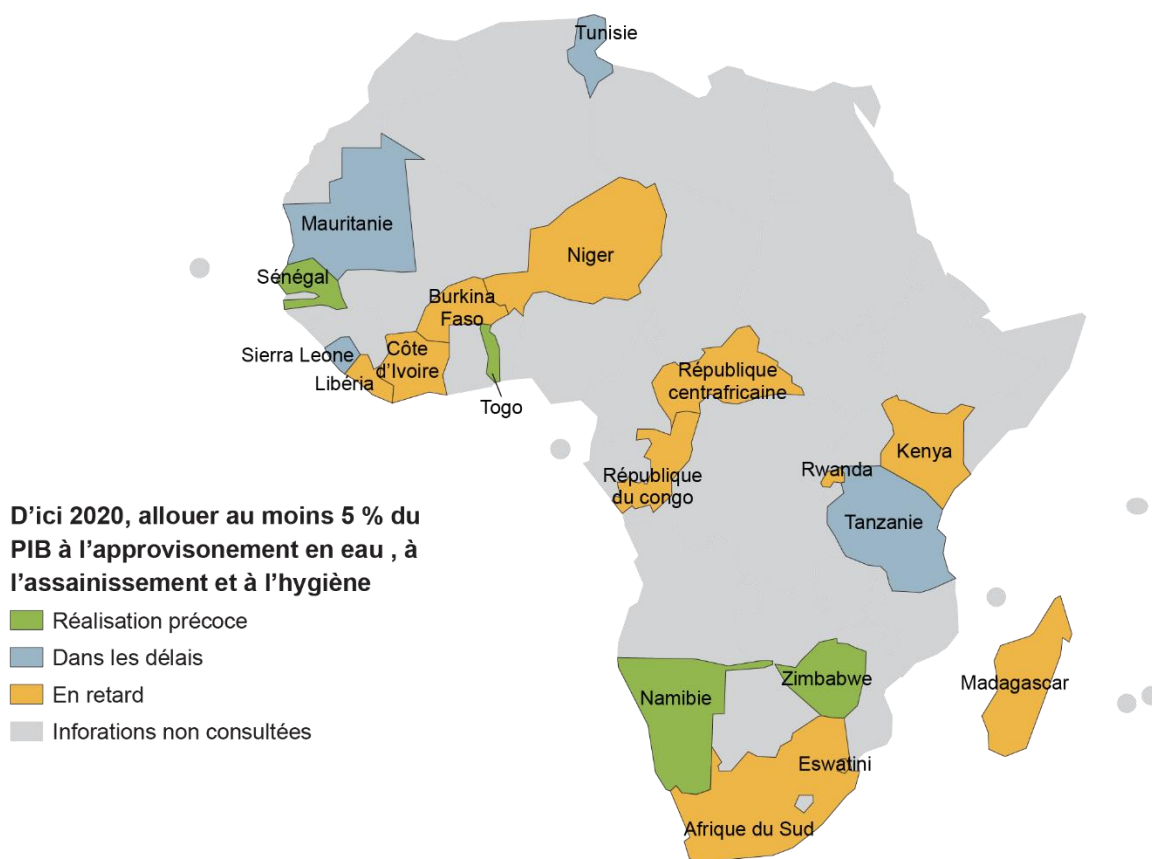


Figure 2
Progrès réalisés pour l'objectif T-1.1b : d'ici 2020, allouer au moins 5 % du budget national à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène

Tableau 7
Allocations budgétaires au sous-secteur WASH en 2022

État membre	Budget national en 2022 (en millions de dollars US)	Allocation budgétaire au secteur WASH (en millions de dollars US)				Décaissé (en millions de dollars US)				Total décaissé en % de l'allocation totale	Allocation totale en % du budget national
		Approvisionnement en eau	Assainissement	Hygiène	Allocation totale WASH	Approvisionnement en eau	Assainissement	Hygiène	Total décaissé WASH		
Afrique du Sud	177 000	893	251	77	1221	352	213	40	605	49,55	0,69
Burkina Faso	3 853	25,81	5,19	0,11	31,11	20,23	4,44	0,09	24,76	79,59	0,81
Botswana	4 474,82	313,65	69,44	-	383,09	311,42	69,27	-	380,69	99,37	8,56
Cameroun	7 530	3,7	0,68		4,38		-	-	-	-	0,06
Côte d'Ivoire	16 448,53	165,65	137,68	1,3	304,63	130,04	112,93	1,3	244,27	80,19	1,85
Eswatini	1 516	2,5	0,07	0	2,57	2,5	0,07	-	2,57	100	0,17
Égypte	156 256	1128,4	5114	-	6242	1112,5	4852	-	5964,5	95,55	3,99
Kenya	25 444	404,02	71,58	1,17	476,77	384,68	45,4	0,6	430,68	90,33	1,87
Libéria	700	1,6	0,03	0,05	1,68	0,7	0,02	-	0,72	42,86	0,24
Madagascar	3 439	38,31	11,17	0	49,48	1,58	-	-	1,58	3,19	1,44
Malawi	2 628	81,56	9,84		91,4	-	-	-	-	-	3,48
Mauritanie	2 000	48	2	0,3	50,3	25,8	3,2	0,2	29,2	58,05	2,52
Namibie	3 606	56	84,93	79,14	220,07	57	69	79	205	93,15	6,1
Niger	3 655	66,82	7,86	0,79	75,47	81,48	9,59	1	92,02	122	2,06
Nigéria	35 571		10,4	93,7	104,1	-	-		-	-	0,29
Ouganda	12 295	291,84	3,9		295,74	165,9	0,00054	0,00056	165,9	56,1	2,41
République centrafricaine	534	5,03	0,59	0,29	5,91	5,03	0,5	0,25	5,78	97,8	1,11
République du Congo	46 663	6	1,2	56,17	63,37	0,94	0,165	8,42	9,52	15,03	0,14
Sénégal	6 000	143,86	111,73	55,63	311,22	93,17	81,8	47,58	222,55	71,51	5,19
Togo	775	23,63	41,92	27,91	93,46	19,73	19,36	27,91	67	71,69	12,06
Tunisie	17 455,45	131,37	84,63	-	216	97,27	83,22	-	180,49	83,56	1,24
Zimbabwe	4 708	149			149	-	-	-	-	-	3,16
Moyenne										61,56	1,94

Tableau 8

Pourcentage des crédits budgétaires nationaux alloués et décaissés au secteur WASH

État membre	Allocation budgétaire 2022 en %	% des allocations décaissées
Afrique du Sud	0,69	49,51
Burkina	0,81	79,61
Côte d'Ivoire	1,85	80,18
Eswatini	0,17	100,00
Kenya	1,19	142,27
Libéria	0,24	N/A
Madagascar	1,44	3,19
Mauritanie	2,52	58,05
Namibie	6,10	N/A
Niger	2,06	121,99
République centrafricaine	1,11	97,75
République du Congo	1,36	15,04
Rwanda	1,46	49,58
Sénégal	10,44	34,36
Sierra Leone	3,76	80,32
Tanzanie	4,52	
Zimbabwe	9,49	

Dans ce contexte, les informations suivantes sont à prendre en considération :

1. L'engagement d'allouer 5 % des budgets nationaux à l'eau, l'assainissement et l'hygiène d'ici 2020 n'a été respecté que par la Namibie, le Sénégal, le Togo et le Zimbabwe.
2. En 2022, deux ans après la date butoir, seules les allocations budgétaires de la Namibie (6,1 %) ont atteint le seuil minimum, comme le montre le Tableau 7.
3. La dotation moyenne allouée à ce sous-secteur représentait 1,94 % (Tableau 7) des budgets nationaux. Ce chiffre indique que la majorité des États membres sont encore loin de l'objectif souhaité de 5 % fixé pour 2020.
4. Les décaissements effectifs (Tableau 7) représentaient en moyenne 61,56 % de l'allocation budgétaire totale pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène, ce qui reflète le déficit de financement. En termes d'allocations budgétaires, les informations indiquaient à la fois une diminution et une augmentation des allocations au secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène en pourcentage des budgets nationaux sur les trois années 2019, 2021 et 2022, comme le résume le Tableau 9.

Tableau 9

Financement du secteur WASH : 2019, 2021 et 2022

État membre	Allocation budgétaire aux secteurs WASH en % des budgets nationaux		
	2019	2021	2022
Afrique du Sud	3,60	7,30	0,69
Botswana		0,71	
Burkina Faso	0,47	0,81	
Cameroun		0,06	
Côte d'Ivoire	2,52	1,96	1,85
Égypte	1,90	4	4,00
Gabon	0,39	1,03	1,02
Kenya		1,74	1,19
Libéria		0,24	
Madagascar	1,44	1,44	
Malawi	0,09	3,98	3,48
Mali		2,21	
Mauritanie		2,52	
Mozambique		0,00	
Namibie	9,11	6,10	
Niger	2,95	2,07	
Nigéria	3,75	6,66	
Ouganda	3,50	2,41	
République centrafricaine		1,11	
République du Congo			1,36
Rwanda	1,47		
Sénégal	6,16	10,44	
Sierra Leone	3,76		
Somalie	4,26		
Tanzanie	2,53		4,52
Togo	8,04	12,06	
Tunisie	2,81		
Zimbabwe		9,49	0,65

Classification des pays selon l'efficacité des dépenses budgétaires

L'efficacité des dépenses budgétaires est essentielle pour garantir que les fonds alloués se traduisent par des améliorations tangibles des infrastructures et des services WASH. Cette catégorisation met en évidence les disparités dans l'efficacité avec laquelle les pays utilisent les budgets alloués. La catégorisation présentée dans le Tableau 10 donne un aperçu des niveaux d'efficacité dans différents pays.

Tableau 10
Catégories d'efficacité basées sur les taux de décaissement

Allocation moyenne en % du budget national par catégorie d'efficacité	Pays
Pays à très haut taux (≥ 90 %)	Botswana, Eswatini, Égypte, Gabon, Kenya, Namibie, Niger, République centrafricaine
Pays à haut taux (70-89,9 %)	Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Sénégal, Togo, Tunisie
Pays à faible taux (<50 %)	République du Congo, Libéria, Madagascar, Afrique du Sud
Pays à taux modéré (50-69,9 %)	Mauritanie, Ouganda
Pays sans décaissement (0 %)	Cameroun, Malawi, Nigéria, Zimbabwe

1.3.3 Suivi et contrôle des dépenses

Pour rendre compte des fonds décaissés en pourcentage du PIB et des allocations budgétaires respectivement consacrées à l'assainissement et à l'hygiène et à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) : seuls 16 États membres sur 45 ont fourni des informations sur les objectifs. Pour rendre compte sur les dépenses réelles – neuf États membres sur le PIB et 10 sur les allocations budgétaires. Par conséquent, on ne saurait trop insister sur la nécessité de relever le défi d'obtenir davantage de rapports de la part des pays.

Le *Rapport de suivi 2023 d'AfricaSan Ngor* fournit des informations sur la mesure dans laquelle les États membres suivent chaque année les budgets et les dépenses consacrés à l'assainissement et à l'hygiène dans l'ensemble des organismes gouvernementaux, comme l'illustre la Figure 3.

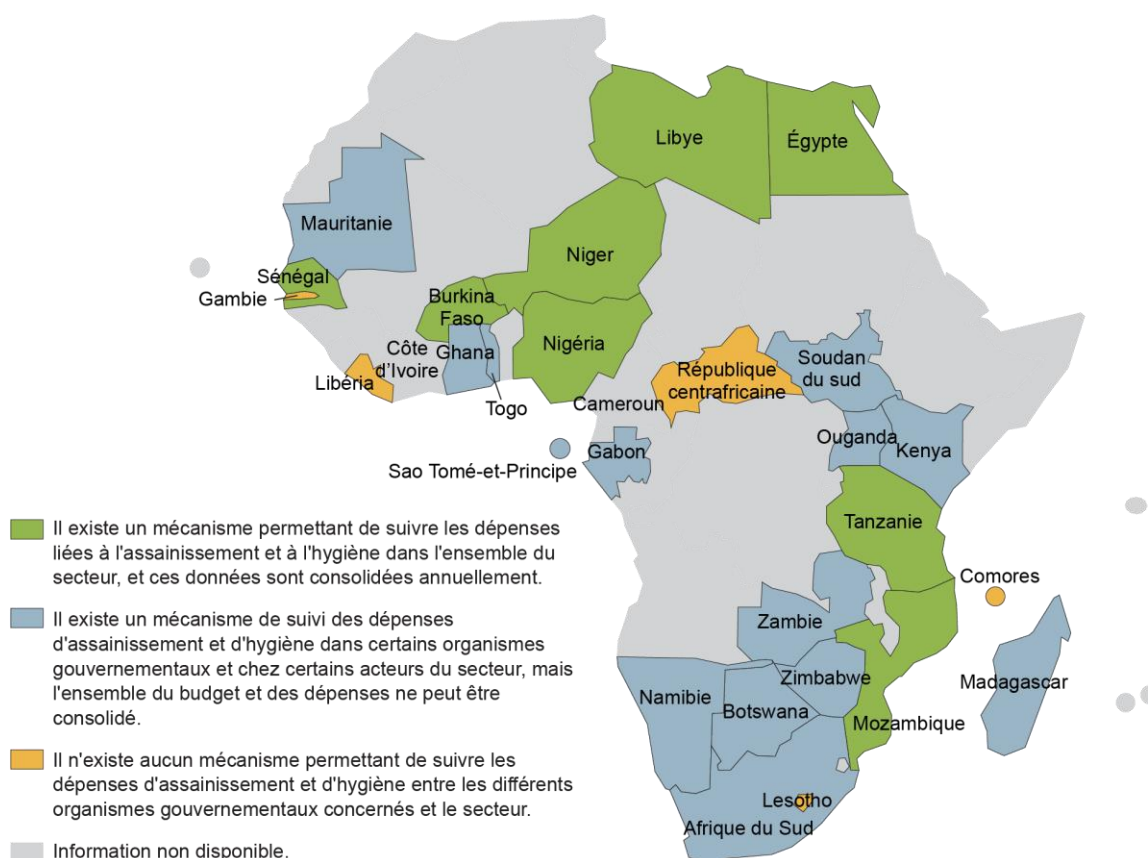


Figure 3
Suivi annuel des budgets et des dépenses consacrés à l'assainissement et à l'hygiène dans l'ensemble des organismes gouvernementaux

Source : Rapport de suivi AfricaSan Ngor 2023

Comme le montre la Figure 3, il est difficile d'obtenir un aperçu clair des dépenses consacrées à l'assainissement et à l'hygiène par les États membres, près de la moitié d'entre eux (24) ne fournissant aucune information à ce sujet.

En 2023, sur les 28 pays ayant répondu au *Rapport de suivi AfricaSan Ngor 2023*, seuls huit États membres ont indiqué suivre les dépenses dans le secteur de l'assainissement et de l'hygiène. Cela signifie que moins de 50 % des pays ayant répondu suivent les dépenses dans le secteur WASH. Par conséquent, outre le manque de données de près de la moitié des États membres, plus de la moitié de ceux qui ont fourni des informations ne disposent pas de systèmes de suivi des dépenses. L'évaluation du niveau continental du mécanisme de suivi des dépenses dans le secteur de l'assainissement et de l'hygiène ne peut être concluante.

1.3.4 Mise en œuvre de stratégies de tarification équitable

Cet objectif mesure dans quelle mesure les services publics d'approvisionnement en eau appliquent des stratégies de tarification équitable qui soutiennent à la fois les catégories à faibles revenus et l'ensemble de la population. Plus précisément, il a été examiné :

1. Les subventions croisées : il s'agit d'un système dans lequel les utilisateurs à revenus élevés paient un peu plus afin de subventionner les tarifs moins élevés accordés aux utilisateurs à faibles revenus.
2. La prise en compte des besoins des populations pauvres : il s'agit de mettre en œuvre des stratégies visant à garantir que les ménages à faibles revenus puissent accéder à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement à des tarifs abordables.

L'objectif est de parvenir à une tarification de l'eau qui soit à la fois viable pour le service public et accessible et abordable pour tous les niveaux de revenus. L'objectif est que les services publics appliquent des structures tarifaires qui tiennent compte des subventions croisées et des besoins des populations pauvres.

Au total, 26 États membres ont fourni des informations sur la mise en œuvre de tarifs d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées qui tiennent compte des subventions croisées et des besoins des populations pauvres. Le Tableau 11 présente un aperçu de la situation en 2022.

Tableau 11
Proportion de la population desservie par les services publics bénéficiant de stratégies de tarification équitable des services publics d'approvisionnement en eau

État membre	Proportion de la population bénéficiant d'une prise en compte tarifaire	Population desservie par les services d'eau (en milliers)	Population desservie par des services d'approvisionnement en eau appliquant des stratégies de tarification équitable (en milliers)	% de la population desservie par les services publics bénéficiant de stratégies de tarification équitable (ratio de tarification équitable)
Afrique du Sud	93,38	53 553	26 151	44 %
Botswana	100	2 169	2 169	92 %
Burkina Faso	35,52	16 031	6 694	28 %
Côte d'Ivoire	100	7 851	7 851	30 %
Égypte	10	100 852	100 852	100 %
Eswatini	2,99	254	8	1 %
Gabon	4,9	10 782	10 782	35 %
Ghana	100	6 962	6 962	55 %
Guinée	100	6 962	6 962	55 %
Kenya	85,23	14 667	12 500	26 %
Libéria	16,6	120	20	0,40 %
Malawi	47,08			

État membre	Proportion de la population bénéficiant d'une prise en compte tarifaire	Population desservie par les services d'eau (en milliers)	Population desservie par des services d'approvisionnement en eau appliquant des stratégies de tarification équitable (en milliers)	% de la population desservie par les services publics bénéficiant de stratégies de tarification équitable (ratio de tarification équitable)
Mozambique	47,51	19 115	9 081	29 %
Namibie	56,52	2 300	1 300	52 %
Niger	84,24	11 499	9 687	43 %
Nigéria	58,01	61 972	35 952	17 %
Ouganda	77,16	19 113	14 747	35 %
République centrafricaine	64,94	1 759	1 142	21 %
Rwanda	11,6			
Sénégal	1,3	8 350	7 800	47 %
Sierra Leone	55,13			
Tanzanie	51,22	14 251	7 300	13 %
Togo	45,15	5 386	2 432	31 %
Tunisie	47,46	11 589	5 500	47 %
Zambie	100	6 627	6 627	37 %
Zimbabwe	100	13 061	4 008	31 %
Total		395 225	286 527	
Moyenne				72 %

L'objectif est que tous les services publics mettent en place des structures tarifaires équitables et que les avantages de ces systèmes tarifaires soient accessibles à l'ensemble de la population desservie d'ici 2030. Les progrès accomplis dans la réalisation de cet objectif sont résumés dans le Tableau 12.

Tableau 12

Progrès accomplis dans la mise en place de structures tarifaires équitables

Indicateur	I-1.4 Proportion de la population desservie par les services publics qui bénéficie de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement fournis par des services publics d'eau appliquant des tarifs incluant des subventions croisées et tenant compte des besoins des populations pauvres.
Cible	T-1.2. D'ici 2030, mettre en place des tarifs pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement qui tiennent compte des subventions croisées et des besoins des pauvres. ¹⁴
Nombre de pays ayant communiqué des informations	26
Pays ayant atteint cet objectif rapidement	Botswana, Côte d'Ivoire, Égypte, Ghana, Guinée, Zambie et Zimbabwe
Dans les délais	République du Congo, Kenya, Niger, Afrique du Sud et Ouganda
En retard	Burkina Faso, Eswatini, Gabon, Libéria, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigéria, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Togo et Tunisie
Progrès indéterminés : informations non disponibles et base de référence à établir	Afrique du Sud, Angola, Bénin, Cameroun, Comores, Gambie, Guinée-Bissau, Lesotho, Libye, Malawi, Maurice, Maroc, Mozambique, Niger, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud et Togo

Remarque méthodologique : Étant donné que les données de suivi des progrès indéterminés, est présentée dans la section « À propos de ce rapport »

Les informations reçues de sept États membres (Botswana, Côte d'Ivoire, Égypte, Ghana, Guinée, Zambie et Zimbabwe) les classent parmi les premiers à avoir atteint l'objectif, avec 100 % de la population desservie par des services d'approvisionnement en eau avec des tarifs adaptés avant l'année cible de 2030. La République du Congo, le Kenya, le Niger, l'Afrique du Sud et l'Ouganda sont en bonne voie pour mettre en œuvre les structures tarifaires souhaitées pour l'ensemble de la population desservie d'ici 2030. La couverture moyenne parmi les 26 États membres ayant communiqué des données sur cet indicateur est de 72 % pour l

¹⁴ AWW2025

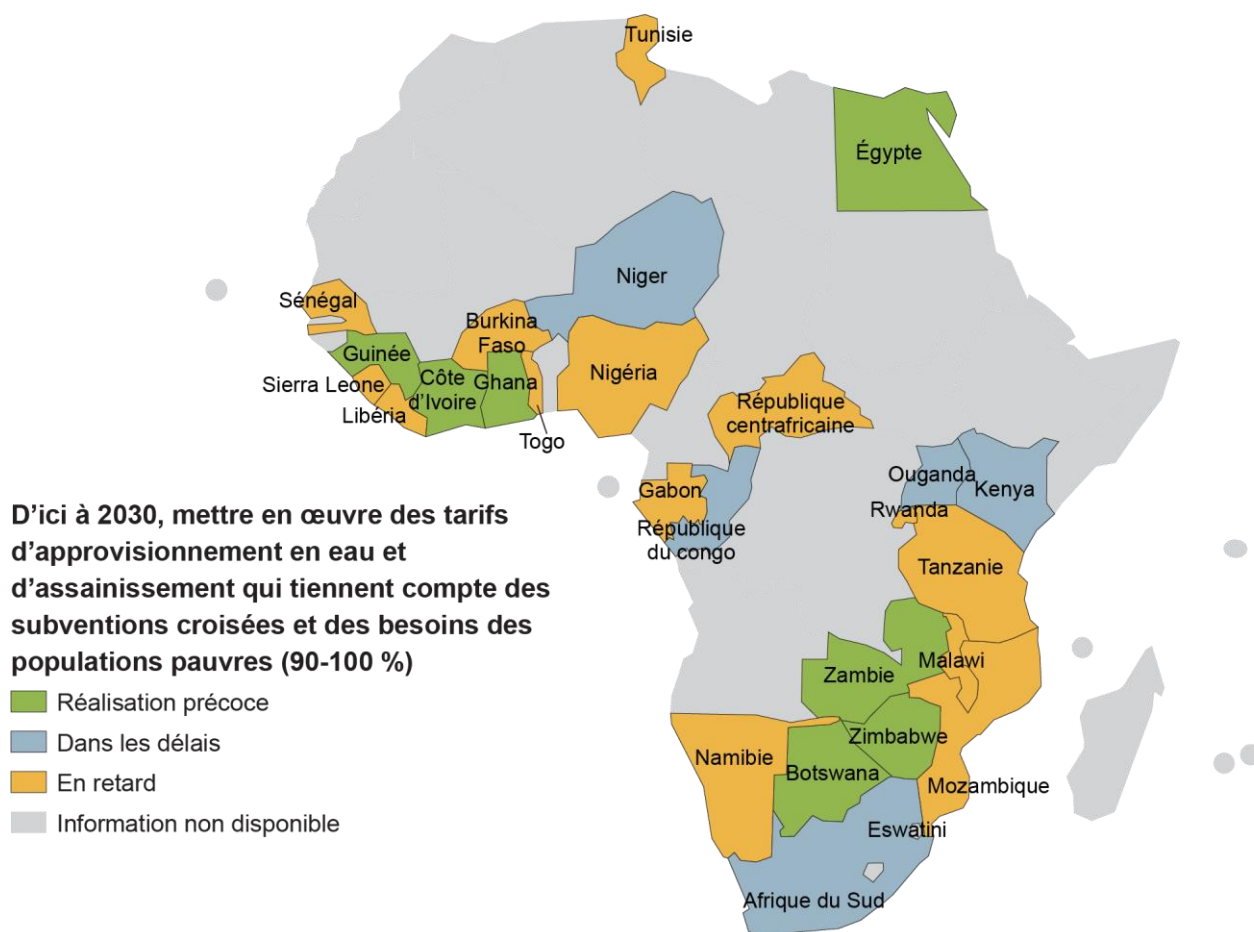


Figure 4

Progrès réalisés pour l'objectif T-1.4 D'ici 2030, mettre en place des tarifs pour l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées qui tiennent compte des subventions croisées et des besoins des populations pauvres (90-100 %)

1.3.5 Financement du développement et de la gestion des ressources en eau

Vingt-neuf États membres ont fourni des données pour cet indicateur, avec un niveau moyen de financement du développement et de la gestion des ressources en eau de 36,97 %. La tendance générale qui se dégage des données indique que la plupart des États membres investissent des montants modérés à faibles dans le développement et la gestion des ressources en eau. La Tunisie, avec un taux de 100 %, affiche quant à elle un niveau très élevé de mise en œuvre du financement du développement et de la gestion des ressources en eau. Trois États membres – le Burkina Faso, l'Égypte et le Nigéria – investissent des montants substantiels dans le développement et la gestion des ressources en eau, ce qui a des répercussions positives sur l'amélioration de l'accès à l'eau et de la qualité du service (notes comprises entre 60 et 70 %).

La majorité des États membres ont des notes comprises entre 0 et 50 %, ce qui indique la nécessité d'augmenter les investissements dans le développement et la gestion des ressources en eau.

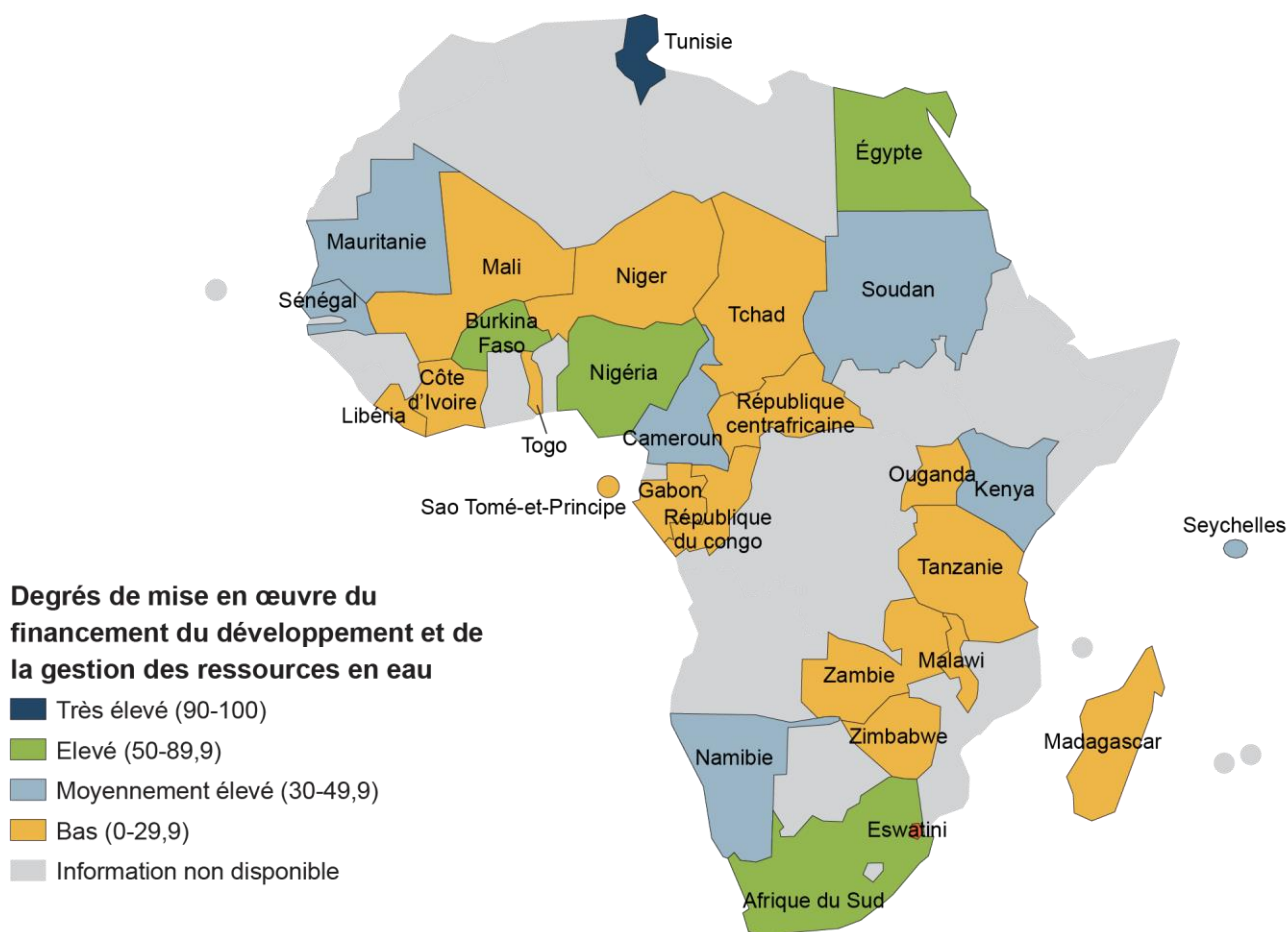


Figure 5
Progrès réalisés dans la mise en œuvre du financement du développement et de la gestion des ressources en eau

Légende

Mesure des progrès et interprétation	Fourchette	Interprétation
Très élevé	90	L'État membre investit des fonds considérables dans le développement et la gestion des ressources en eau, et l'accès à l'eau ainsi que sa qualité devraient s'améliorer considérablement.
Élevé	50-89,9	L'État membre investit des fonds considérables dans le développement et la gestion des ressources en eau, et l'accès à celles-ci ainsi que leur qualité devraient s'améliorer.
Moyennement élevé	30-49,9	L'État membre investit des fonds modérés dans le développement et la gestion des ressources en eau, mais cela n'est pas suffisant pour améliorer de manière significative l'accès à l'eau et sa qualité.
Bas	0-29,9	Le niveau des investissements et des financements des États membres dans le secteur du développement et de la gestion des ressources en eau, ainsi que les investissements visant à améliorer l'accès à l'eau et la qualité de l'eau, sont insuffisants pour enregistrer des progrès..

Les objectifs de financement WASH visent à développer le financement non gouvernemental afin de couvrir les activités et programmes liés à l'eau et à l'assainissement, et à mettre en place des systèmes de financement durables pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène dans le budget national. L'évaluation des progrès réalisés est résumée dans le Tableau 13.

Tableau 13

Progrès vers l'objectif de financement non gouvernemental du WASH

Indicateur	I-1.6a : pourcentage du budget du secteur de l'eau et de l'assainissement financé par des entreprises et des sociétés privées à but lucratif et s'inscrivant dans un plan de dépenses coordonné par les pouvoirs publics (ODD 6a.1)	I-1.6c : pourcentage du budget du secteur de l'eau et de l'assainissement financé par des sources non gouvernementales et s'inscrivant dans un plan de dépenses coordonné par le gouvernement	1-1.3 : pourcentage du financement total de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène provenant de l'aide publique au développement
Cible	T-1.4 D'ici 2025, étendre le financement non gouvernemental pour couvrir au moins 30 % des activités et programmes liés à l'eau et à l'assainissement, y compris la collecte de l'eau, le dessalement, l'utilisation rationnelle de l'eau, le traitement des eaux usées, le recyclage et les technologies de réutilisation ¹⁵		T-1.1c : D'ici 2030, mettre en place des systèmes de financement durables pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène, en veillant à ce que l'aide publique au développement ne représente pas plus de 25 % du budget national consacré à ce secteur
Nombre de pays ayant rapporté	14		15
Réalisation précoce			Eswatini, Togo, Zimbabwe, Sénégal
Dans les délais	République du Congo, Kenya, Niger et Tunisie		
En retard	Afrique du Sud, Burkina Faso, Eswatini, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Sénégal et Togo		Côte d'Ivoire, Kenya, Liberia, Madagascar, Mauritanie, Namibie, Niger, République centrafricaine, Sierra Leone et Tunisie
Informations non disponibles	Angola, Bénin, Botswana, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Liberia, Libye, Malawi, Mali, Mauritanie, Namibie, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Zambie et Zimbabwe.		Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Libye, Malawi, Mali, Maurice, Maroc, Mozambique, Nigéria, Ouganda, République du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, et Zambie

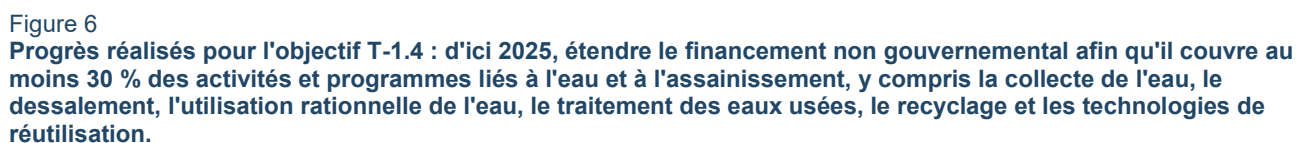
¹⁵ PANAFCON-2 2008 ; AMCOW 2008 ; Charm el-Cheikh, 2008

Remarque : la méthodologie utilisée pour classer les États membres en tant que réalisation précoce, dans les délais, en retard et progrès indéterminés, est présentée dans la section « À propos de ce rapport

».

Cet objectif montre que la contribution moyenne du financement non gouvernemental aux activités et programmes liés à l'eau et à l'assainissement dans les 14 États membres ayant rendu compte est de 12,46 %, ce qui est inférieur à l'objectif de 30 %.

- La République du Congo, le Kenya, le Niger et la Tunisie progressent vers la réalisation de l'objectif de 30 % de financement non gouvernemental d'ici 2025. Leurs niveaux de financement actuels indiquent qu'ils sont sur la bonne voie, mais qu'ils doivent encore fournir des efforts supplémentaires pour atteindre cet objectif.
- Le Burkina Faso, l'Eswatini, le Mozambique, le Nigéria, l'Afrique du Sud, le Togo et l'Ouganda sont en retard dans la réalisation de l'objectif fixé pour 2025. Leurs contributions financières non gouvernementales restent nettement inférieures au seuil de 30 %.



La contribution moyenne de l'APD aux systèmes de financement durable pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène dans les 15 États membres ayant rendu compte est de 84,3 %, bien au-dessus de l'objectif de 25 %.

- L'Eswatini (21,82 %), le Sénégal (16,1 %), le Togo (8,90 %) et le Zimbabwe (2,99 %) ont déjà atteint l'objectif de réduire leur dépendance à l'égard de l'APD à moins de 25 %.
- La République centrafricaine, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Liberia, Madagascar, la Mauritanie, la Namibie, le Niger, la Sierra Leone et la Tunisie : sont en retard et restent dépendants de l'APD, dépassant largement l'objectif de 25 %.

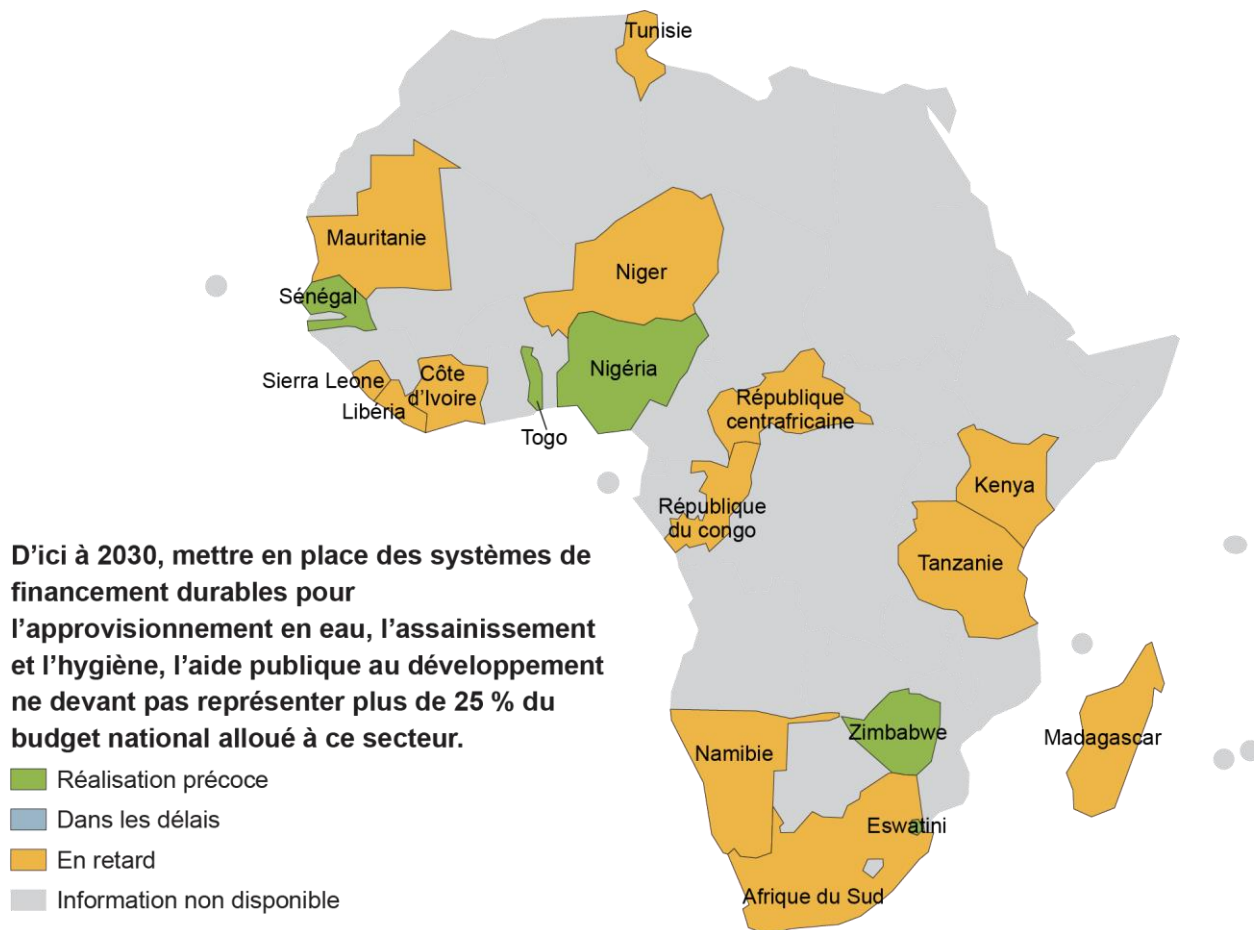


Figure 7

Progrès réalisés pour l'objectif T-1.1c : d'ici à 2030, mettre en place des systèmes de financement durables pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène, en veillant à ce que l'aide publique au développement ne représente pas plus de 25 % du budget national consacré à ce secteur.

1.4 Principales recommandations

Les progrès de l'Afrique vers un financement durable des services WASH se heurtent à plusieurs défis interdépendants qui nécessitent une action coordonnée aux niveaux national, régional et continental. Pour relever ces défis et accélérer les progrès, les principaux domaines d'intervention suivants sont proposés :

1. L'engagement pris dans la Déclaration de Ngor d'allouer au moins 0,5 % du PIB à l'assainissement et à l'hygiène d'ici 2020 a dépassé sa date butoir. Alors que nous sommes désormais en 2024, l'occasion se présente de revoir et d'actualiser cet objectif afin de l'aligner sur les réalités actuelles et les aspirations futures. Le secrétariat de l'AMCOW, en collaboration avec les parties prenantes concernées, pourrait envisager de faciliter un dialogue afin d'examiner les progrès accomplis dans la réalisation de cet objectif, d'évaluer sa pertinence actuelle et d'établir éventuellement un nouvel engagement assorti d'un calendrier qui reflète le contexte et les défis actuels dans le secteur WASH. Ce processus pourrait tenir compte des progrès variés réalisés par les États membres, certains ayant dépassé l'objectif initial tandis que d'autres continuent à y travailler. L'objectif actualisé pourrait être conçu de manière à encourager la poursuite des progrès et des investissements dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène à travers le continent, tout en tenant compte de la diversité des situations économiques et des priorités de développement des différents pays. Les enseignements tirés des premiers pays à avoir atteint cet objectif pourraient être documentés sous forme de bonnes pratiques et utilisés pour l'apprentissage direct par les pairs pour les États membres qui sont en retard. Cet engagement révisé pourrait servir de nouveau point de ralliement pour la volonté politique et la mobilisation des ressources dans les domaines critiques de l'assainissement et de l'hygiène.
2. Les disparités dans les progrès réalisés à travers l'Afrique et la prévalence des lacunes dans les données suggèrent qu'il existe une opportunité d'améliorer la gestion des données à l'échelle du continent dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Des données précises et complètes pourraient contribuer à l'élaboration de politiques éclairées, à une allocation efficace des ressources et à un suivi complet des progrès. Pour relever ce défi, l'AMCOW et ses partenaires devraient s'attacher à renforcer les plateformes nationales de coordination pour une collecte et une documentation coordonnées et transparentes des informations, à fournir une assistance technique adaptée aux États membres et à les aider à améliorer leurs systèmes de gestion des données et des informations relatives à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH).
3. Les États membres dont les allocations sont moins importantes pourraient trouver utile d'étudier des stratégies visant à accroître leurs investissements dans le domaine WASH. Ces stratégies pourraient inclure la recherche de financements supplémentaires auprès de partenaires internationaux, la réaffectation des ressources nationales ou l'exploration de mécanismes de financement innovants. Les expériences des pays qui ont modifié leurs allocations, tels que l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire et le Niger, pourraient fournir des informations précieuses.
4. Le potentiel des partenariats public-privé dans le secteur de l'eau et de l'assainissement pourrait être exploré plus avant. Le secrétariat de l'AMCOW, en collaboration avec les communautés économiques régionales (CER) et les gouvernements nationaux (ministres des finances), pourrait envisager de soutenir la mise en place de partenariats public-privé. Cette initiative pourrait être enrichie par l'organisation d'ateliers régionaux visant à partager les expériences et les connaissances, en s'inspirant notamment de pays comme le Kenya qui ont réussi à établir des partenariats avec le secteur privé.
5. La diversification des sources de financement pour le secteur de l'eau et de l'assainissement est cruciale compte tenu du « séisme » qui secoue le paradigme traditionnel de l'aide au développement et de son impact prévisible sur la progression vers les objectifs de l'ODD 6 et les changements radicaux dans les relations d'APD. Cette diversification doit inclure des changements immédiats concernant les allocations du PIB, les engagements budgétaires nationaux et l'engagement avec les investissements non gouvernementaux et du secteur privé. La Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine (CUA), l'AMCOW et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) devraient envisager l'élaboration d'une stratégie à l'échelle du continent pour soutenir la transition vers des modèles de financement nationaux durables, compte tenu de la contribution moyenne actuelle de l'APD, qui est de 50,36 %.
6. Compte tenu des disparités importantes entre les États membres en matière de progrès, il est essentiel que ceux-ci élaborent eux-mêmes des approches adaptées à leur situation spécifique. Une plateforme d'apprentissage entre pairs, qui pourrait être mise en place avec des partenaires régionaux et mondiaux, faciliterait les échanges de connaissances utiles entre les États membres. Cette initiative pourrait être complétée par des efforts visant à améliorer les systèmes de collecte de données, de reporting et de suivi à l'échelle du continent.

7. Les mécanismes de financement innovants offrent des possibilités d'attirer davantage d'investissements du secteur privé et non gouvernementaux. Le concept d'un « pôle d'innovation africain WASH » qui soutient et développe des modèles de financement innovants pourrait être exploré, avec des partenariats potentiels avec des institutions financières internationales et des acteurs du secteur privé. Un tel pôle pourrait se concentrer sur des stratégies visant à augmenter à la fois les contributions du secteur privé et le financement non gouvernemental global, qui s'élèvent actuellement à 11,5 % et 12,46 % en moyenne, respectivement.
8. Il reste important de sensibiliser les plus hautes instances gouvernementales au financement du secteur de l'eau et de l'assainissement. La CUA et l'AMCOW devraient continuer à plaider en faveur de l'inscription du financement de l'eau et de l'assainissement comme point permanent à l'ordre du jour des sommets des chefs d'État de l'Union africaine. Cette approche pourrait permettre de mieux prendre en compte le secteur dans les plans et budgets nationaux de développement, en vue d'augmenter l'allocation moyenne actuelle de 2,73 % des budgets nationaux au secteur WASH.
9. Le renforcement de la coopération régionale offre des possibilités pour relever les défis communs. L'AMCOW collaborera avec les communautés économiques régionales afin d'élaborer des stratégies de financement de l'eau et de l'assainissement spécifiques à chaque région. La collaboration régionale pourrait inclure la facilitation de dialogues nationaux sur le financement de l'eau et de l'assainissement afin de relever les défis et de saisir les opportunités communes, en mettant l'accent sur la mise en œuvre de stratégies de tarification équitable et en s'appuyant sur la couverture moyenne actuelle de 66,54 % pour les stratégies de tarification équitable.

2 THÈME 2

Approvisionnement en eau, assainissement, hygiène et eaux usées



2.1 Principales conclusions

1. Seuls 48,54 % de la population des États membres ayant fourni des données ont accès à des services d'approvisionnement en eau potable gérés de manière sûre. Onze États membres, dont le Botswana, la République centrafricaine, l'Égypte, le Gabon, la Gambie, la Libye, le Malawi, le Sénégal, la Tanzanie, la Tunisie et l'Ouganda, sont en bonne voie pour atteindre l'objectif de 2030 d'accès universel, tandis que 24 pays sont en retard.
2. Les progrès réalisés en matière de services d'eau potable de base sont prometteurs, mais restent inégaux. Le pourcentage moyen de la population utilisant des services d'eau potable de base dans les États membres ayant communiqué des données est de 71,5 %. Quinze États membres, dont le Bénin, l'Eswatini, le Gabon, la Guinée-Bissau, le Lesotho, la Libye, le Malawi, la Mauritanie, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal, la Somalie, l'Afrique du Sud, le Soudan et la Tunisie, sont en bonne voie pour atteindre l'utilisation universelle des services d'eau potable de base (> 99 %) d'ici 2030. Vingt États membres sont en retard dans leurs progrès vers l'accès universel aux services d'eau potable de base d'ici 2030.
3. Les progrès des États membres en matière de fourniture de services d'assainissement de base sont variables, avec une moyenne de 45 % de la population utilisant ces services dans les États membres ayant communiqué des données. Seuls six pays – le Botswana, la Libye, le Mali, le Sénégal, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe – sont en bonne voie pour atteindre l'objectif de 2030 consistant à garantir un assainissement adéquat et équitable pour tous d'ici 2030.
4. La défécation en plein air reste un problème urgent, avec une moyenne de 14,52 % de la population qui continue de pratiquer la défécation en plein air dans les États membres ayant communiqué des données. Quatre États membres – l'Égypte, la Libye, les Seychelles et la Tunisie – déclarent avoir probablement atteint l'objectif de moins de 0,5 % de la population pratiquant la défécation en plein air.
5. Seuls 44,5 % des ménages des États membres ayant rendu leur rapport disposent d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon. Quatre pays – l'Égypte (98,82 %), Sao Tomé-et-Principe (81,82 %), l'Afrique du Sud (71,2 %) et la Tanzanie (82,4 %) – sont en bonne voie pour atteindre l'objectif d'ici 2030, tandis que 26 pays sont en retard.
6. D'importantes lacunes persistent dans les données, en particulier en ce qui concerne le traitement des eaux usées, ce qui limite l'évaluation globale des progrès réalisés sur le continent.

THÈME 2

Approvisionnement en eau, assainissement, hygiène et eaux usées

48,5 %

de la population des États membres
**utilisent des services
d'approvisionnement en eau
potable gérés de manière sûre**

11 États membres sont en bonne voie pour
atteindre l'objectif fixé pour 2030, à
savoir l'accès universel à des services
d'approvisionnement en eau potable
gérés de manière sûre

71,5 %

de la population des États
membres
**ont accès à des services
d'eau potable de base**

15 États membres en bonne voie pour
atteindre l'utilisation universelle des
services de base d'approvisionnement
en eau potable d'ici 2030

45 %

de la population des
États membres
**utilisent des services
d'assainissement de base**

6 États membres sont en bonne voie
pour atteindre l'objectif fixé pour
2030, à savoir un assainissement
adéquat et équitable pour tous

14,5 %

de la population des
États membres
**pratiquent la
défécation à l'air libre**

4 États membres ont probablement
atteint l'objectif de moins de 0,5 % de
la population pratiquant la défécation
en plein air

44,5 %

des ménages dans les
États membres disposent
**d'installations pour se
laver les mains avec de
l'eau et du savon**

4 États membres sont en
bonne voie pour atteindre
l'objectif fixé pour 2030

**D'importantes
lacunes persistent
dans les données**, en
particulier dans le domaine du
traitement des eaux usées, ce
qui limite l'évaluation globale
des progrès réalisés à travers
le continent

2.2 Introduction

Les objectifs convenus pour suivre les progrès des États membres en matière d'approvisionnement en eau, d'assainissement, d'hygiène et de services de traitement des eaux usées sont résumés dans le Tableau 14.

Tableau 14
Objectifs en matière d'approvisionnement en eau, d'assainissement, d'hygiène et de services de traitement des eaux usées

Objectif	
T-2.1 :	D'ici 2030, assurer l'accès équitable à une eau potable sûre et abordable pour tous (ODD 6.1).
T-2.2a :	D'ici 2030, donner à tous accès à des services d'assainissement adéquats et équitables, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation de vulnérabilité (ODD 6.2).
T-2.2b :	D'ici 2030, mettre fin à la défécation en plein air.
T-2.6	D'ici 2030, réduire de moitié la proportion d'eaux usées non traitées.

La carte thermique du Tableau 15 donne un aperçu général des progrès signalés par les États membres par rapport à ces objectifs.

Tableau 15
Progrès réalisés par rapport à l'objectif en matière d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène

État membre	T-2.1 : D'ici 2030, assurer l'accès équitable à une eau potable sûre et abordable pour tous (ODD 6.1)	T-2.2a : D'ici 2030, assurer l'accès de tous à des services d'assainissement adéquats et équitables, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation de vulnérabilité (ODD-6.2)
Afrique du Sud		
Angola		
Bénin		
Botswana		
Burkina Faso		
Cameroun		
Comores		
Côte d'Ivoire		
Djibouti		
Égypte		
Eswatini		
Gabon		
Gambie		
Ghana		
Guinée		
Guinée-Bissau		
Kenya		
Lesotho		
Libéria		
Libye		
Madagascar		
Malawi		
Mali		

État membre	T-2.1 : D'ici 2030, assurer l'accès équitable à une eau potable sûre et abordable pour tous (ODD 6.1)	T-2.2a : D'ici 2030, assurer l'accès de tous à des services d'assainissement adéquats et équitables, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation de vulnérabilité (ODD-6.2)
Mauritanie		
Mozambique		
Namibie		
Niger		
Nigéria		
Ouganda		
République centrafricaine		
République du Congo		
Rwanda		
Sao Tomé-et-Principe		
Sénégal		
Seychelles		
Sierra Leone		
Somalie		
Soudan		
Soudan du Sud		
Tanzanie		
Tchad		
Togo		
Tunisie		
Zambie		
Zimbabwe		

Légende

	Réalisation précoce		Dans les délais
	En retard		Informations non disponibles

2.3 Fournir un accès équitable à une eau potable sûre et abordable pour tous

Les informations sur la fourniture d'un accès équitable à une eau potable sûre et abordable pour tous d'ici 2030 ont été fournies par 43 États membres.

Quatre États membres sont considérés comme ayant atteint l'objectif avant l'heure. Vingt-deux États membres ont indiqué être en bonne voie pour atteindre l'objectif d'ici 2030 s'ils maintiennent leur rythme actuel : Bénin, Botswana, République centrafricaine, Côte d'Ivoire, Égypte, Eswatini, Gabon, Gambie, Guinée-Bissau, Lesotho, Liberia, Libye, Malawi, Mauritanie, Rwanda, Sénégal, Somalie, Afrique du Sud, Soudan, Tanzanie, Tunisie et Ouganda. Dix-sept États membres sont classés comme étant en retard, ce qui signifie que leurs progrès actuels suggèrent qu'ils pourraient ne pas atteindre une couverture de 100 % d'ici 2030 sans efforts accélérés.

Tableau 16

Progrès signalés vers la réalisation d'un accès équitable à une eau potable sûre et abordable pour tous

Indicateurs	1-2.1d pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (en milieu rural)
	1-2.1e pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (urbain)
	1-2.1f pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)
Cible	T-2.1 : d'ici 2030, assurer l'accès équitable de tous à une eau potable sûre et abordable (ODD 6.1).
Nombre d'États membres ayant rapporté	43
Réalisation précoce	Comores, Guinée, Namibie, Mozambique
Dans les délais	Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Côte d'Ivoire, Égypte, Eswatini, Gabon, Gambie, Guinée-Bissau, Lesotho, Libéria, Libye, Malawi, Mauritanie, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tunisie.
En retard	Burkina Faso, Cameroun, Djibouti, Ghana, Kenya, Madagascar, Mali, Niger, Nigéria, République du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Soudan du Sud, Tchad, Togo, Zambie et Zimbabwe
Progrès indéterminés	Référence à établir : Angola, Seychelles
	Informations non disponibles

Remarque méthodologique : Les progrès des États membres qui ne sont ni précoces, ni dans les délais, ni en retard, ni progressant indéterminés, est présentée dans la section « À propos de ce rapport »

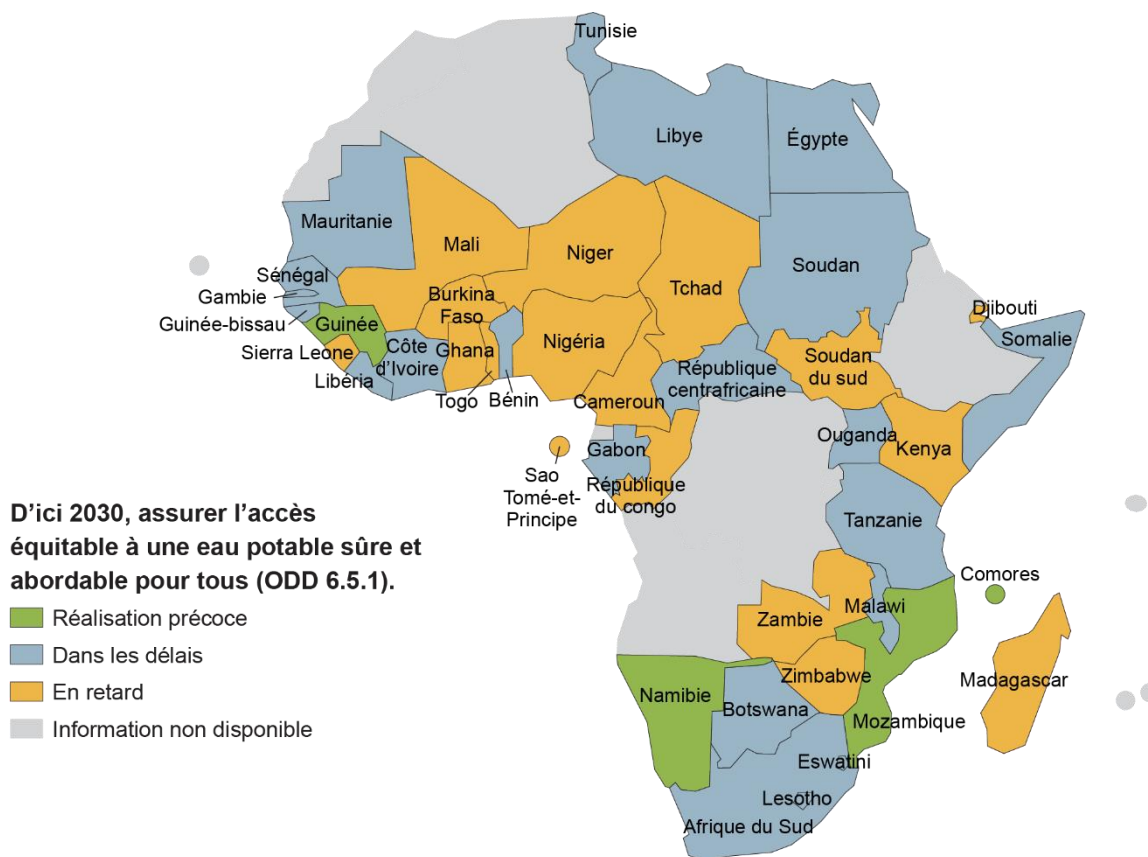


Figure 8
Progrès réalisés pour la cible T-2.1 : d'ici 2030, assurer l'accès équitable à une eau potable sûre et abordable pour tous (ODD 6.1)

2.4 Fournir l'accès à des services d'assainissement adéquats et équitables pour tous

Quarante-quatre États membres ont rendu compte des progrès accomplis vers la réalisation, d'ici à 2030, de l'accès à des services d'assainissement adéquats et équitables pour tous, en accordant une attention particulière aux besoins des filles et des personnes en situation de vulnérabilité. Parmi ces États membres, seul le Mali a atteint cet objectif avant l'échéance, tandis que le Botswana, la Libye, le Rwanda, les Seychelles, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe ont indiqué être en bonne voie pour atteindre l'objectif, les autres États membres étant en retard pour l'atteindre d'ici 2030.

Tableau 17
Progrès vers l'accès à des services d'assainissement adéquats et équitables pour tous

Indicateur	2.2a Pourcentage de la population ayant accès à des services d'assainissement de base
	I-2.2f Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)
	I-2.2c Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles
	I-2.3 Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)
Cible	T-2.2a : d'ici 2030, assurer l'accès de tous à des services d'assainissement adéquats et équitables, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes, des filles et des personnes en situation de vulnérabilité

Nombre d'États membres ayant rapporté	44
Réalisation précoce	Mali
Dans les délais	Afrique du Sud, Botswana, Libye, Rwanda, Seychelles et Zimbabwe
En retard	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, , Djibouti, Eswatini, Égypte, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie.
Progrès indéterminés	Référence à établir : Angola

Remarque : la méthodologie utilisée pour classer les États membres en tant que réalisations précoces, dans les délais et progrès indéterminés, est présentée dans la section « À propos de ce rapport »



Figure 9
Progrès réalisés pour la cible 2.2a : d'ici 2030, assurer l'accès de tous à des services d'assainissement adéquats et équitables, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes, des filles et des personnes en situation de vulnérabilité.

Le rapport de suivi AfricaSan Ngor 2023 fournit un contexte précieux pour les progrès signalés par les États membres. Ce rapport, qui suit la mise en œuvre de la Déclaration de Ngor sur l'assainissement et l'hygiène, offre un aperçu du paysage politique et des cadres institutionnels qui sous-tendent les efforts en matière

L'une des principales conclusions du *Rapport de suivi AfricaSan Ngor 2023* est le rôle essentiel des politiques solides dans la réalisation des objectifs en matière d'assainissement. La Figure 10 illustre les progrès réalisés par les États membres dans l'élaboration de politiques visant à garantir l'inclusivité et la sécurité des services d'assainissement.



Comme le résume le Tableau 18, seuls l'Égypte, la Libye, les Seychelles et la Tunisie ont déclaré avoir atteint l'objectif de moins de 0,5 % de défécation à l'air libre en 2022. Ces pays sont donc classés parmi les premiers à avoir atteint cet objectif. Quatre États membres – le Rwanda (2,81 %), l'Afrique du Sud (0,8 %), la Tanzanie (2,6 %) et la Zambie (2,1 %) – sont classés comme étant en bonne voie pour atteindre l'objectif d'ici 2030 (Figure 11).

Tableau 18
Progrès réalisés en termes de pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air

Indicateur	I-2.4c : Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air
Objectif	T-2.2b : D'ici à 2030, mettre fin à la défécation en plein air
Nombre d'États membres ayant communiqué des informations	40
Réalisation précoce	Égypte, Libye, Seychelles, Tunisie
Dans les délais	Rwanda, Afrique du Sud, Tanzanie, Zambie
En retard	Bénin, Botswana, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Eswatini, Gabon, Ghana, Guinée, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Togo, Tchad, Zimbabwe
Progrès indéterminés	Référence à établir : Angola, Burkina Faso, Comores, Gambie

Remarque méthodologique : Les pourcentages des États membres tant que réalisateurs précoces, dans les délais et en retard, est présenté dans la section « À propos de ce rapport



Figure 11
Progrès réalisés pour la cible 2.2b : d'ici à 2030, mettre fin à la défécation à l'air libre

D'autres États membres ont réalisé des progrès notables par rapport à l'objectif (Tableau 19) en réduisant la

population pratiquant la défécation en plein air, comme le Botswana (de 9,88 % à 5,82 %), le Nigéria (de 39 % à 8,54 %) et le Sénégal (de 17,27 % à 6,17 %) (rapports WASSMO 2021-2024). En général, la moyenne continentale

de la population pratiquant la défécation en plein air, sur la base des 40 États membres ayant communiqué des données, s'élève à 14,52 %. Cela signifie qu'environ une personne sur sept en Afrique pratique la défécation en plein air. Certains États membres ont indiqué un ralentissement de leurs progrès dans la réalisation de l'objectif. Par exemple, le Cameroun a enregistré une baisse de 5,53 % en 2021 à 15,45 % en 2024, et la Guinée de 4,61 % en 2021 à 15,09 % en 2024. Les autres États membres seraient en retard. Malgré les quelques États membres qui ont atteint l'objectif ou sont en bonne voie pour l'atteindre, les progrès à l'échelle du continent sont loin d'être suffisants pour atteindre l'objectif d'ici 2030, ce qui indique que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour combler l'écart.

Tableau 19

Tendance du pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air

État membre	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air	
	Rapport WASSMO 2021	Rapport WASSMO 2024
Afrique du Sud	1,50	0,80
Bénin	51,75	50,16
Botswana	9,88	5,83
Cameroun	5,56	15,45
Côte d'Ivoire	19,90	20,16
Djibouti	..	4,33
Égypte	0	0
Eswatini	..	6
Gabon	..	2,66
Ghana	17,78	17,35
Guinée	4,61	15,09
Kenya	..	7,48
Lesotho	..	18,63
Libéria	79,19	79,11
Libye	0	0
Madagascar	46,89	0,16
Malawi	..	6,68
Mali	..	5,99
Mauritanie	..	28,88
Mozambique	..	65,33
Namibie	47,36	46,49
Niger	79,19	72,98
Nigéria	39,00	8,55
Ouganda	19,48	18,28
République centrafricaine	..	19,1
République du Congo	0,014	8,54
Rwanda	2,81	2,81

État membre	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air	
	Rapport WASSMO 2021	Rapport WASSMO 2024
Sao Tomé-et-Principe	..	30
Sénégal	17,27	6,72
Sierra Leone	16,41	16,41
Somalie	58,78	58,78
Soudan	..	30,27
Soudan du Sud	..	87,00
Seychelles	0	0
Tanzanie	0,02	2,56
Tchad	..	65,42
Tunisie		0
Togo	44,14	45,63
Zambie	..	2,06
Zimbabwe	..	21,1
Moyenne		14,52

2.6 Traitement des eaux usées

La gestion et le traitement des eaux usées sont des éléments essentiels à la réussite et à la planification de l'approvisionnement en eau et de la récupération des eaux usées. L'amélioration de l'approvisionnement en eau peut avoir des externalités si les eaux usées provenant de cet approvisionnement ne sont pas collectées et traitées de manière sûre avant d'être rejetées dans l'environnement. Cependant, les données actuelles sur le traitement des eaux usées dans les États membres présentent un tableau préoccupant, caractérisé par d'importantes lacunes dans les données et des progrès variables.

Tableau 20

Progrès réalisés par les États membres en matière de traitement des eaux usées

Indicateur	I-2.6 : pourcentage d'eaux usées non traitées de manière sûre.
Objectif	T-2.6 : d'ici 2030, réduire de moitié la proportion d'eaux usées non traitées. (Ngor 2015 ; ODD-6.3.1)
Nombre d'États membres ayant rapporté	1
Réalisation précoce	Malawi
Dans les délais	
En retard	
Progrès indéterminés	Référence à établir : Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, République du Congo, Égypte, Eswatini, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Libye, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan du

Sud, Soudan, Tanzanie, Togo, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

Informations non disponibles : Nigéria, Ouganda

Remarque méthodologique pour les États membres : la situation préoccupante des données et des progrès indéterminés, est présentée dans la section « À propos de ce rapport »

L'analyse du traitement des eaux usées est considérablement limitée par le faible taux de déclaration, un seul État membre (le Nigéria) ayant fourni des données pour l'année de référence 2024. Si le Nigeria et l'Ouganda ont fourni des données pour la campagne 2019, aucune donnée n'a été communiquée pour la dernière campagne. Cette lacune dans les données représente un défi majeur pour l'évaluation des progrès réalisés à l'échelle du continent vers l'objectif de 2030 consistant à réduire de moitié la proportion d'eaux usées non traitées. Sur la base des informations disponibles, certaines conclusions peuvent être tirées :

- D'après les données de 2019, le Nigéria et l'Ouganda sont classés comme étant en retard, avec respectivement 83,88 % et 58 % d'eaux usées non traitées.
- Le Malawi, seul État membre à avoir communiqué des données pour la dernière campagne, est considéré comme un précurseur dans la réduction du pourcentage d'eaux usées non traitées, qui est passé de 90,16 % en 2019 à 18,80 % en 2024, année de référence.

Tableau 21

Situation des États membres en matière de traitement des eaux usées

S/n	État membre	2019 (% d'eaux usées non traitées)	2022 (% d'eaux usées non traitées)
1	Malawi	90,16	18,80
2	Nigéria	83,88	..
3	Ouganda	58,00	..

Le Rapport de suivi AfricaSan Ngor 2023 fournit des informations supplémentaires en examinant les mécanismes mis en place pour surveiller le rejet de déchets fécaux non traités dans l'environnement.



Figure 12

Progrès réalisés dans la mise en place de mécanismes de suivi des déchets fécaux non traités rejetés dans l'environnement

Source : Rapport de suivi AfricaSan Ngor 2023

La Figure 12 illustre les différents degrés de progrès réalisés dans la mise en place de systèmes de surveillance dans les États membres, selon le *Rapport de suivi d'AfricaSan Ngor 2023*. Voici les points saillants :

1. Le Nigeria est classé parmi les pays les plus avancés en matière de traitement des eaux usées et progresse également dans le développement de son mécanisme de surveillance, atteignant la catégorie 40-69 %.
2. L'Ouganda, bien qu'il soit en bonne voie en matière de traitement des eaux usées, se trouve dans la même catégorie que le Nigeria en ce qui concerne les mécanismes de surveillance, ce qui suggère des efforts pour améliorer la supervision malgré les défis liés au traitement.
3. Plusieurs États membres, dont l'Égypte, la Libye, l'Afrique du Sud, le Niger et le Sénégal, disposent de mécanismes de surveillance solides (catégorie 70-100 %), qui pourraient servir de modèles pour d'autres États membres.

Ces informations supplémentaires tirées du *Rapport de suivi d'AfricaSan Ngor 2023* soulignent l'importance des mécanismes de suivi pour garantir un environnement sûr et gérer efficacement les eaux usées. Elles suggèrent que certains États membres progressent dans la mise en place de systèmes de surveillance, même si les données sur le traitement réel des eaux usées sont limitées.


2.7 Recommandations clés

1. Les progrès réalisés pour garantir un accès équitable à une eau potable sûre et abordable pour tous impliquent que près de 50 % (21 États membres) sont en retard dans la réalisation de l'objectif fixé pour 2030. En outre, des variations importantes dans le nombre de populations privées d'accès sont mises

en évidence parmi les États membres qui sont en retard. Le partenariat entre l'AMCOW et la BAD visant à renforcer la Facilité africaine pour l'eau (AWF) pourrait jouer un rôle essentiel dans l'élaboration d'interventions ciblées.

2. Le rapport d'étape du Rapport de suivi AfricaSan Ngor 2023 montre que la majorité (60 %) des États membres ayant rendu compte ont indiqué disposer de mécanismes de suivi pour plus de 40 % des déchets fécaux non traités rejetés dans l'environnement. Indépendamment de la disponibilité des données au sein de la plateforme WASSMO, le faible taux de déclaration concernant le traitement des eaux usées a été mis en évidence, seuls trois États membres ayant fourni des données. Cela souligne le besoin urgent d'améliorer les mécanismes de collecte et de communication des données au sein de la plateforme WASSMO. Pour remédier à ce problème, l'AMCOW collaborera avec des parties prenantes clés telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Programme commun de surveillance afin d'adapter les outils de surveillance mondiaux au contexte africain, en fournissant une assistance technique aux États membres pour renforcer leurs systèmes de gestion des données WASH afin d'évaluer de manière exhaustive les progrès réalisés sur le continent.
3. Le taux moyen de défécation en plein air, qui s'élève à 14,52 %, est très préoccupant. Il est recommandé de mener une campagne de sensibilisation à l'échelle du continent, de partager les meilleures pratiques et de dispenser une éducation adaptée à la culture locale sur la fin de la défécation en plein air. Cette approche soulignera l'importance du partage d'expériences et permettra éventuellement d'adapter les stratégies efficaces mises en œuvre par les pays qui ont réussi à réduire la défécation en plein air. L'AMCOW facilitera l'échange de connaissances entre les pays en bonne voie et ceux qui sont en retard, en mettant l'accent sur les interventions applicables et efficaces.
4. Le contrôle insuffisant de l'élimination des déchets fécaux non traités dans de nombreux États membres pose de graves risques pour la santé et l'environnement. L'AMCOW explorera la possibilité de collaborer avec des parties prenantes telles que l'ONU-Habitat afin d'étendre la mise en œuvre de mécanismes de contrôle robustes, en organisant des ateliers nationaux pour former les responsables locaux à la mise en place et au maintien de ces systèmes.
5. Afin de promouvoir une approche plus intégrée de la gestion de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, l'AMCOW devrait explorer la possibilité de collaborer avec la Commission de l'Union africaine et la CEA afin d'élaborer une stratégie globale à l'échelle du continent en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Cette stratégie devrait mettre l'accent sur des améliorations équilibrées dans tous les aspects de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, des services de base aux installations gérées de manière sûre.
6. Les progrès inégaux entre les États membres, certains pays étant en retard par rapport à d'autres, entravent l'amélioration à l'échelle du continent vers la réalisation de l'ODD 6. L'AMCOW mettra en place une plateforme d'apprentissage entre pairs en partenariat avec le partenariat « Assainissement et eau pour tous », facilitant les échanges réguliers entre les États membres afin d'accélérer les progrès grâce à la coopération régionale et au partage des connaissances.
7. L'élaboration et la mise en œuvre inadéquates des politiques, en particulier dans le domaine des services d'assainissement, entravent les progrès dans de nombreux États membres. Pour remédier à ce problème crucial, l'AMCOW a élaboré les Lignes directrices pour une politique africaine en matière d'assainissement (à l'avenir, l'AMCOW, en collaboration avec l'UNICEF, le Centre africain de recherche sur la population et la santé et le Réseau africain de la société civile sur l'eau et l'assainissement), renforcera ses efforts pour promouvoir l'alignement des politiques nationales sur les Lignes directrices pour une politique africaine en matière d'assainissement. Cela impliquera de travailler en étroite collaboration avec les États membres afin d'examiner et d'adapter leurs politiques existantes en matière d'assainissement, de fournir une assistance technique ciblée pour la révision des politiques et d'organiser des ateliers régionaux pour faciliter l'échange des meilleures pratiques en matière de mise en œuvre des politiques. En favorisant l'alignement de la politique nationale sur les Orientations africaines en matière d'assainissement, AMCOW vise à établir un cadre politique plus cohérent et efficace pour l'assainissement sur l'ensemble du continent, accélérant ainsi les progrès vers l'accès universel à un assainissement adéquat et équitable.

Ces efforts de collaboration visent à relever de manière globale les défis identifiés, en tirant parti de l'expertise et des ressources de divers partenaires afin d'accélérer les progrès vers la réalisation de l'ODD 6 dans toute l'Afrique. En mettant l'accent sur l'amélioration des données, l'utilisation efficace des ressources, le partage des connaissances et l'élaboration de politiques, ces initiatives contribueront à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en eau et à améliorer les services du secteur de l'eau et de l'assainissement sur tout le continent.



3 THÈME 3

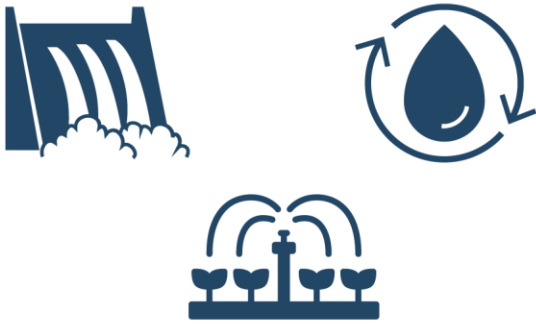
Infrastructures hydrauliques au service de la croissance

3.1 Principales conclusions

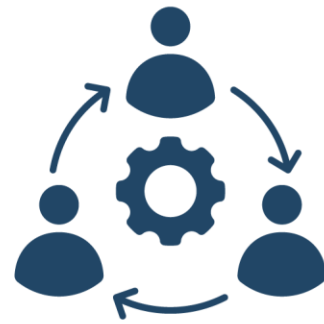
1. Le développement des infrastructures hydrauliques en Afrique présente un paysage complexe, marqué par des progrès et des défis à travers tout le continent. Les avancées dans des domaines clés tels que l'hydroélectricité, l'irrigation et la productivité de l'eau varient d'un État membre à l'autre, reflétant la diversité des priorités et des capacités nationales.
2. Les efforts déployés pour fournir des informations actualisées sur les paramètres nécessaires à l'analyse de ce thème varient d'un État membre à l'autre. Cette situation souligne la nécessité d'une collaboration à l'échelle du continent en matière de partage et d'analyse des données. Cette collaboration devrait améliorer la communication d'informations sur les objectifs convenus afin de garantir l'adéquation des infrastructures polyvalentes d'importance transfrontalière pour catalyser la croissance économique.
3. Pour le présent rapport, les données empiriques fournies par les États membres sont juxtaposées aux informations générées par les méthodes de télédétection et d'observation de la Terre. Cette approche permet une analyse représentative, bien que nuancée, des progrès réalisés par les États membres afin d'orienter les décisions relatives aux interventions nécessaires au-delà de 2025.

THÈME 3

Infrastructures hydrauliques au service de la croissance



Le développement des infrastructures hydrauliques en Afrique présente un paysage complexe de progrès et de défis à travers le continent



La variabilité des informations à travers le continent souligne la nécessité d'une collaboration en matière de partage et d'analyse des données



Les données fournies par les États membres sont juxtaposées aux informations générées par les méthodes de télédétection et d'observation de la Terre, ce qui permet d'analyser de manière représentative les progrès réalisés par les États membres afin d'orienter les décisions relatives aux interventions nécessaires au-delà de 2025

3.2 Introduction

Les progrès réalisés par les États membres dans le développement des infrastructures hydrauliques au service de la croissance sont évalués par rapport aux objectifs résumés dans le Tableau 22.

Tableau 22

Objectifs en matière de développement des infrastructures hydrauliques au service de la croissance

#	Objectif
T-3.1a	D'ici 2025, développer 25 % du potentiel hydroélectrique
T-3.1b	D'ici 2030, augmenter considérablement la productivité de l'eau dans le domaine énergétique.
T-3.2a	Augmenter la productivité de l'eau utilisée pour l'irrigation et l'agriculture pluviale de 60 % entre 2000 et 2025.
T-3.2b :	D'ici 2025, développer 30 % du potentiel national d'irrigation.
T-3.2c :	Augmenter considérablement la productivité de l'eau utilisée dans l'agriculture.
T-3.3 :	D'ici 2030, augmenter considérablement la productivité de l'eau dans l'industrie.
T-3.4a :	D'ici 2030, augmenter considérablement l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans les municipalités.
T-3.4b :	D'ici 2030, augmenter considérablement l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans le secteur des services.
T-3.5 :	D'ici 2025, développer 50 % des infrastructures régionales prévues au profit de tous les États riverains.
T-3.6 :	D'ici 2030, augmenter la capacité des infrastructures hydrauliques à au moins 70 % de la capacité nécessaire pour soutenir efficacement la croissance.

Les résultats des auto-évaluations des États membres sont résumés dans les sections suivantes.

3.3 Développement de l'hydroélectricité

Les informations disponibles indiquent que, dans l'ensemble, le potentiel de développement hydroélectrique est d'environ 283 000 MW dans tous les États membres. Sur ce potentiel, 215 309 MW ont été jugés techniquement et économiquement réalisables pour contribuer aux ambitions de l'Afrique en matière de sécurité énergétique. Le développement de l'hydroélectricité est essentiel pour améliorer l'accès à l'énergie, renforcer l'industrialisation et soutenir les efforts d'atténuation du changement climatique.

Pour le présent rapport, seuls 18 États membres ont fourni des informations empiriques sur l'utilisation de l'énergie hydroélectrique. Ce faible niveau d'auto-évaluation et de reporting des États membres est constaté pour presque tous les paramètres du thème 3 : Infrastructures hydrauliques pour la croissance économique.

- Thème 3 : Les infrastructures hydrauliques au service de la croissance économique
- Thème 4 : Gestion et protection des ressources en eau
- Thème 5 : Changement climatique et gestion des risques de catastrophe.

Les informations fournies sont donc insuffisantes pour mener des analyses fiables permettant de déterminer si, à l'échelle du continent, les progrès signalés sont suffisants pour atteindre les objectifs fixés.

Pour combler ces lacunes en matière de données, le projet « Digital Innovations for Water Secure Africa » (Innovations numériques pour la sécurité hydrique en Afrique), mis en œuvre par l'Institut international de gestion de l'eau (IWMI), a utilisé des méthodes de télédétection et d'observation de la Terre (RS-EO) afin de fournir une image plus représentative.

3.3.1 Utilisation des données issues des innovations numériques et de l'observation de la Terre

Le projet « Digital Innovations for Water Secure Africa » intègre des technologies numériques complètes afin d'améliorer la qualité des données du système WASSMO, notamment :

- i. la télédétection et l'imagerie satellite
- ii. les systèmes d'information géographique (SIG)
- iii. l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique
- iv. l'analyse des mégadonnées et le cloud computing
- v. les applications et plateformes mobiles
- vi. les systèmes d'aide à la décision.

Le projet utilise des outils tels que le portail géographique de l'IWMI, l'outil ACWA (Access to Water in Africa), l'outil AgWISE (Ag Water Information and Security), l'outil SWaRD (Sustainable Water Resources Development) et l'outil VICT (Vegetable Irrigation and Climate Resilience Tool). Ces outils fournissent des méthodologies cohérentes et des évaluations indépendantes pour la surveillance des ressources en eau à travers l'Afrique, facilitées par le cadre Scale-Invariant Water Accounting Plus (SIWA+). Ce cadre permet la comptabilisation de l'eau à plusieurs niveaux : à l'échelle du continent, du bassin fluvial, du pays et de l'administration.

Cette activité a été menée dans le cadre d'une campagne plus large de comblement des lacunes dans les données WASSMO, réalisée au cours du cycle de reporting 2024. L'approche de l'IWMI offre plusieurs avantages :

- vii. une méthodologie cohérente entre les pays
- viii. évaluations indépendantes
- ix. possibilité de comparaison entre les données
- x. réduction des erreurs humaines
- xi. évaluations annuelles rapides
- xii. collecte de données rentable
- xiii. méthodologies évolutives.

3.3.2 Comblement des lacunes dans les données et méthodologie

L'approche adoptée comprenait :

- i. l'utilisation de données de télédétection pour estimer sept indicateurs WASSMO
- ii. des approches de modélisation pour estimer trois indicateurs supplémentaires à l'aide des données Water4Energy.

En juillet 2024, l'AMCOW, avec le soutien de l'IWMI, a organisé une réunion avec les points focaux des États membres afin de présenter le potentiel de l'utilisation de la télédétection et de l'imagerie satellite pour l'estimation des données sur l'hydroélectricité. La réunion visait à démontrer les capacités des données et des méthodologies RS-EO, en montrant comment ces outils peuvent améliorer la qualité des données et combler les lacunes existantes dans les rapports.

Les informations empiriques fournies par les États membres sont juxtaposées à celles générées par les méthodes RS-EO sur le développement de l'hydroélectricité dans le Tableau 23. Il existe un niveau élevé de convergence entre les informations empiriques et celles générées à l'aide des méthodes d'observation de la Terre. Dans l'ensemble, on note une similitude d'environ 85 %.

Tableau 23

Capacité installée de production hydroélectrique en mégawatts : valeurs nationales pour l'année 2020, distinction entre l'hydroélectricité en réservoir et l'hydroélectricité au fil de l'eau

États membres	Indicateur numéro 47 : Capacité de production hydroélectrique installée en MW				Remarques
	Réservoir hydroélectrique	Énergie hydroélectrique au fil de l'eau	Capacité totale de production hydroélectrique	Contribution des États membres	
Afrique du Sud	3 530	93	3 623	3 484,00	Écart mineur. Écart de 139 MW, probablement dû à des mises à jour ou à des méthodes de calcul différentes.
Algérie	217	15	232	..	
Angola	4 168	52	4 220	..	
Bénin	0	0	0	..	
Botswana	0	0	0	..	
Burkina Faso	32	1	33	..	
Burundi	18	20	38	..	
Cameroun	996	0	996	..	
Cap-Vert	0	0	0	..	
Comores	0	1	1	..	
Côte d'Ivoire	883	0	883	879,00	Écart mineur de 4 MW, relativement faible compte tenu de la capacité totale
Djibouti	0	0	0	..	
Égypte	2 874	1	2 874	2832,00	Écart mineur. Écart de 42 MW, qui pourrait être dû à des mises à jour récentes ou à des différences méthodologiques dans les mesures.
Érythrée	0	7	7	..	
Eswatini	41	23	64	..	
Éthiopie	3 502	577	4 078	..	
Gabon	266	65	331	330,00	Écart mineur
Gambie	0	0	0	..	
Ghana	1 606	0	1 606	1584,00	Écart mineur. Différence de 22 MW, probablement due à des sources de données ou des mises à jour différentes.
Guinée	362	15	377	..	
Guinée-Bissau	0	0	0	..	

Indicateur numéro 47 : Capacité de production hydroélectrique installée en MW					
États membres	Réservoir hydroélectrique	Énergie hydroélectrique au fil de l'eau	Capacité totale de production hydroélectrique	Contribution des États membres	Remarques
Guinée équatoriale	120	7	127	..	
Kenya	711	147	858	838,00	
Lesotho	74	2	76	..	
Libéria	93	0	93	..	
Libye	0	0	0	..	
Madagascar	29	131	160	..	
Malawi	340	37	376	401,21	La contribution des États membres est supérieure de 25,21 MW, ce qui indique une surestimation potentielle ou des ajouts récents de capacité.
Mali	253	68	321	..	
Mauritanie	0	0	0	..	
Maurice	58	3	61	..	
Maroc	1 521	142	1 663	..	
Mozambique	2 229	2	2 231	347,00	Il s'agit là d'une différence importante qui nécessite un examen plus approfondi. Cette différence considérable suggère une erreur ou une incompréhension majeure dans les données fournies par le Mozambique ou dans leur interprétation.
Namibie	0	0	0	..	
Niger	0	0	0	..	
Nigéria	2 019	23	2 041	..	
Ouganda	813	206	1 019	..	
République centrafricaine	39	2	41	..	
République du Congo	140	74	214	..	
République démocratique du Congo	1 436	397	1 833	..	
Réunion	2	135	137	..	

Indicateur numéro 47 : Capacité de production hydroélectrique installée en MW					
États membres	Réservoir hydroélectrique	Énergie hydroélectrique au fil de l'eau	Capacité totale de production hydroélectrique	Contribution des États membres	Remarques
Rwanda	12	97	108	..	
Sao Tomé-et-Principe	0	6	6	..	
Sénégal	0	0	0	400,00	Écart important. La rubrique « Total hydroélectricité » n'indique aucune capacité, tandis que la rubrique « Données fournies par les États membres » indique 400 MW. Cela indique soit une omission totale dans les données communiquées, soit de nouveaux développements qui ne sont pas pris en compte dans le chiffre « Total hydroélectricité ».
Seychelles	0	0	0	..	
Sierra Leone	58	11	70	..	
Somalie	0	0	0	..	
Soudan	1 905	0	1 905	..	
Soudan du Sud	1	5	6	..	
Tanzanie	536	44	580	574,60	Écart mineur de 5,4 MW, relativement faible compte tenu de la capacité totale
Tchad	0	0	0	..	
Togo	66	2	67	..	
Tunisie	36	19	55	..	
Zambie	2 278	111	2 389	..	Les écarts entre les données peuvent s'expliquer par des différences dans les périodes de déclaration des données et les méthodes de calcul.
Zimbabwe	1 062	30	1 092	1050,00	Écart mineur. La différence de 42 MW pourrait s'expliquer par des périodes de déclaration ou des mises à jour différentes.
Total général	30 933	2 569	36 892		Les autres États membres présentent des différences relativement mineures qui pourraient être dues à l'arrondi, à des périodes de déclaration différentes ou à de légères variations dans les mesures.

3.4 Développement de l'irrigation

L'analyse du développement de l'irrigation dans les États membres donne un aperçu des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif consistant à développer 30 % du potentiel national d'irrigation d'ici 2025. Les données, résumées dans le Tableau 24, mettent en évidence l'état des zones irriguées en pourcentage du potentiel national d'irrigation.

Tableau 24
Progrès réalisés dans le développement du potentiel national d'irrigation

Indicateur	I-3.2b : superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation.
Objectif	T-3.2b : d'ici 2025, développer 30 % du potentiel national d'irrigation
Nombre d'États membres ayant communiqué des informations	27
Réalisation précoce	Comores, Ghana, Kenya, Malawi, Namibie, Nigéria, Sénégal, Somalie et Afrique du Sud
Dans les délais	Libye, Niger
En retard	Botswana, Cameroun, République du Congo, Eswatini, Guinée, Mali, Mauritanie, Mozambique, Rwanda, Sierra Leone, Soudan du Sud, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie et Zimbabwe
Progrès indéterminés	Référence à établir : Angola, Bénin, Burkina Faso, République centrafricaine, Tchad, Égypte, Gabon, Gambie, Guinée-Bissau, Lesotho, Liberia, Madagascar, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Soudan et Tunisie.

Remarque méthodologique : Étant donné que les États membres n'ont pas communiqué de données sur le développement de l'irrigation, les progrès indéterminés, est présentée dans la section « À propos de ce rapport ».

A l'échelle du continent, la médiane du niveau de développement de l'irrigation en tant que fraction du potentiel existant est d'environ 10,05 %.

Le rapport sur l'objectif a été rédigé par 27 États membres, dont neuf ont atteint l'objectif avant l'échéance et deux autres sont en bonne voie pour l'atteindre d'ici 2025. Cependant, la majorité restante (16 États membres) est en retard (Figure 13).

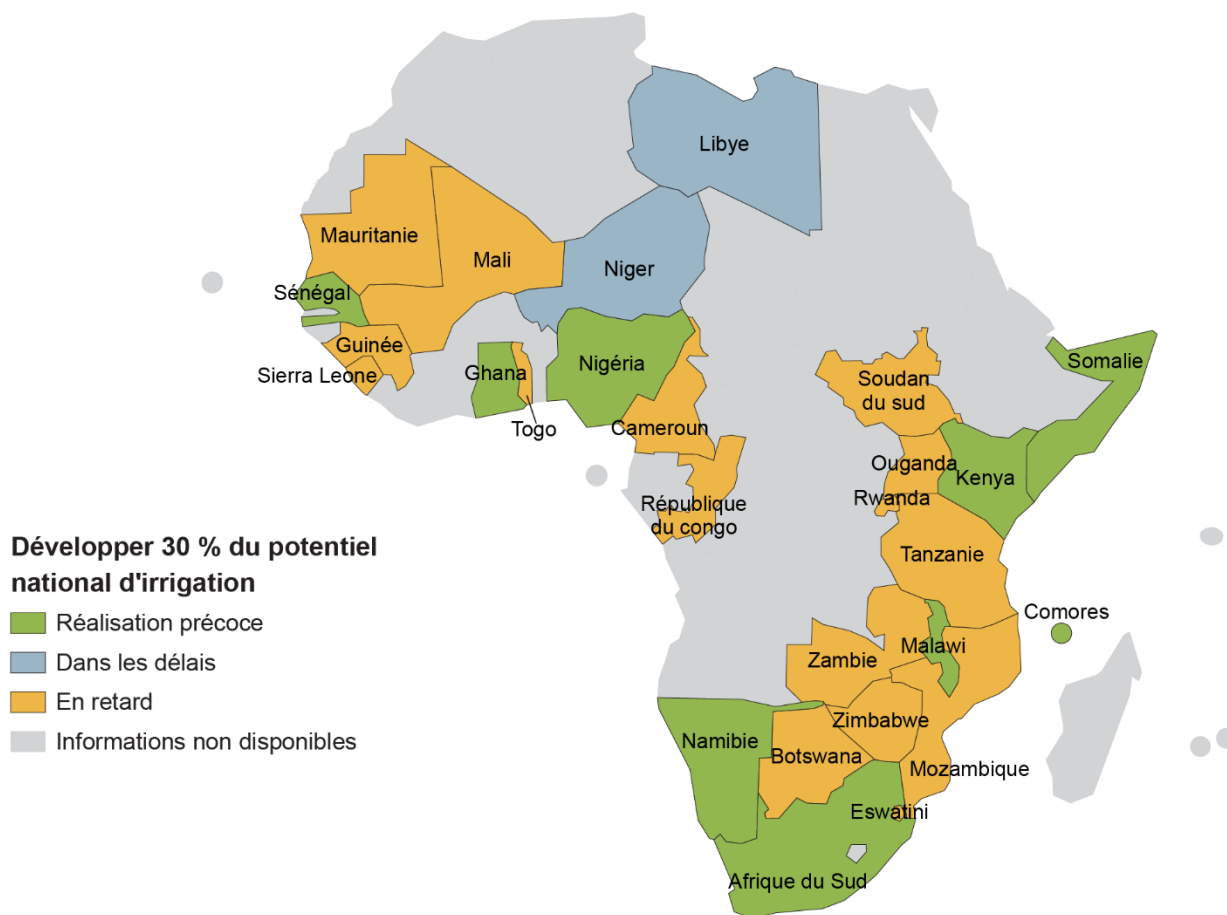


Figure 13
Progrès réalisés pour l'objectif T-3.2b : d'ici 2025, développer 30 % du potentiel national d'irrigation

3.5 Productivité de l'eau dans l'agriculture

Conformément à l'ODD 6.4 visant à garantir une gestion durable de l'eau, l'objectif à l'échelle du continent est d'augmenter considérablement la productivité de l'eau dans l'agriculture d'ici 2030.

Les progrès réalisés par les États membres pour atteindre cet objectif sont résumés dans le Tableau 25.

Tableau 25
Progrès rapportés en matière de productivité de l'eau dans l'agriculture

Indicateurs 1.3.2c : productivité de l'eau dans l'agriculture				
Cible T-3.2c : d'ici 2030, accroître considérablement la productivité de l'eau utilisée dans l'agriculture				
État membre	2019 (année de référence)	2022	Variation (%)	Progrès
Afrique du Sud	0,66 %	0,1 %	-0,5 %	Baisse
Côte d'Ivoire	2,24 %	2,1 %	-0,2 %	Baisse
Égypte	0,43 %	0,8 %	0,3 %	Légère amélioration
Niger	0,58 %	1,1 %	0,5 %	Légère amélioration
République du Congo	0,01 %	0,0 %	0,0 %	Pas de changement
Sénégal	0,72 %	0,8 %	0,1 %	Légère amélioration
Sierra Leone	15,6 %	15,6 %	0,0 %	Pas de changement
Tunisie	0,58 %	0,6 %	0,1 %	Légère amélioration
Référence à établir	République centrafricaine, Lesotho, Malawi, Soudan, Zimbabwe et Zimbabwe			

Légende

Progrès	Fourchette (%)
Amélioration significative	Augmentation > 50 %
Amélioration modérée	Augmentation de 20 à 50 %
Légère amélioration	Augmentation de 0 à 20 %
Aucun changement	Variation de 0 %
Baisse	Variation < 0 %

L'objectif visant à augmenter considérablement la productivité de l'eau dans l'agriculture d'ici 2030 a été suffisamment rapporté par huit États membres, tandis que six autres États membres ne disposent pas de données de référence établies. Les progrès réalisés par les États membres ayant rendu compte de leurs résultats (Égypte, Niger, Sénégal et Tunisie) indiquent une légère amélioration en vue d'augmenter considérablement la productivité de l'eau dans l'agriculture d'ici 2030. Deux États membres (République du Congo et Sierra Leone) n'ont, quant à eux, signalé aucun changement. La Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud ont enregistré un recul par rapport à l'année de référence. Pour les 31 autres États membres, les informations nécessaires à l'analyse des tendances n'étaient pas disponibles.

Il n'a donc pas été possible de fournir une vue d'ensemble complète à l'échelle du continent.

3.6 Productivité de l'eau dans l'industrie

L'analyse de l'objectif visant à augmenter considérablement la productivité de l'eau industrielle d'ici 2030 se concentre sur la garantie d'une gestion durable de l'eau. Afin de fournir un aperçu clair des progrès réalisés à l'échelle du continent par rapport à cet objectif, les pays ont été classés en fonction de l'évolution en pourcentage de leur productivité industrielle de l'eau entre 2019 et 2022.

Tableau 26

Progrès rapportés en matière de productivité de l'eau dans l'industrie

Indicateurs 1-3.3 : productivité de l'eau dans l'industrie (USD/m ³)				
Objectif T-3.3 : d'ici 2030, augmenter considérablement la productivité de l'eau dans l'industrie				
État membre	2019 (année de référence)	2022	Variation (%)	Progrès
Afrique du Sud	33,84	220,80	186,96	Amélioration significative
Côte d'Ivoire	54,30	66,45	12,15	Légère amélioration
Égypte	6,99	16,22	9,23	Légère amélioration
Gambie	15,90	15,40	-0,50	Baisse
Ghana	44,92	46,42	1,50	Légère amélioration
République du Congo	0,00	1,09	1,09	Légère amélioration
Sénégal	24,82	27,98	3,16	Légère amélioration
Référence encore à établir	Bénin, Botswana, Cameroun, Eswatini, Kenya, Malawi, Mali, Mauritanie, Namibie, Niger, Ouganda, Soudan, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.			

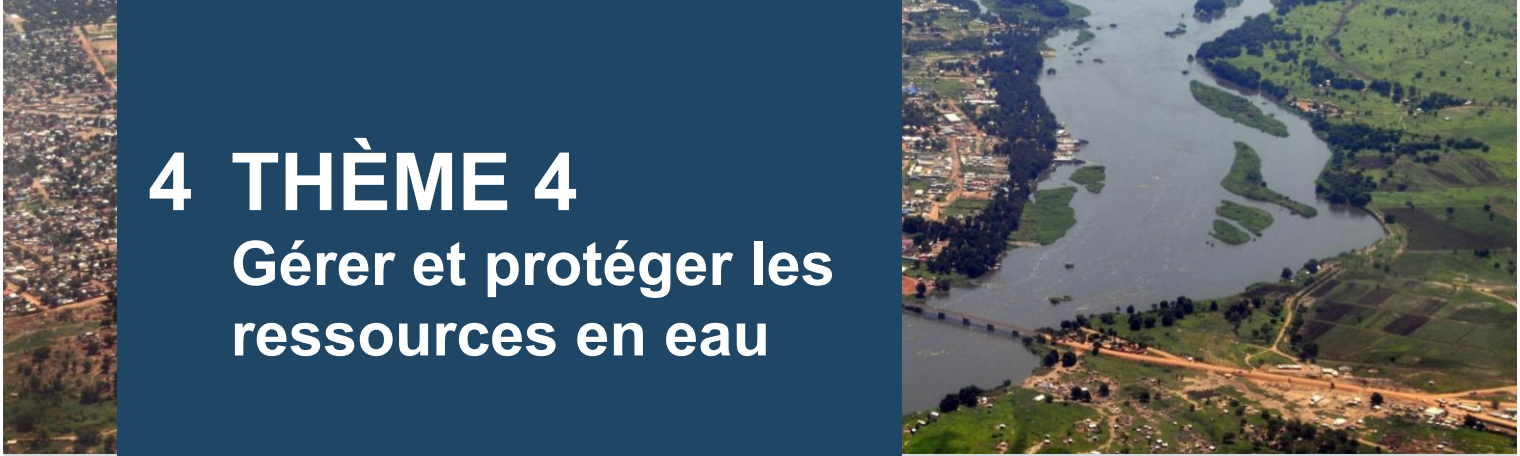
Légende

Progrès	Fourchette (%)
Amélioration significative	Augmentation > 50 %
Amélioration modérée	Augmentation de 20 à 50 %
Légère amélioration	Augmentation de 0 à 20 %
Aucun changement	Variation de 0 %
Baisse	Variation < 0 %

La disponibilité des données constitue un défi majeur pour l'évaluation de la productivité de l'eau industrielle à l'échelle du continent. Sur les 45 États membres ayant communiqué des informations, 7 ont fourni des données complètes permettant d'analyser les progrès réalisés, tandis que 15 États membres ont établi des données de référence pour mesurer l'évolution de la productivité. Les 23 États membres restants n'ont pas été en mesure de fournir les informations nécessaires à l'évaluation. Parmi les 7 États membres ayant fourni des informations complètes, la République du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Ghana et le Sénégal ont enregistré une légère amélioration, tandis que l'Afrique du Sud a indiqué une amélioration significative, avec une augmentation substantielle de la productivité industrielle de l'eau, conformément à l'ODD 6.4. Ce jeu de données limité restreint considérablement la capacité à présenter une vue d'ensemble complète à l'échelle du continent.

3.7 Principales recommandations

1. L'AMCOW, en partenariat avec l'Agence nationale nigériane de recherche et de développement spatial de l'IWMI, a accepté de faciliter une initiative innovante visant à améliorer la collecte et la communication des données relatives à l'eau. Cette approche utilisera la télédétection, la modélisation et l'imagerie satellite pour combler les lacunes existantes en matière de données. Cette initiative permettra d'améliorer la disponibilité et la fiabilité des données sur les ressources en eau à l'échelle du continent afin de prendre des décisions fondées sur des preuves pour éclairer l'élaboration des politiques. En outre, cette collaboration permettra de suivre de manière plus précise les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs continentaux en matière d'eau.
2. L'AMCOW collaborera avec l'Agence de développement de l'Union africaine - Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (AUDA-NEPAD), la Coopération dans le domaine des eaux internationales en Afrique (CIWA) de la Banque mondiale, la Facilité africaine de l'eau et les institutions chargées des cours d'eau partagés afin d'encourager le développement d'infrastructures transfrontalières à usages multiples.
3. L'AMCOW, en collaboration avec les universités et les instituts de recherche, renforcera son soutien aux États membres afin d'améliorer la productivité de l'eau dans les secteurs agricole et industriel en encourageant l'adoption de technologies et de pratiques économes en eau.
4. Les partenariats public-privé offrent des opportunités pour accélérer le développement des infrastructures hydrauliques. L'AMCOW, en collaboration avec l'AUDA-NEPAD et la BAD, aidera les États membres à fournir les garanties nécessaires pour renforcer la confiance des investisseurs et surmonter les risques politiques et autres risques non commerciaux associés aux investissements dans le secteur de l'eau en Afrique. De même, grâce à des analyses de rentabilité solides pour le secteur de l'eau et de l'assainissement, encourager la participation des États membres à des forums qui mettent en relation les gouvernements et le secteur privé, tels que le Continental Business Network et le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique, peut débloquer des investissements du secteur privé.



4 THÈME 4

Gérer et protéger les ressources en eau

4.1 Principales conclusions

1. Les informations relatives aux paramètres clés nécessaires à l'analyse dans le cadre de ce thème sont globalement insuffisantes.
2. Parmi les pays ayant fourni des données, les niveaux de stress hydrique varient considérablement. L'Égypte et la Tunisie sont confrontées à un stress hydrique très élevé ($> 100\%$). Le Kenya, le Rwanda et le Togo font état de niveaux de stress très faibles ($< 20\%$).
3. La plupart des pays ayant fourni des données affichent une efficacité d'utilisation de l'eau faible à très faible.
4. Qualité de l'eau :
 - a. Les données disponibles suggèrent que les aquifères souterrains présentent généralement une meilleure qualité de l'eau que les masses d'eau de surface dans les pays ayant fourni des informations.
 - b. Le nombre limité de rapports sur les paramètres de qualité de l'eau indique des lacunes dans les capacités et les ressources de surveillance des États membres.

THÈME 4

Gérer et protéger les ressources en eau



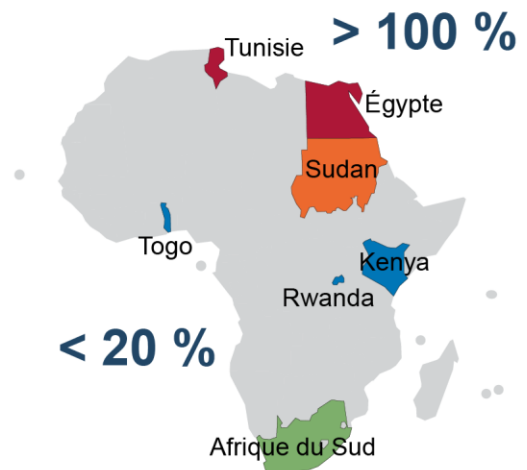
Insuffisance des informations sur les paramètres clés nécessaires à l'analyse dans le cadre de ce thème



La plupart des pays ayant fourni des données affichent une efficacité de l'utilisation de l'eau faible à très faible



Les niveaux de stress hydrique varient considérablement d'un État membre à l'autre



Les aquifères souterrains présentent généralement une meilleure qualité d'eau que les masses d'eau de surface



Le nombre limité de rapports sur les paramètres de qualité de l'eau révèle des lacunes dans les capacités et les ressources de surveillance

4.2 Introduction

Le thème « Gestion et protection des ressources en eau » est axé sur l'utilisation durable des ressources en eau. Il comprend 10 indicateurs couvrant le stress hydrique, l'efficacité de l'utilisation de l'eau, le recyclage des eaux usées, l'utilisation des eaux de pluie, la qualité de l'eau ambiante, les prélèvements d'eau souterraine et la conservation des écosystèmes. Sur les 45 États membres, rares sont ceux qui ont fourni des données pour les indicateurs relevant de ce thème. Les indicateurs pour lesquels les États membres ont fourni des données sont les suivants :

1. niveau de stress hydrique (7 États membres)
2. efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs (12 États membres)
3. proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante (26 États membres)
4. proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité environnementale de l'eau (20 États membres)
5. proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité environnementale (23 États membres)
6. proportion de masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale (15 États membres).

Tableau 27

Objectifs en matière de gestion et de protection des ressources en eau

#	Objectif
T-4.1a	D'ici 2030, assurer des prélèvements durables d'eau douce.
T-4.1b	D'ici 2030, augmenter considérablement l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs.
T-4.2a	D'ici 2030, accroître considérablement la réutilisation sûre de l'eau.
T-4.2b	D'ici 2030, augmenter considérablement la part de l'utilisation de l'eau de pluie dans la consommation totale d'eau.
T-4.3	D'ici 2030, 80 % des masses d'eau testées devraient être de bonne qualité grâce à la réduction de la pollution, à l'élimination des rejets et à la minimisation des rejets de produits chimiques et de matières dangereuses.
T-4.4	D'ici 2030, assurer une utilisation durable des eaux souterraines.
T-4.5	D'ici 2025, protéger les écosystèmes liés à l'eau.

4.3 Niveau de stress hydrique

Le stress hydrique mesure la quantité d'eau douce disponible qui est utilisée. Il s'agit d'un indicateur important, car il permet de comprendre dans quelle mesure un pays gère ses ressources en eau de manière durable. Un niveau élevé de stress hydrique signifie qu'une partie importante de l'eau douce d'un pays est utilisée, ce qui peut entraîner des pénuries et avoir des répercussions tant sur les populations que sur l'environnement. La Figure 14 donne un aperçu des niveaux de stress hydrique tels que rapportés par les États membres sur la base des informations disponibles pour 2022.

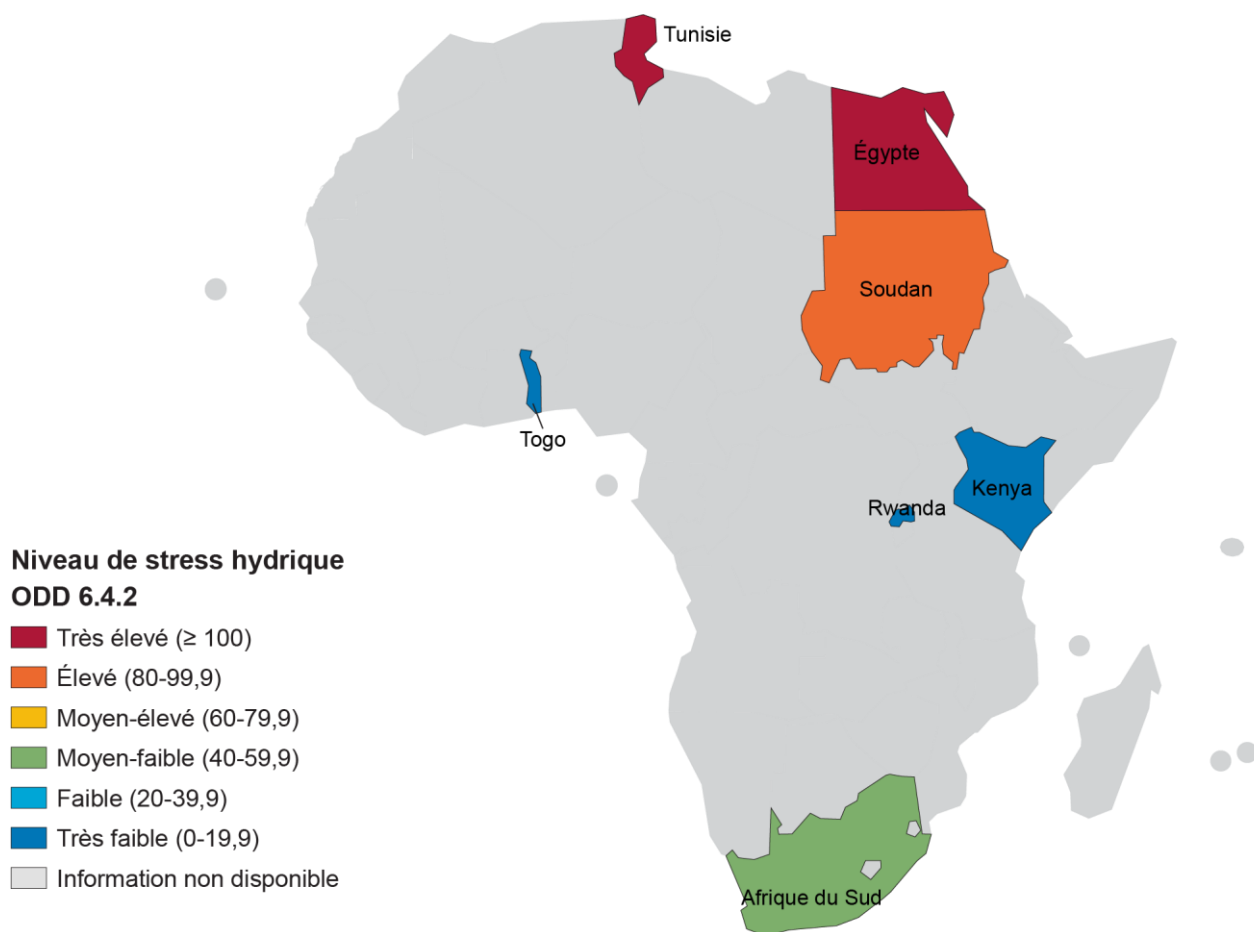


Figure 14
Niveau de stress hydrique

Parmi les sept États membres qui ont communiqué des données, le Kenya (15,78 %), le Rwanda (11,35 %), le Togo (3,183 %) et l'Afrique du Sud (40,92 %) se situent entre un niveau de stress hydrique très faible et moyen-faible, ce qui est considéré comme le maximum acceptable pour qu'un pays puisse éviter une grave pénurie d'eau. Le Soudan (80,98 %), la Tunisie (102,1 %) et l'Égypte (105,4 %) ont déclaré des niveaux élevés et très élevés supérieurs à 80 %.

4.4 Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs

L'efficacité de l'utilisation de l'eau mesure l'efficacité avec laquelle un pays utilise ses ressources en eau pour générer de la valeur économique. L'efficacité de l'utilisation de l'eau est calculée en divisant la production économique d'un pays par le volume d'eau utilisé dans tous les secteurs. L'objectif est d'encourager les pays à maximiser les avantages tirés de leurs ressources en eau, tout en minimisant le gaspillage.

Tableau 28
Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs

Indicateur : I-4.1b : Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs				
Cible : T-4.1b : d'ici 2030, accroître considérablement l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs				
État membre	2019 (année de référence)	2022	Variation (%)	Progrès
Afrique du Sud	25,40	7,38	-70,94 %	Très élevé
Côte d'Ivoire	35,48	42,35	19,4 %	Faible
Égypte	0,8	4,8	471 %	Très élevé
Kenya	-	25,46		
Malawi	-	7,30		
Niger	7,17	15,96	122 %	Très élevé
Sénégal	7,39	7,18	-2,84 %	Très faible
Soudan		4,01	0,04 %	
Tunisie	8,96	11,31	26,23 %	Moyen-faible
Zambie		0,03		
Informations non disponibles	Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Cameroun, Comores, , Eswatini, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Liberia, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie et Zimbabwe			

Légende

Progrès	Fourchette (%)	Interprétations de la GIRE
Très faible	0-9,9	Le pays a très peu progressé, voire utilise l'eau de manière moins efficace qu'auparavant.
Faible	10-19,9	Le pays a légèrement amélioré son utilisation de l'eau, mais pas de manière significative.
Moyen-faible	20-29,9	Le pays a fait quelques progrès, mais il reste encore beaucoup à faire pour s'améliorer.
Moyen-élevé	30-39,9	Le pays a fait de bons progrès dans l'utilisation plus efficace de l'eau.
Élevé	40-49,9	Le pays a réalisé d'importantes améliorations, mais pas autant que le groupe « Très élevé ».
Très élevé	> = 50	Cela indique une amélioration substantielle de l'efficacité avec laquelle l'eau est utilisée pour générer de la valeur économique.

Le faible niveau de déclaration concernant cet indicateur (10 des 45 États membres) limite considérablement l'exhaustivité de l'analyse et rend difficile toute conclusion sur l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans l'ensemble de l'Afrique.

Selon les informations disponibles, l'Égypte, le Niger et l'Afrique du Sud ont fait état de niveaux très élevés, ce qui indique une amélioration substantielle de l'efficacité de l'utilisation de l'eau pour générer de la valeur économique. L'amélioration de la Tunisie est quant à elle jugée moyenne à faible, ce qui montre que des progrès ont été réalisés, mais qu'il reste encore beaucoup à faire. La Côte d'Ivoire et le Sénégal ont déclaré des niveaux faibles et très faibles, ce qui signifie que le pays a légèrement amélioré son utilisation de l'eau, mais pas de manière significative, et que le pays a très peu progressé ou pourrait même utiliser l'eau de manière moins efficace qu'auparavant, respectivement. Il est important de noter que chaque pays a des circonstances uniques qui peuvent affecter sa capacité à améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau. Des facteurs tels que le climat, la structure économique et les infrastructures hydrauliques existantes peuvent jouer un rôle.

4.5 Évaluation de la qualité de l'eau

Cette section analyse les progrès réalisés par rapport à l'objectif T-4.3, qui vise à ce que 80 % des masses d'eau testées soient de bonne qualité d'ici 2030. L'analyse porte sur les cours d'eau et les rivières, les lacs et les réservoirs, les aquifères souterrains et un indicateur composite des masses d'eau de surface et souterraines. Les progrès réalisés par rapport à l'objectif sont présentés dans la carte thermique de la Figure 15.

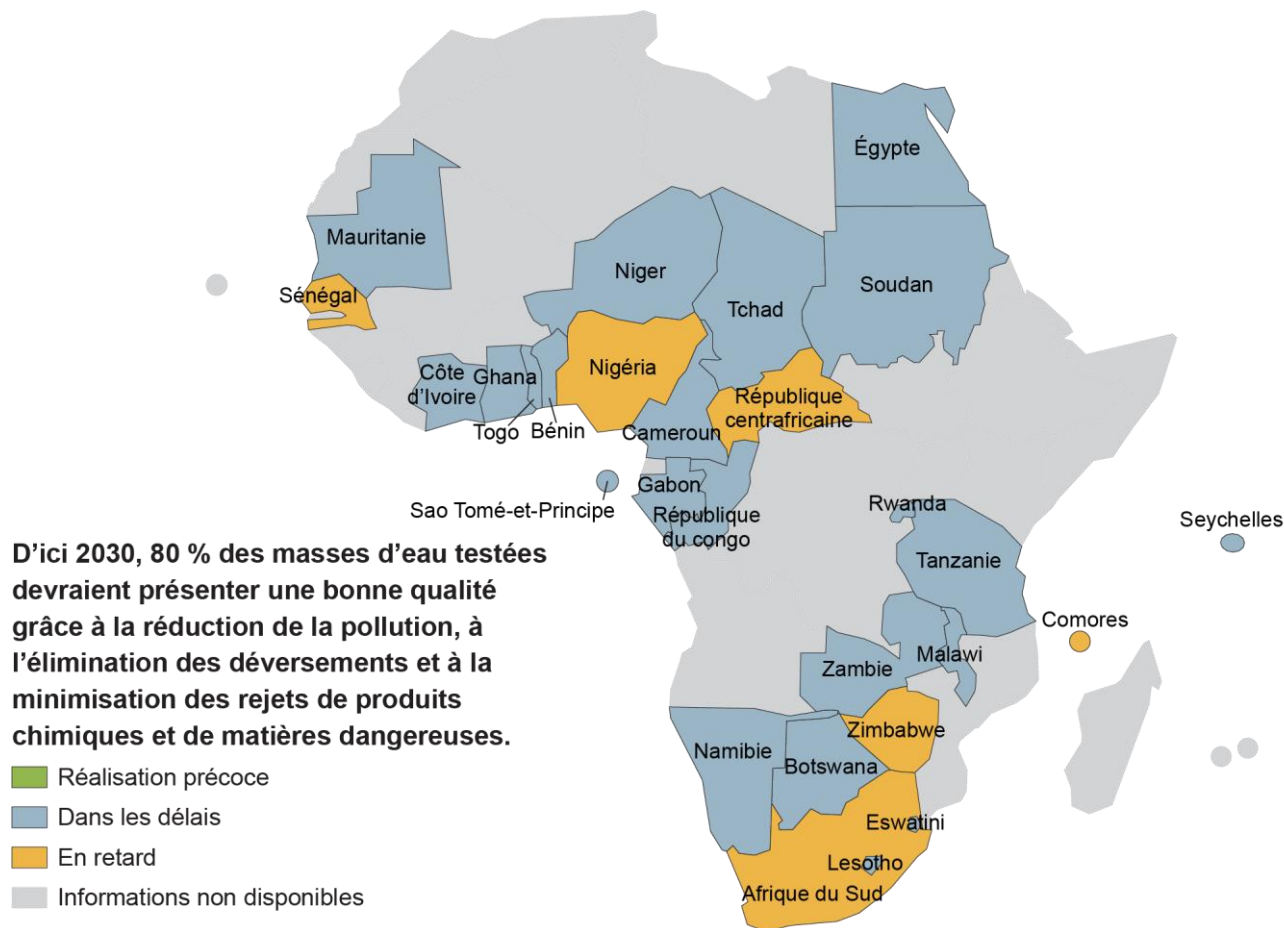


Figure 15

Progrès réalisés par rapport à l'objectif T-4.3 : d'ici 2030, 80 % des masses d'eau testées devraient être de bonne qualité grâce à la réduction de la pollution, à l'élimination des déversements et à la minimisation des rejets de produits chimiques et de matières dangereuses

Les progrès des États membres par rapport à l'objectif T-4.3 : comme le montre le Tableau 30, sur les 28 pays ayant communiqué des informations, 22 sont en bonne voie pour atteindre l'objectif d'ici 2030, tandis que les six autres sont en retard. Pour les 17 États membres restants, les données de référence n'ont pas été établies.

Le type d'eau le plus fréquemment rapporté dans les États membres pour cet objectif pour l'année de référence 2024 est celui des rivières et des cours d'eau, suivi des aquifères souterrains, tandis que le type le moins fréquemment rapporté est celui des masses d'eau de surface et souterraines.

4.6 Principales recommandations

Afin de traiter les questions clés identifiées dans l'analyse et de tirer parti des résultats positifs, l'AMCOW mènera les actions suivantes en collaboration avec ses partenaires :

1. Renforcer la collecte et la communication des données par le biais de la Plateforme nationale de coordination :

- L'AMCOW travaillera avec ses partenaires pour aider les États membres à améliorer la collecte de données sur le stress hydrique, l'efficacité de l'utilisation de l'eau et la qualité de l'eau. La mise en place de méthodologies normalisées et de programmes de renforcement des capacités contribuera à améliorer la disponibilité de données fiables.
- **Collaborer avec les organismes régionaux** : l'AMCOW s'appuiera sur les communautés économiques régionales et les organisations de bassins fluviaux et lacustres pour faciliter la coopération transfrontalière en matière de communication des données et de gestion des ressources en eau.

2. Promouvoir une gestion durable de l'eau :

- Cibler les pays soumis à un stress hydrique élevé : pour les pays soumis à un stress hydrique élevé, tels que l'Égypte, la Tunisie et le Soudan, l'AMCOW facilitera les partenariats qui accordent la priorité aux stratégies de gestion durable de l'eau. Les projets visant à la conservation de l'eau, à l'amélioration de l'efficacité et au transfert de technologies (par exemple, le dessalement, le recyclage des eaux usées) seront intensifiés.
- Encourager une utilisation efficace de l'eau : l'AMCOW collaborera avec l'AUDA-NEPAD afin de promouvoir les investissements dans les infrastructures et les technologies qui améliorent l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans les secteurs agricole, industriel et domestique. Par exemple, le soutien aux méthodes d'irrigation économes en eau sera essentiel pour améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans les pays à dominante agricole.

3. Mettre l'accent sur l'amélioration de la qualité de l'eau :

- Renforcer la lutte contre la pollution et la réglementation : les pays dont la qualité de l'eau est médiocre seront aidés à donner la priorité à la réduction de la pollution et des rejets de produits chimiques dangereux. L'AMCOW, en collaboration avec ses partenaires, contribuera à l'élaboration de cadres réglementaires et de mécanismes de conformité en coopération avec les agences environnementales et le secteur privé.
- Il est essentiel d'élaborer des stratégies de gestion de l'eau adaptées qui tiennent compte des conditions et des défis locaux. Cela souligne également l'importance d'un suivi et d'un reporting continus afin de mesurer les progrès accomplis vers l'objectif fixé pour 2030.


4. Tirer parti des exemples de réussite :

- Partager les meilleures pratiques : les pays qui ont réalisé des progrès notables en matière d'efficacité de l'utilisation de l'eau et de qualité de l'eau serviront de modèles. Le secrétariat de l'AMCOW facilitera la mise en place de plateformes de partage des connaissances, d'ateliers et d'études de cas afin de diffuser les stratégies efficaces à travers l'Afrique.
- Partenariats public-privé : en améliorant les partenariats avec le secteur privé, l'AMCOW encouragera l'innovation dans les technologies de gestion de l'eau et la prestation de services, en particulier en améliorant l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans des secteurs tels que l'agriculture, l'industrie et la gestion de l'eau en milieu urbain.

5. Renforcement des capacités et assistance technique :

- Formation et éducation : il est essentiel d'investir dans des programmes de formation destinés aux professionnels de l'eau à travers l'Afrique. L'AMCOW élaborera et mettra en œuvre des programmes de renforcement des capacités à l'intention des agences nationales de l'eau afin de mieux gérer les ressources en eau, d'optimiser l'utilisation de l'eau et d'améliorer les systèmes de suivi et de reporting. L'AMCOW s'associera à des établissements d'enseignement, des ONG et des organisations internationales pour fournir une assistance technique afin de renforcer encore les capacités.

En mettant en œuvre ces stratégies, l'AMCOW relèvera efficacement les défis identifiés dans l'analyse de la gestion des ressources en eau tout en s'appuyant sur les succès déjà obtenus par les États membres.



5 THÈME 5

Changement climatique et gestion des risques de catastrophe

5.1 Principales conclusions

Les informations fournies par les États membres permettent de tirer les conclusions suivantes :

1. Il existe d'importantes lacunes dans les données communiquées sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe. Seuls 22 des 45 États membres ayant communiqué des données ont fourni des informations sur les impacts des catastrophes liées à l'eau, ce qui limite la possibilité de mener une analyse exhaustive à l'échelle du continent.
2. Les données relatives à l'évolution des catastrophes liées à l'eau entre 2019 (année de référence) et 2022 montrent des expériences diverses parmi les États membres, mettant en évidence à la fois les progrès réalisés et les défis qui restent à relever. Par exemple, la Côte d'Ivoire a enregistré une réduction de 98,3 % de l'impact des catastrophes liées à l'eau, le nombre de décès, de personnes disparues et de personnes touchées par ces catastrophes passant de 50,03 pour 100 000 habitants en 2019 à 0,8473 pour 100 000 en 2022. Le Ghana, en revanche, a été confronté à des difficultés, avec une augmentation de 594,6 % des effets des catastrophes liées à l'eau, passant de 442,29 pour 100 000 habitants à 3 072,00 pour 100 000 habitants au cours de la même période.
3. Les données sur les pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques, telles que rapportées par 10 États membres, révèlent une grande diversité d'expériences à travers le continent. Huit États membres, dont le Botswana, le Burkina Faso, les Comores, le Ghana, le Malawi, le Niger, le Rwanda et l'Afrique du Sud, ont fait état d'impacts économiques inférieurs à 0,5 % du PIB, ce qui reflète leurs efforts continus en matière de gestion des risques de catastrophe. Le Bénin et l'Eswatini sont confrontés à des défis plus importants, avec des pertes déclarées de 15,34 % et 5,20 % du PIB respectivement. Cependant, les pertes économiques directes moyennes liées aux catastrophes hydrologiques montrent que quelques pays ont réalisé des réductions significatives, tandis que plusieurs autres affichent des progrès minimes ou négatifs et que beaucoup ne disposent pas de données de référence.
4. Le nombre moyen de décès, de personnes disparues et de personnes touchées pour 100 000 habitants s'élève à 389,78 parmi les États membres ayant communiqué des données.
5. La Côte d'Ivoire, le Malawi et le Rwanda ont enregistré des progrès notables dans la réduction des impacts des catastrophes et des pertes économiques entre 2019 et 2022, ce qui témoigne du succès de leurs stratégies de réduction des risques.

THÈME 5

Changement climatique et gestion des risques de catastrophe



Lacunes importantes dans les données relatives au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophe

22 Etats membres ont fourni des données sur les **impacts des catastrophes liées à l'eau**



Expériences diverses des États membres en matière de pertes économiques liées aux catastrophes liées à l'eau. Améliorations notables dans la **réduction des impacts des catastrophes et des pertes économiques** entre 2019 et 2022, indiquant le succès des stratégies de réduction des risques



Expériences diverses des États membres en matière de progrès réalisés dans le domaine des catastrophes liées à l'eau entre 2019 et 2022, mettant en évidence à la fois **les progrès et les défis actuels**

Côte d'Ivoire
↓ 98,3 %

en termes d'impacts liés aux catastrophes hydrologiques, avec le nombre de décès, de personnes disparues et de personnes touchées par des catastrophes hydrologiques

Ghana
↑ 594,6 %

en termes d'impacts des catastrophes liées à l'eau, avec le nombre de décès, de personnes disparues et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau

389,78

décès, personnes disparues et personnes touchées pour 100 000 habitants en moyenne

5.2 Introduction

Le thème 5 porte sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe. Les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs sont examinés dans cette section.

Tableau 29

Objectifs en matière de changement climatique et de gestion des risques de catastrophe

#	Objectif
T-5.1	D'ici 2030, mettre en œuvre 90 % des mesures prévues en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets dans le domaine de l'eau.
T-5.2	D'ici 2030, réduire de 25 % le nombre de décès et de personnes touchées et diminuer considérablement les pertes économiques directes par rapport au produit intérieur brut national causées par les catastrophes liées à l'eau, en mettant l'accent sur la protection des pauvres et des personnes en situation de vulnérabilité (ODD 11.5).

5.3 Aspects liés à l'eau des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets

Les progrès réalisés dans la mise en œuvre des aspects liés à l'eau des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets sont résumés dans cette section.

Le défi que représente l'accès à des informations permettant une analyse complète est mis en évidence par le fait que seuls 10 États membres ont fourni une auto-évaluation de l'objectif. Les progrès qu'ils ont signalés sont classés comme indiqué dans le Tableau 30.

Tableau 30

Progrès réalisés dans la mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets

Indicateur	I-5.1 : degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets
Objectif	T-5.1 : D'ici 2030, mettre en œuvre 90 % des mesures prévues en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets dans le domaine de l'eau [PANAFCON-1 2003 ; AMCOW Tunis, 2008 ; Johannesburg 2009 ; ODD-13.2]
Nombre d'États membres ayant rapporté	10
Réalisations précoces	Cameroun, Côte d'Ivoire, Malawi, Afrique du Sud, Ouganda
Dans les délais	Nigeria, Namibie
En retard	Rwanda, Sénégal, Tanzanie
Progrès indéterminés	Référence à établir : Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Comores, Égypte, Eswatini, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, République centrafricaine, République du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie, Zimbabwe.

Remarque méthodologique : Les progrès réalisés par les États membres en matière de réalisations précoces, de réalisations dans les délais et de progrès indéterminés, est présentée dans la section « À propos de ce rapport ».

Il est difficile de commenter les progrès réalisés à l'échelle du continent sur cet objectif en raison du nombre limité d'États membres ayant communiqué des informations. Toutefois, parmi les pays ayant fourni des informations, le Cameroun (116 %), la Côte d'Ivoire (249 %), le Malawi (101 %), l'Afrique du Sud (101 %) et

l'Ouganda (109 %) sont classés parmi les pays ayant atteint rapidement leurs objectifs en matière de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets liées à l'eau. Si la Namibie (92 %) et le Nigéria (84 %) sont en bonne voie, le Rwanda, le Sénégal et la Tanzanie sont en retard pour atteindre l'objectif d'ici 2030.

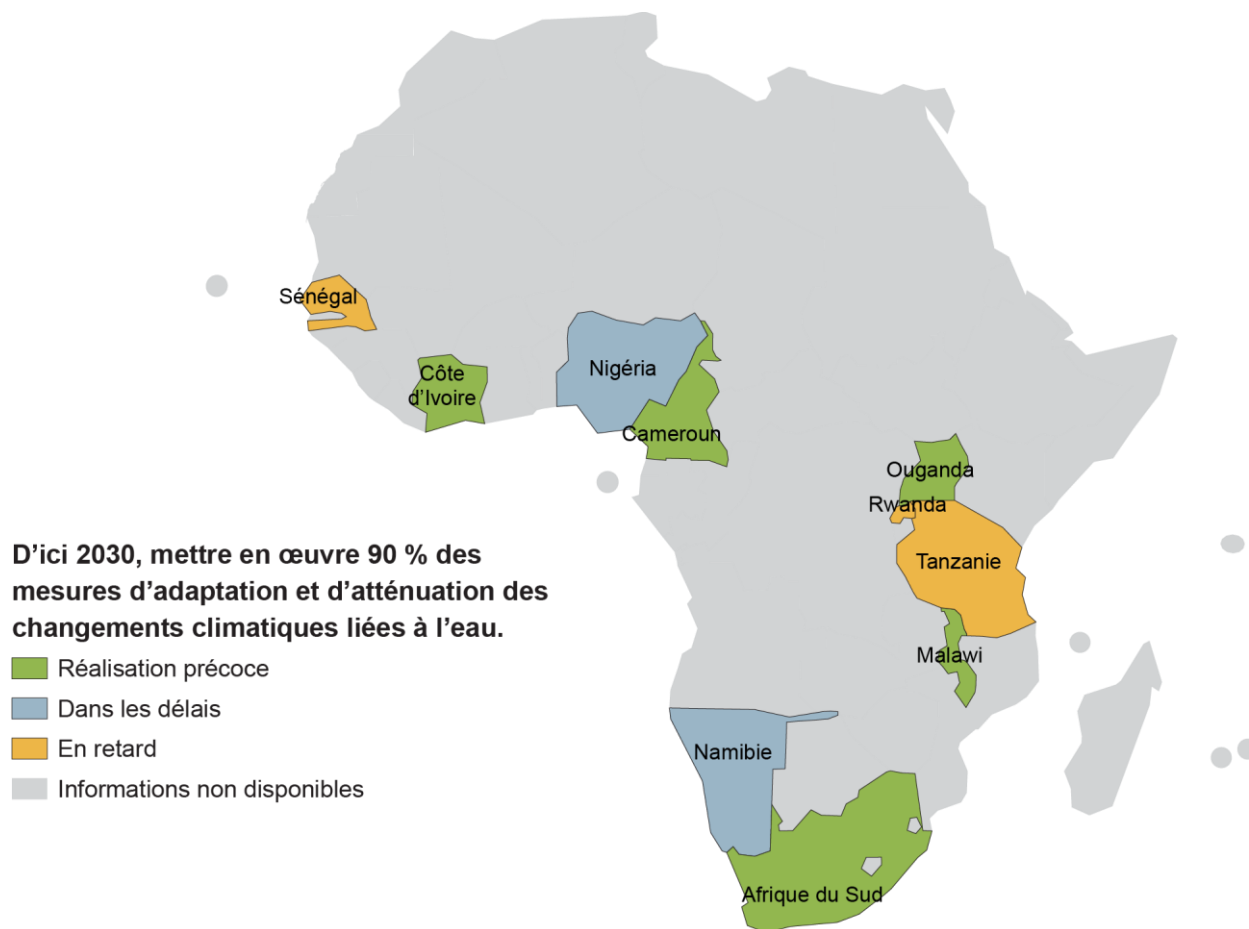


Figure 16
Progrès réalisés pour l'objectif T-5.1 : d'ici 2030, mettre en œuvre 90 % des mesures prévues en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets liées à l'eau

5.4 Pertes et dommages liés à l'eau

D'ici 2030, l'objectif de réduire de 25 % le nombre de décès, le nombre de personnes touchées et la valeur des pertes économiques directes causées par les catastrophes liées à l'eau, par rapport au PIB national, en mettant l'accent sur la protection des pauvres et des personnes en situation de vulnérabilité¹⁶ comprend deux indicateurs. Le nombre de décès, de personnes disparues et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants et les pertes économiques directes causées par ces catastrophes par rapport au PIB national, y compris les dommages causés aux infrastructures essentielles et la perturbation des services de base, sont présentés dans le Tableau 31.

¹⁶ AWW 2025 ; PANAFCON-1 2003 ; Sirte 2004 ; ODD 1.5.1, ODD 11.5.1, ODD 11.5.2, ODD 13.1.1

Tableau 31

Progrès réalisés en matière de pertes et dommages liés aux catastrophes hydrologiques

Indicateur	I-5.2a : nombre de décès, de personnes disparues et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants. (ODD-11.5.1)	I-5.2b : pertes économiques directes liées aux catastrophes liées à l'eau par rapport au PIB national, y compris les dommages causés aux infrastructures essentielles et la perturbation des services de base.
Cible	D'ici 2030, réduire de 205 % le nombre de décès et de personnes touchées et diminuer considérablement les pertes économiques directes par rapport au produit intérieur brut national causées par les catastrophes liées à l'eau, en mettant l'accent sur la protection des pauvres et des personnes en situation de vulnérabilité (ODD 11.5).	
Nombre d'États membres ayant rapporté	17	12
Réalisation précoce	Côte d'Ivoire, Rwanda	
Dans les délais		
En retard	Ghana, Malawi, République du Congo, Togo	Ghana, Malawi, Niger, Ouganda, Sierra Leone
Progrès indéterminés	Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Djibouti, Égypte, Eswatini, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Tchad, Soudan, Soudan du Sud, Tanzanie, Tunisie, Zambie, Zimbabwe.	Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Eswatini, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Nigeria, République centrafricaine, République du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie, Zimbabwe.

Remarque méthodologique : Les progrès réalisés par les États membres tant que réalisation précoce, dans les délais, et progrès indéterminés, est présentée dans la section « À propos de ce rapport »

Les progrès réalisés par les États membres ont été communiqués par 17 d'entre eux. Parmi les États membres ayant communiqué des informations, la Côte d'Ivoire et le Rwanda ont été classés parmi les pays ayant rapidement atteint leurs objectifs. La République du Congo, le Ghana, le Malawi et le Togo sont en retard, et pour les 11 États membres restants, soit les informations ne sont pas accessibles, soit la base de référence n'a pas encore été établie. La comparaison entre l'année de référence et l'année de référence la plus récente est résumée dans le Tableau 32.

Tableau 32

Progrès réalisés pour l'indicateur I-5.2a : nombre de décès, de personnes disparues et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants (ODD 11.5.1)

	États membres	2019 (année de référence)	2022	Variation en %	Statut
1	Afrique du Sud	..	0,75	..	..
2	Bénin	..	412,70	..	..
3	Botswana	..	28,32	.	..
4	Burkina Faso	..	518,3	..	..
5	Côte d'Ivoire	50,03	0,8473	-98,31	Réalisation précoce
6	Ghana	442,29	3072,00	594,56	En retard
7	Guinée	..	90,37	..	..
8	Kenya	..	378,1	..	..
9	Madagascar	..	22,52	..	..
10	Malawi	780,37	768,50	-1,52	En retard
11	Mali	..	393,4	..	..
12	Namibie	..	23,92	..	..
13	Niger	1 006,78	..	..	..
14	Nigéria	9,39	..	..	..
15	Ouganda	820,46	..	..	..
16	République centrafricaine	..	92,48	..	..
17	République du Congo	95,69	95,69	0,00	En retard
18	Rwanda	3,27	3,27	0,00	Réalisation précoce
19	Sierra Leone	428,73	..	..	..
20	Tanzanie	..	222,8	..	..
21	Togo	276,78	502,3	81,48	En retard
	Moyenne	391,38	389,78		

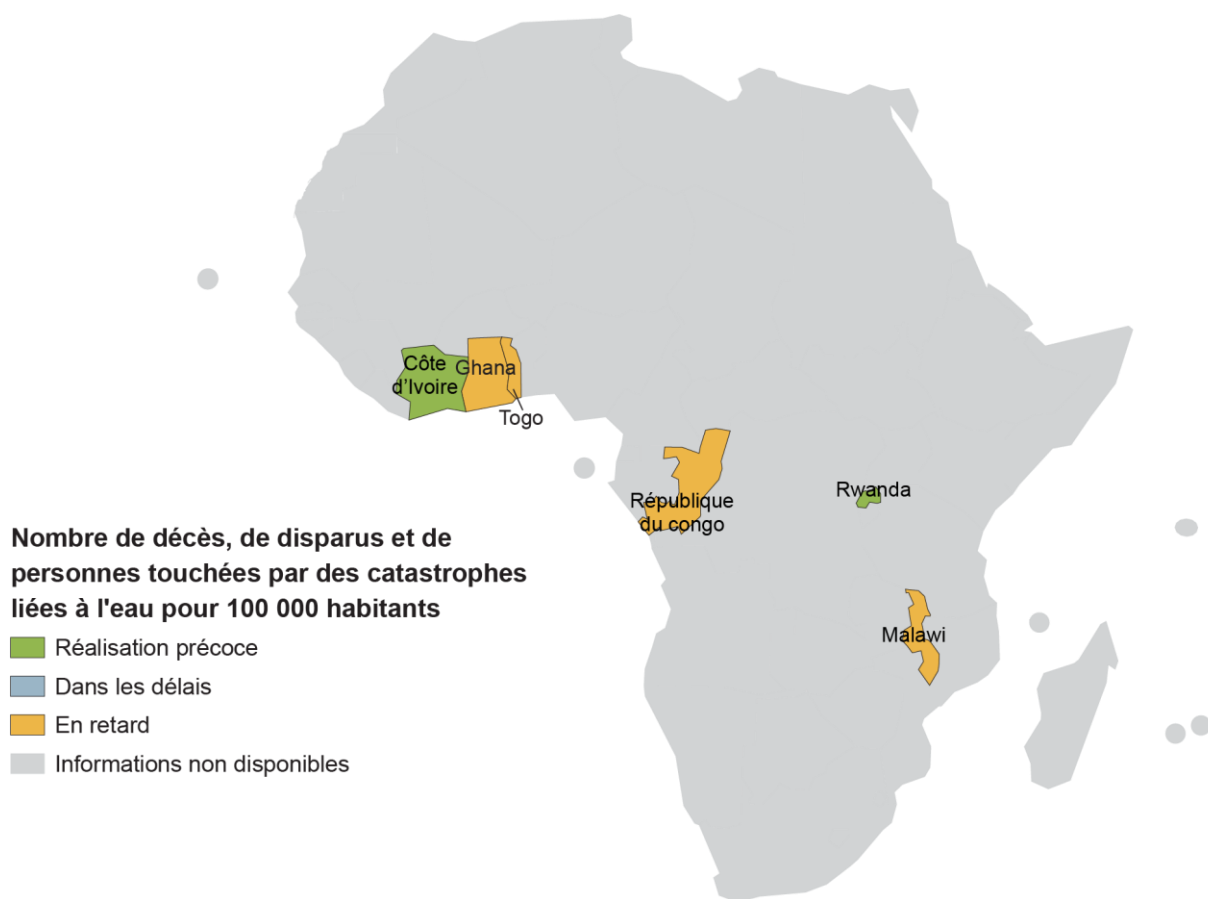


Figure 17

Progrès réalisés pour l'indicateur I-5.2a : nombre de décès, de personnes disparues et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants (ODD 11.5.1)

D'autre part, dans le cadre du même objectif, l'indicateur relatif aux pertes économiques directes liées aux catastrophes liées à l'eau sur le PIB national, y compris les catastrophes liées à l'eau, les dommages causés aux infrastructures essentielles et la perturbation des services de base, a été communiqué par 12 États membres, comme indiqué dans le Tableau 33. Le rapport montre que seuls six États membres disposent de données de référence pour mesurer les progrès accomplis. Selon les données communiquées, le Malawi affiche des progrès très importants, avec une réduction de plus de 75 % des pertes liées aux catastrophes liées à l'eau, dépassant largement l'objectif. Le Ghana affiche des progrès moyens à faibles. Le Niger, la Sierra Leone, le Soudan du Sud et l'Ouganda affichent des progrès très faibles. Pour le Bénin, le Burkina Faso, l'Eswatini, le Kenya, le Nigéria et l'Afrique du Sud, les progrès ne peuvent pas être évalués en raison de l'absence de données de référence. L'important manque de données limite la capacité à évaluer les progrès réalisés à l'échelle du continent pour atteindre l'objectif.

Tableau 33

Progrès réalisés pour l'indicateur I-5.2b : Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques par rapport au PIB national, y compris les dommages causés aux infrastructures essentielles et la perturbation des services de base

Pays	2019 (%)	2022 (%)	Variation en %	Progrès
Afrique du Sud	-	0,37	-	Référence manquante
Bénin	-	15,34	-	Référence manquante
Burkina	-	0,0955	-	Référence manquante
Eswatini	-	5,204	-	Référence manquante
Ghana	0,15762	0,15	-4,90	Moyen-faible
Kenya	-	240,2	-	Référence manquante
Malawi	1,84114	0,28	-84,80	Très élevé
Niger	0,11441	0,2587	126,10	Très faible
Nigéria	-	0,9308	-	Référence manquante
Ouganda	0,38318	0,4185	9,20	Très faible
Sierra Leone	0,00816	0,01	22,50	Très faible
Soudan du Sud	0,14402	286	198754	Très faible

Légende

Progrès	Variation en %
Non applicable	
Données insuffisantes	
Très faible	≥ 25
Faible	0 – 24,9
Moyen-faible	-24,9 – 0
Moyen-élevé	-49,9 – -25
Élevé	-74,9 – -50
Très élevé	≤ -75

5.5 Principales recommandations

1. Les données fournies par les États membres sur leurs progrès dans ce domaine, bien que précieuses, mettent en évidence la possibilité d'établir des rapports plus complets. Afin de relever les défis liés à la collecte et à la communication des données, il est recommandé que l'AMCOW et les CER facilitent la mise en place de mécanismes d'échange entre pairs. Cette approche permettrait aux États membres de partager leurs « meilleures pratiques », en particulier celles qui ont permis de réaliser des progrès significatifs ou d'atteindre des objectifs, favorisant ainsi le transfert de connaissances et le renforcement des capacités à travers le continent.
2. Parmi les indicateurs, celui des « pertes économiques directes résultant de catastrophes liées à l'eau » est celui qui a été le moins souvent rapporté, seuls 10 des 55 États membres ayant fourni des données. Ce résultat souligne la nécessité d'un soutien accru en matière d'évaluation de l'impact économique et de rapports sur les catastrophes liées à l'eau.
3. Les indicateurs relatifs aux pertes et dommages correspondent aux quatre priorités du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015)¹⁷ : (a) comprendre les risques de catastrophe ; (b) renforcer la gouvernance des risques de catastrophe ; (c) investir dans la réduction des risques de catastrophe ; et (d) améliorer la préparation aux catastrophes. Les différents niveaux de progrès signalés par les États membres dans ces domaines suggèrent qu'il est possible de mener des interventions et d'apporter un soutien ciblé, ainsi que de favoriser l'apprentissage entre pairs.
4. L'absence de données de référence pour de nombreux pays, en particulier en ce qui concerne les pertes économiques, rend difficile l'évaluation précise des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de 2030. Il convient de donner la priorité à l'établissement de données de référence fiables et à l'amélioration des mécanismes de rapport régulier au sein des pays afin de permettre un suivi plus efficace des progrès et une prise de décision éclairée.
5. Sous la direction de la Direction de l'environnement durable et de l'économie bleue de la Commission de l'Union africaine, la collaboration avec le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR) et la Division des statistiques des Nations unies via le Centre africain de statistique (UNECA) pourrait être renforcée afin de soutenir la mise en œuvre des plans d'action des États membres en matière de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique.
6. Les diverses expériences rapportées par les États membres en matière d'impacts humains et économiques des catastrophes liées à l'eau soulignent la nécessité d'adopter des approches adaptées à la gestion des risques de catastrophe et à l'adaptation au changement climatique, en tenant compte du contexte et des défis propres à chaque pays.

¹⁷ Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe. 2015. Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030. <https://www.undrr.org/implementing-sendai-framework/what-sendai-framework>

6 THÈME 6

Gouvernance et institutions



6.1 Principales conclusions

1. Des progrès ont été réalisés pour tous les indicateurs relatifs au thème de la gouvernance et des institutions. Cependant, à l'échelle du continent, aucun des indicateurs n'est en voie d'atteindre les objectifs fixés.
2. La mise en œuvre d'instruments pour la gestion durable des ressources en eau (47 %) est en retard par rapport à la mise en place d'un environnement favorable (lois, politiques et plans) et aux institutions et à la participation (toutes deux à 56 %).
3. Le degré global de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) est passé de 41 % en 2017 à 47 % en 2020, puis à 50 % en 2023. Si les progrès sont positifs, le rythme de mise en œuvre semble ralentir ; il doit être accéléré dans la plupart des pays afin d'accroître la résilience face aux menaces liées au changement climatique et au développement non durable.
4. L'Afrique est relativement avancée en matière de coopération transfrontalière, 22 pays déclarant que 90 % ou plus de leurs bassins fluviaux et lacustres transfrontaliers sont couverts par un accord opérationnel (sur 60 pays dans le monde), et 14 pays déclarant qu'au moins 90 % de leur zone aquifère transfrontalière est couverte par un accord opérationnel (sur 37 pays dans le monde). Toutefois, des lacunes subsistent, avec des progrès variables selon les sous-régions.
5. Un certain nombre d'améliorations positives ont été apportées à l'intégration de la dimension de genre dans la gouvernance de l'eau sur le continent. Cependant, des lacunes subsistent dans la mise en œuvre.

THÈME 6

Gouvernance et institutions



Des progrès ont été réalisés en matière de gouvernance et d'institutions, mais **aucun des indicateurs n'est en voie d'atteindre les objectifs fixés**

41 % 2017 **47 %** 2020 **50 %** 2023

de mise en œuvre de **la gestion intégrée des ressources en eau** (GIRE).

Les progrès sont positifs, mais le rythme de mise en œuvre ralentit



Des améliorations positives ont été apportées à l'intégration de la dimension de genre dans la gouvernance de l'eau sur le continent, toutefois, des lacunes subsistent dans la mise en œuvre

47 %

de mise en œuvre d'instruments pour **la gestion durable des ressources en eau**

56 %

de mise en œuvre de **l'environnement favorable** (lois, politiques et plans), des **institutions et de la participation**

22

États membres ayant communiqué des informations **≥90 % des bassins fluviaux et lacustres transfrontaliers sont couverts par un accord opérationnel**

14

États membres ayant communiqué des informations **≥90 % de la superficie des aquifères transfrontaliers est couverte par un accord opérationnel**

6.2 Introduction

Des accords de gouvernance efficaces et des institutions solides sont essentiels pour garantir l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous. Ce thème couvre les lois, les politiques et les plans en matière d'eau et d'assainissement, les institutions, la mise en œuvre des instruments de gestion, l'éthique et l'intégration de la dimension de genre. En outre, les accords de gestion sont considérés comme étant sous-nationaux, régionaux et transfrontaliers.

Pour le rapport 2024, seuls huit États membres ont fourni des informations empiriques sur la mise en œuvre de la GIRE et les dernières informations disponibles pour les autres États membres sont les données de 2022. Dans la perspective de la Vision africaine de l'eau après 2025, les informations fournies sont donc insuffisantes pour mener des analyses fiables permettant de déterminer si, à l'échelle du continent, les progrès signalés sont suffisants pour atteindre les objectifs fixés.

Pour relever ce défi et mettre en œuvre la dernière version de la GIRE afin de suivre les progrès et d'éclairer les politiques en cette période de transition, l'AMCOW a collaboré avec le PNUE-DHI pour évaluer les progrès des États membres sur la base des données disponibles relatives à l'ODD 6.5.1.

Les indicateurs et les données des ODD devaient être utilisés dans le WASSMO afin d'assurer la cohérence et de réduire la charge de travail liée à l'établissement des rapports pour les pays. Comme la plupart des indicateurs de ce thème sont directement liés à divers aspects de l'ODD 6.5.1 sur la mise en œuvre de la GIRE, et que cet indicateur bénéficie d'une excellente couverture en Afrique sur trois cycles de collecte de données (2017, 2020 et 2023), les données sont utilisées lorsqu'elles sont disponibles (indicateurs WASSMO 6.1, 6.2a, 6.3 et 6.6).

Le thème 6 : Gouvernance et institutions couvre six sous-thèmes, avec sept cibles et indicateurs, comme le montre le Tableau 34.

Tableau 34

Indicateurs du thème 6, indicateurs ODD connexes, état d'avancement général et progrès réalisés

Indicateur WASSMO	Élément ODD-6.5.1	État/progrès
6.1 : degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	Moyenne de la dimension 1 : environnement favorable	Quelques progrès, en retard
6.2a : degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	Moyenne de la dimension 2 : institutions et participation	Quelques progrès, en retard
6.2b : proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	Pas d'équivalent direct, mais quelques similitudes avec l'ODD 6.1b ¹⁸	Données insuffisantes
6.3 degré de mise en œuvre des instruments de gestion	Moyenne de la dimension 3 : instruments de gestion	Quelques progrès, en retard
Non officiellement inclus	Score global ODD-6.5.1 (moyenne des des 4 dimensions)	Quelques progrès, en retard
6.4 : Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier dotée d'un dispositif opérationnel de coopération en matière d'eau	ODD-6.5.2	Quelques progrès, mais en retard
6.5 : degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	Pas d'équivalent direct	Données insuffisantes
6.6 : Pourcentage de politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau qui prennent en compte les questions de genre	Similaire à la question 2.2d de l'enquête 6.5.1. Intégration de la dimension de genre dans la gestion des ressources en eau	Quelques progrès, en retard
Autres indicateurs de gouvernance pertinents inclus dans d'autres thèmes		
1.3 : Degré de mise en œuvre du financement du développement et de la gestion des ressources en eau	Moyenne de la dimension 4 : Financement	Quelques progrès, en retard

¹⁸ Indicateur 6.b.1 : proportion d'unités administratives locales ayant mis en place et appliquant des politiques et des procédures pour la participation des communautés locales à la gestion de l'eau et de l'assainissement.

6.3 Mise en œuvre globale de la GIRE : progrès à l'échelle du continent

La Figure 18 montre les progrès moyens réalisés en Afrique sur les indicateurs clés relatifs à la gouvernance et aux institutions. Dans l'ensemble, des progrès ont été enregistrés pour chaque indicateur, mais ils sont insuffisants pour atteindre les objectifs africains (d'ici 2025 ou 2030) et garantir une gestion durable de l'eau.

Dans l'ensemble, l'environnement favorable (objectif 6.1) et les institutions et la participation (objectif 6.2a) progressent relativement bien (56 % de mise en œuvre pour chacun), par rapport à la mise en œuvre des instruments de gestion (6.3, 47 % de mise en œuvre). Le financement (1.3) est encore plus à la traîne (39 % de mise en œuvre) (Figure 18).

Pour chaque indicateur, les progrès semblent avoir ralenti entre 2020 et 2023, par rapport à la période 2017-2020 (Figure 18). Ainsi, les moyennes prévues sont susceptibles d'être inférieures à celles indiquées, car il devient de plus en plus difficile d'atteindre des niveaux de mise en œuvre plus élevés. Par exemple, en ce qui concerne les politiques fondées sur les approches de la GIRE : la mise en place d'une politique obtient une note de 40, si cette politique est utilisée par la majorité des autorités pour guider leur travail, la note est de 60, mais pour obtenir une note de 80, les objectifs politiques doivent être atteints de manière cohérente.

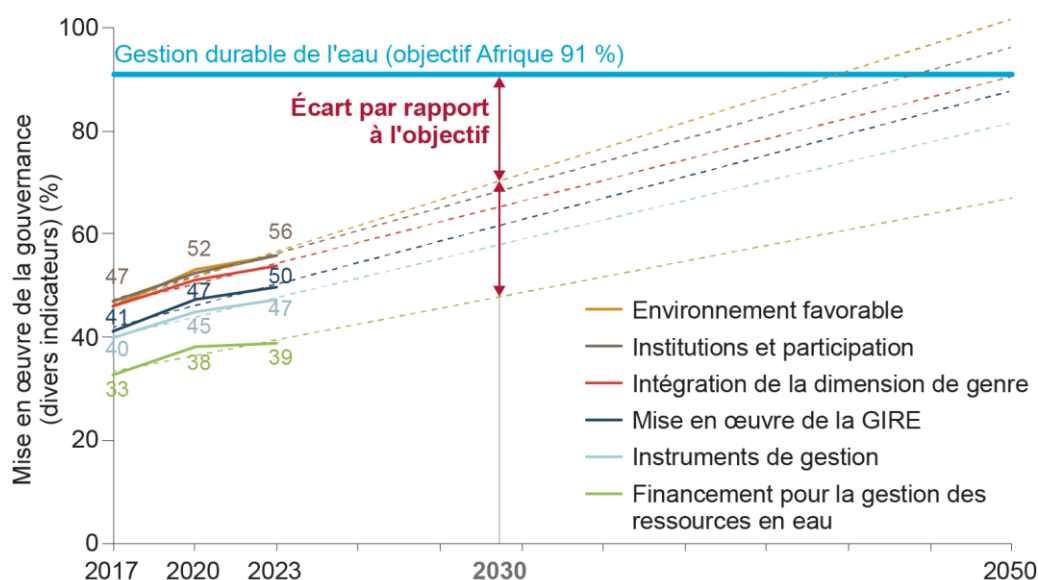


Figure 18
Progrès moyens réalisés en Afrique sur les indicateurs clés relatifs à la gouvernance et aux institutions*

* Toutes les projections présentées sont des projections linéaires simples, basées sur les trois points de données pour 2017, 2020 et 2023. Bien que trois points de données ne permettent pas d'établir une projection statistiquement fiable, ils donnent une indication du niveau général des progrès réalisés.

6.3.1 Mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau

Entre 2017 et 2023, un nombre important de pays sont passés d'un niveau « faible » ou « moyen-faible » de mise en œuvre de la GIRE, où les dispositions sont généralement institutionnalisées, à un niveau « moyen-élevé », où la mise en œuvre des dispositions est généralement en cours, mais où les objectifs ne sont pas atteints. Toutefois, il est probable que les progrès « ralentissent », car la mise en œuvre opérationnelle de la GIRE risque d'être entravée par des obstacles tels que le financement et les capacités institutionnelles.

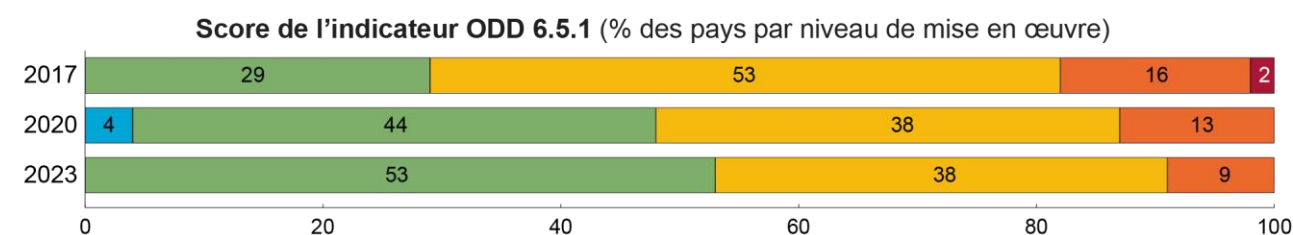
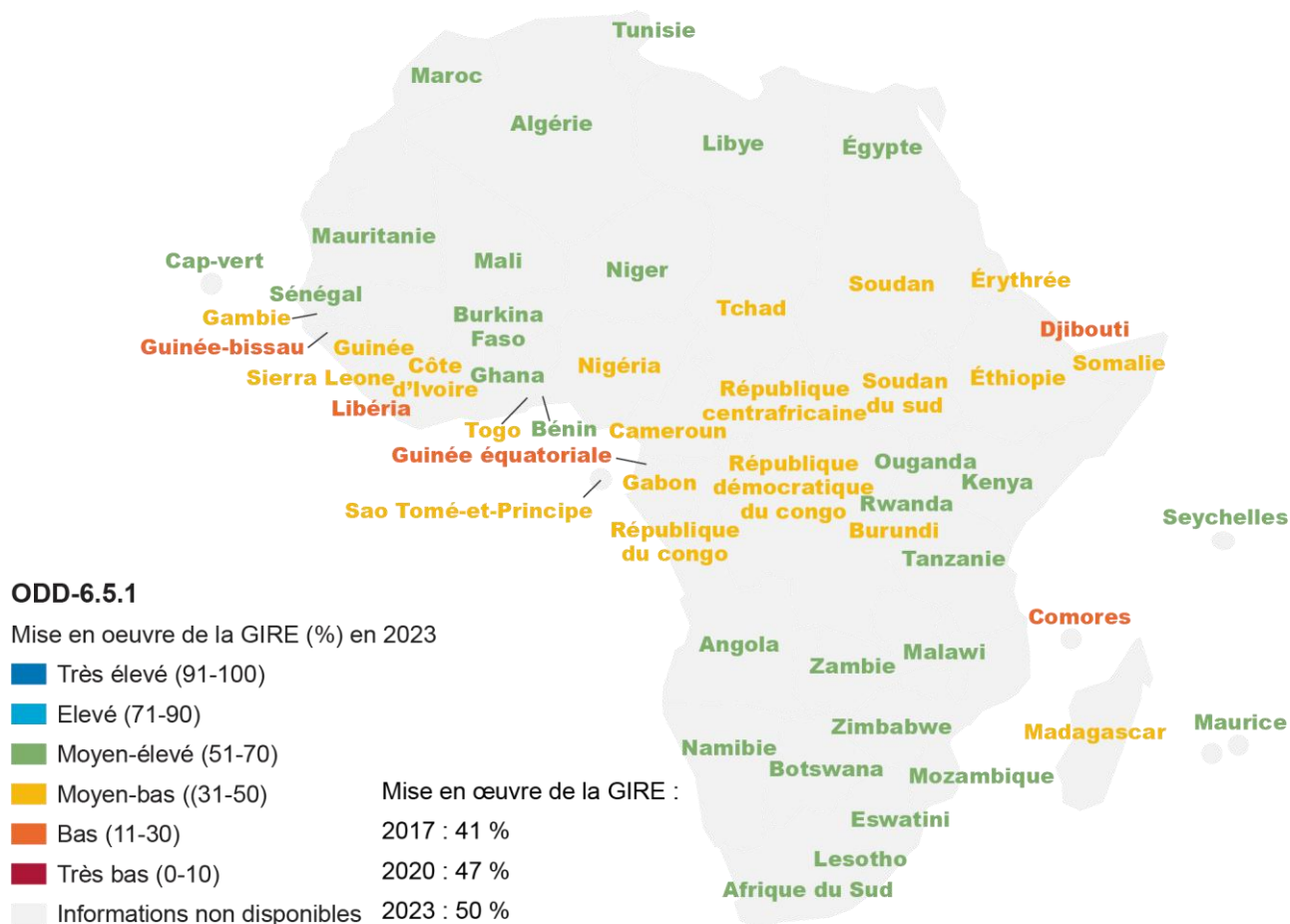


Figure 19
Progrès réalisés dans la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau (en %) 2023 (ODD 6.5.1)

Légende

Niveau de la GIRE (scores (%))	% (nbre) de pays	Interprétation générale	Résilience aux pressions
Très faible (0-10)	0	Peu ou pas de gestion durable de l'eau	Faible
Faible (11-30)	9 % (5)	Accords en cours d'élaboration (Comores, Djibouti, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Liberia)	
Moyen-faible (31-50)	38 % (20)	Accords généralement approuvés et institutionnalisés, mais mise en œuvre limitée	
Moyen-élevé (51-70)	53 % (28)	La mise en œuvre a commencé, mais n'est pas toujours efficace.	Moyen
Élevé (71-90)	0	Certains objectifs de gestion durable de l'eau atteints (proches de l'objectif)	Élevé
Très élevé (91-100)	0	Objectif mondial et africain. Gestion durable des ressources en eau	

Malgré les progrès accomplis, 48 % des pays (25) où la mise en œuvre de la GIRE est faible ou moyennement faible ont peu de chances de progresser suffisamment dans la mise en place des cadres de gouvernance nécessaires pour équilibrer la demande et assurer le développement et la gestion durables de leurs ressources en eau d'ici 2030 (voir les scores individuels des pays à l'annexe 4). Ces pays ont généralement un niveau de développement socio-économique plus faible et sont susceptibles de subir des pressions croissantes, telles que l'augmentation de la demande en eau et la pollution, alors qu'ils s'efforcent d'atteindre leurs objectifs de développement. Ces pressions risquent d'être exacerbées par l'aggravation des effets du changement climatique. Dans ce contexte, il est plus que jamais essentiel d'élaborer et de mettre en œuvre des cadres pour une gestion durable de l'eau, impliquant une coordination intersectorielle. Il s'agit là d'une priorité absolue.

Encadré 1

Fixation d'objectifs en matière de GIRE dans les pays africains

De nombreux pays déclarent ne pas s'attendre à atteindre l'objectif mondial, mais la plupart n'ont pas d'objectifs officiels ni de plans budgétaires suffisants pour faire progresser la GIRE. Malgré cela, presque aucun pays n'a fixé d'objectifs nationaux officiels et de nombreux pays ne disposent pas de plans adéquats, avec des voies claires pour garantir le financement, sur la manière de faire progresser les différentes dimensions de la GIRE. Quelque 35 pays africains ont fixé de manière informelle des objectifs nationaux moins élevés, dans le cadre du processus de rapport sur l'ODD 6.5.1 :

- i. 2 pays ont fixé des objectifs informels dans la fourchette « moyenne-basse » (31-50 %)
- ii. 11 pays ont fixé des objectifs informels dans la fourchette « moyenne-élevée » (51-70 %)
- iii. 17 pays ont fixé des objectifs informels dans la fourchette « élevée » (71-90 %)
- iv. 5 pays ont fixé des objectifs informels dans la fourchette « très élevée » (91-100 %)
- v. 17 pays n'ont fourni aucune information sur la fixation d'objectifs et 1 pays n'a pas fait de rapport en 2023.

[Le programme de soutien à la GIRE dans le cadre de l'ODD 6](#) peut aider les pays à élaborer des objectifs et des plans. Ce processus a été facilité dans 19 pays jusqu'à présent grâce à la phase 2 du programme, et 20 autres pays devraient bénéficier d'un soutien entre 2024 et 2026.

Source : Rapport national sur l'ODD 6.5.1, annexe B, 2023. Toutes les enquêtes nationales 6.5.1 sont disponibles ici : <https://iwrmdataportal.unepdhi.org/country-reports>. Toutes les réponses libres à l'annexe B sont regroupées dans un seul fichier de résultats ici : <https://iwrmdataportal.unepdhi.org/publications/results>.

Au total, 54 pays africains ont rendu compte de l'ODD 6.5.1 au cours de trois cycles de données : 2017, 2020 et 2023. En 2023, 48 pays ont soumis des rapports actualisés, cinq ont choisi de réutiliser leurs données de 2020 (principalement en raison d'un manque de capacités ou de situations de conflit national) et un n'a pas rendu de rapport (la Libye, en raison d'importantes inondations causées par la rupture d'un barrage). L'indicateur ODD 6.5.1 n'est pas officiellement pris en compte dans le portail WASSMO (bien que les données permettant de le calculer soient saisies).

6.3.2 Environnement favorable

Tableau 35
Cible relative au degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux

Objectif du sous-thème	Encourager les pays africains à mettre en place des outils politiques, juridiques et de planification stratégique afin de favoriser un environnement propice à une bonne gouvernance de l'eau à tous les niveaux.
Cible	T-6.1 : d'ici 2030, créer un environnement propice à une bonne gouvernance de l'eau à tous les niveaux.
Référence dans les engagements politiques	AWV 2025, Charm el-Cheikh 2008, AMCOW 2008, ODD 6.5
Indicateur	I-6.1 : degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux (ODD-6.5.1, moyenne de la dimension 1)

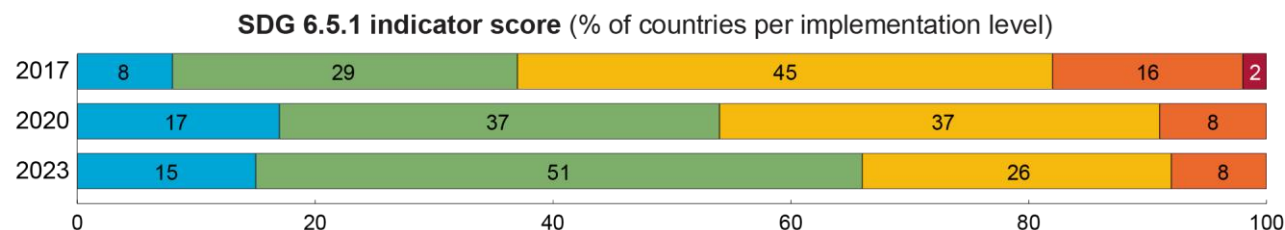
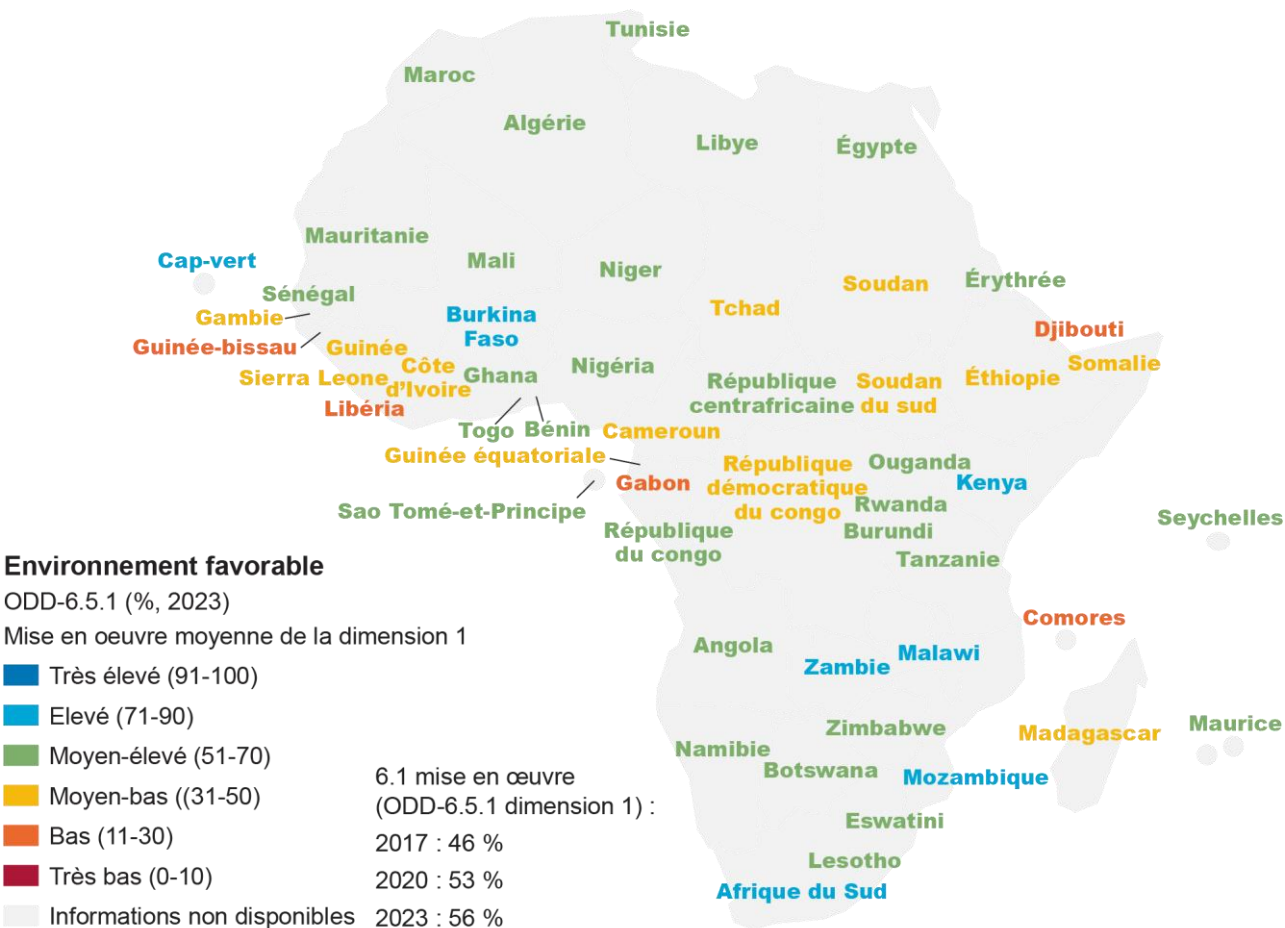


Figure 20
Progrès réalisés au titre de l'ODD 6.5.1. Moyenne de la Dimension 1 (%) 2023

Légende

Niveau 6.1 (scores (%))	% (nbre) de pays	Interprétation générale
Très faible (0-10)	0	Peu ou pas de dispositifs de gestion durable de l'eau
Faible (11-30)	8 % (4)	Accords en cours d'élaboration (Djibouti, Guinée équatoriale, Gabon et Libéria)
Moyen-faible (31-50)	26 % (14)	Accords généralement approuvés et institutionnalisés, mais mise en œuvre limitée
Moyen-élevé (51-70)	51 % (27)	Utilisés par la majorité des autorités pour orienter leur travail
Élevé (71-90)	15 % (8)	Objectifs systématiquement atteints ; lois appliquées (Cap-Vert, Burkina Faso, Kenya, Malawi, Mozambique, Rwanda, Afrique du Sud et Zambie)
Très élevé (91-100)	(0)	Objectifs systématiquement atteints. Examinés et révisés

De 2017 à 2023, un nombre important de pays ont progressé dans l'élaboration de leurs lois, politiques et plans à différents niveaux (environnement favorable). Quelque 92 % (49) des pays déclarent avoir désormais généralement approuvé et institutionnalisé la plupart de leur environnement favorable (mise en œuvre au moins moyenne à faible). Dans environ 50 % des pays, ces dispositifs sont généralement basés sur la GIRE et sont utilisés par la majorité des institutions pour mener à bien leurs travaux (niveau moyen-élevé et supérieur). Cependant, seuls 15 % (8) des pays déclarent que les objectifs sont systématiquement atteints (niveau élevé et supérieur).

Encadré 2 Progrès et défis des pays en matière de conception et de mise en œuvre des politiques, des lois et des plans

Plusieurs pays ont élaboré ou révisé leurs politiques, stratégies et plans nationaux dans le domaine de l'eau au cours des cinq dernières années (par exemple, l'Angola, le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la République centrafricaine et la République du Congo). Cependant, certains sont assez obsolètes et nécessitent une révision et une modernisation urgentes (par exemple, la Guinée-Bissau et le Liberia).

Certains pays ont fait état de difficultés dans la mise en œuvre de leurs dispositifs, notamment le manque de financement (par exemple, la République du Congo), la sensibilisation et l'intégration (par exemple, l'Eswatini), les contraintes de capacité à différents niveaux (par exemple, l'Éthiopie) et le manque de coordination entre les institutions concernées (par exemple, l'Éthiopie). Dans un certain nombre de pays, l'élaboration de plans de mise en œuvre des politiques et stratégies accuse généralement un retard (par exemple, Maurice, Mauritanie et Guinée).

De nombreux pays identifient leurs principales priorités pour progresser dans la mise en place d'un environnement favorable, notamment l'intégration de la gestion durable et intégrée des ressources en eau dans les programmes de développement nationaux et régionaux (par exemple, la Somalie), l'élaboration ou l'approbation de projets de loi devant le parlement (par exemple, le Soudan du Sud) et la nécessité de renforcer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des politiques et des plans (par exemple, la Zambie).

Source : Enquête ODD-6.5.1 2023, réponses des pays aux questions de la dimension 1 (Environnement favorable). Tous les scores et les réponses narratives sont disponibles sur <https://iwrmdataportal.unepdhi.org/publications/results>

6.3.3 Institutions et participation

Les progrès réalisés par les États membres dans la mise en place d'institutions pour la mise en œuvre de la GIRE sont résumés sous deux sous-thèmes : institutions et participation locale.

Institutions

Cet indicateur couvre la capacité institutionnelle aux niveaux national, infranational et des bassins/aquifères, les mécanismes de coordination intersectorielle, l'engagement approprié des parties prenantes, y compris le secteur privé, la prise en compte des groupes vulnérables et l'intégration de la dimension de genre. Dans l'ensemble, si 68 % des pays (36) déclarent disposer d'une capacité institutionnelle pour la mise en œuvre de la GIRE et avoir mis en place des processus de consultation, même ces pays font état de difficultés dans la coordination intersectorielle efficace nécessaire à la gestion intégrée des ressources en eau.

Tableau 36
Cible relative au degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux

Objectif du sous-thème	Encourager les pays à mettre en place des institutions capables de mettre en œuvre une bonne gouvernance de l'eau à tous les niveaux, y compris une participation adéquate des parties prenantes.
Cible	T-6.2a : d'ici 2030, mettre en place des institutions capables d'assurer une bonne gouvernance de l'eau à tous les niveaux
Référence dans les engagements politiques	AWV 2025, PANAFCON-1 2003, Ngor 2015, ODD-6.5
Indicateur	I-6.2a : degré de mise en œuvre de la création et de la réforme d'institutions à tous les niveaux (ODD-6.5.1, moyenne de la dimension 2)

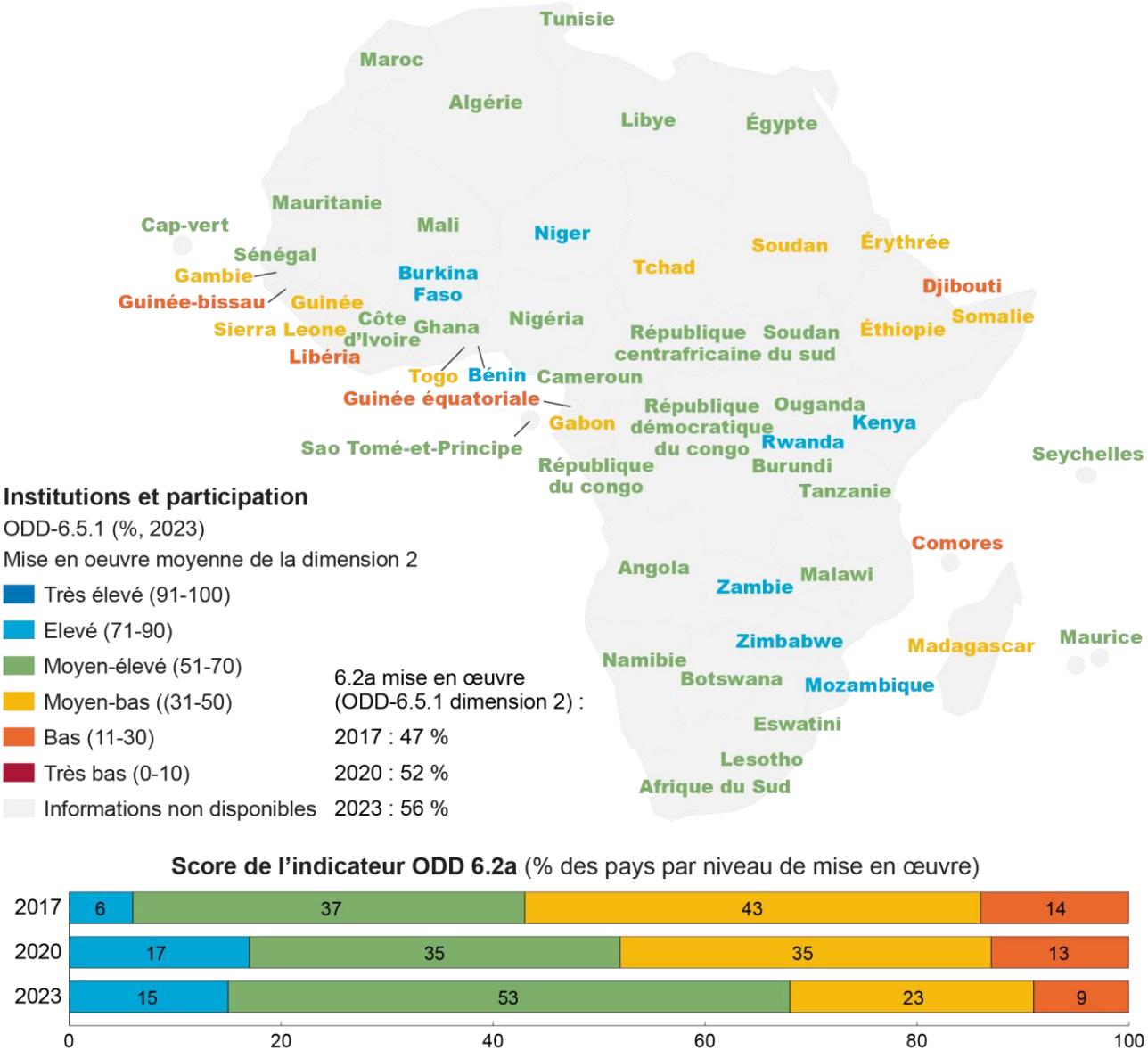


Figure 21
Progrès réalisés au regard de l'ODD 6.5. Moyenne de la dimension 1 (%) 2023

Légende

Niveau 6.2a (scores (%))	% (nbre) de pays	Interprétation générale
Très faible (0-10)	0	Peu ou pas d'institutions de gestion durable de l'eau
Faible (11-30)	9 % (5)	Des autorités existent, certaines informations sont disponibles (Comores, Djibouti, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau et Libéria)
Moyen-faible (31-50)	23 % (12)	Les autorités ont la capacité d'élaborer des plans et de partager davantage d'informations
Moyen-élevé (51-70)	53 % (28)	Les autorités ont la capacité de mettre en œuvre des plans. Processus de consultation
Élevé (71-90)	15 % (8)	Les autorités ont la capacité d'évaluer le plan. Mécanismes en place (Bénin, Burkina Faso, Kenya, Mozambique, Niger, Rwanda, Zambie et Zimbabwe)
Très élevé (91-100)	(0)	Les autorités ont la capacité de réviser le plan. Co-décisions et représentation complète en place

Encadré 6.3 Progrès et défis des pays en matière de renforcement des capacités institutionnelles

Les pays qui affichent des niveaux élevés de capacité en matière de GIRE indiquent des niveaux plus élevés de formation dispensée à différents niveaux et sur une base annuelle (par exemple, le Cap-Vert), le développement des ressources humaines et le renforcement des capacités étant intégrés dans les plans nationaux (par exemple, le Plan national des ressources en eau de l'Égypte). Le **Centre panafricain pour l'eau et l'adaptation au climat** est un exemple récent d'initiative visant à créer un centre régional de formation sur les ressources en eau. Même dans les pays où le niveau de mise en œuvre est élevé, des progrès restent à faire pour renforcer les capacités au niveau des structures infranationales, notamment au niveau des bassins versants, des sous-bassins versants et des comités d'utilisateurs de l'eau (par exemple, le Zimbabwe).

En l'absence d'initiatives nationales de renforcement des capacités, la mise en œuvre de projets et de programmes, ainsi que les formations proposées par les institutions sous-régionales, les organismes de bassin et les partenaires, peuvent souvent déboucher sur des opportunités de renforcement des capacités à court terme ou ponctuelles, en particulier dans les pays où les capacités en matière de GIRE sont très faibles (République centrafricaine, Tchad, Guinée-Bissau, Liberia, Botswana, Érythrée et Seychelles).

Des lignes budgétaires spécifiques sont nécessaires pour le renforcement des capacités et le développement des connaissances, car le financement reste le principal obstacle (par exemple en République centrafricaine). La réalisation d'analyses des compétences ou des lacunes dans le secteur de l'eau, qui tiennent compte des besoins futurs, peut favoriser la mise en place de mesures appropriées de renforcement des capacités (par exemple en Érythrée). Cela est particulièrement pertinent lorsqu'on examine les liens avec le changement climatique (par exemple au Libéria).

Source : enquête ODD-6.5.1 2023, réponses des pays à la question 2.1e (« développement des capacités en matière de GIRE »). Tous les scores et les réponses narratives sont disponibles sur <https://iwrmdataportal.unepdhi.org/publications/results>

Participation locale

Cet indicateur mesure le pourcentage de points d'eau potable gérés par des comités de l'eau et de l'assainissement. Comme le montre la Figure 22, les données sont insuffisantes pour suivre correctement les tendances au fil du temps. En 2024, 21 pays ont déclaré qu'en moyenne 39 % des points d'eau potable étaient gérés par des comités de l'eau et de l'assainissement activement opérationnels. Les scores des pays varient entre 0 et 100 %.

Tableau 37

Objectif concernant la proportion de points d'eau potable disposant de comités de gestion de l'eau et de l'assainissement activement opérationnels

Objectif du sous-thème	Encourager les pays à mettre en place des institutions capables de mettre en œuvre une bonne gouvernance de l'eau à tous les niveaux, y compris une participation adéquate des parties prenantes.
Cible	T-6.2b : d'ici 2030, soutenir et renforcer la participation des communautés locales à l'amélioration de la gestion de l'eau et de l'assainissement dans 90 % des sources d'eau potable.
Référence dans les engagements politiques	AWV 2025 , PANAFCON-1 2003, Ngor 2015, OOO-6.b.1
Indicateur	I-6.2b : proportion de points d'eau potable disposant de comités de gestion de l'eau et de l'assainissement activement opérationnels

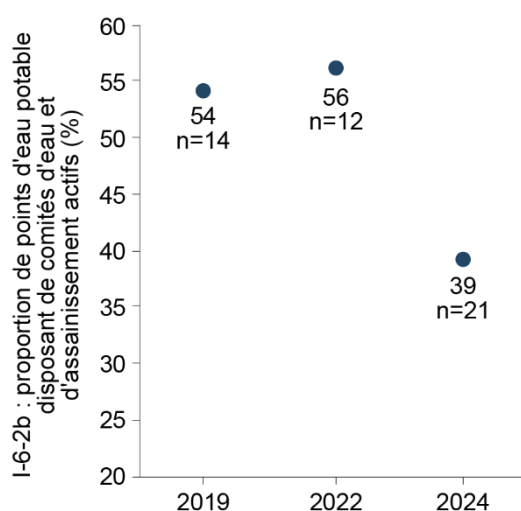


Figure 22

Progrès réalisés pour l'indicateur I-6.2b : Proportion de points d'eau potable dotés de comités de gestion de l'eau et de l'assainissement fonctionnant activement
Légende

Niveau de mise en œuvre (scores (%))	Nombre de pays	Pays
Très faible (0-10)	8	Botswana, Togo, Rwanda, Afrique du Sud, Ouganda, République du Congo, Burkina Faso, Guinée
Faible (11-30)	3	Eswatini, Mali, Nigéria
Moyen-faible (31-50)	1	République centrafricaine
Moyen-élevé (51-70)	5	Namibie, Sierra Leone, Libéria, Sénégal, Cameroun
Élevé (71-90)	1	Kenya
Très élevé (91-100)	3	Mozambique, Côte d'Ivoire, Niger
Informations non disponibles	3	Tous les autres pays

6.3.4 Instruments de gestion

Dans la plupart des pays, la mise en place de réseaux de surveillance, la gestion des données et des informations, ainsi que les dispositifs de gestion visant à traiter des questions cruciales telles que la pollution

de l'eau, l'utilisation durable de l'eau, la protection des écosystèmes d'eau douce et de la biodiversité, et la réduction des risques de catastrophe, sont généralement en retard par rapport à la mise en place d'un environnement favorable (I-6.1) et d'institutions (I-6.2). L'inefficacité des cadres et des outils de gestion rend les populations et les économies vulnérables à l'insécurité hydrique et aux catastrophes liées au climat. Environ 60 à 65 % des pays font état d'une mise en œuvre ponctuelle ou généralement inadéquate des instruments de gestion pour ces questions (niveau moyen-faible et inférieur).

Tableau 38
Cible relative au degré de mise en œuvre des instruments de gestion

Objectif du sous-thème	Encourager les pays africains à utiliser des instruments de gestion efficaces pour mettre en œuvre une bonne gouvernance de l'eau à tous les niveaux
Cible	T-6.3 : d'ici 2030, mettre en place des instruments de gestion pour mettre en œuvre une bonne gouvernance de l'eau à tous les niveaux
Référence dans les engagements politiques	AWV 2025, ODD-6.5
Indicateur	I-6.3 : degré de mise en œuvre des instruments de gestion. (ODD-6.5.1, moyenne de la dimension 3)

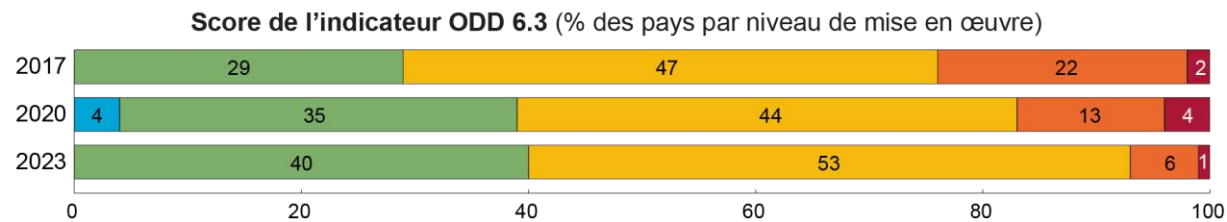
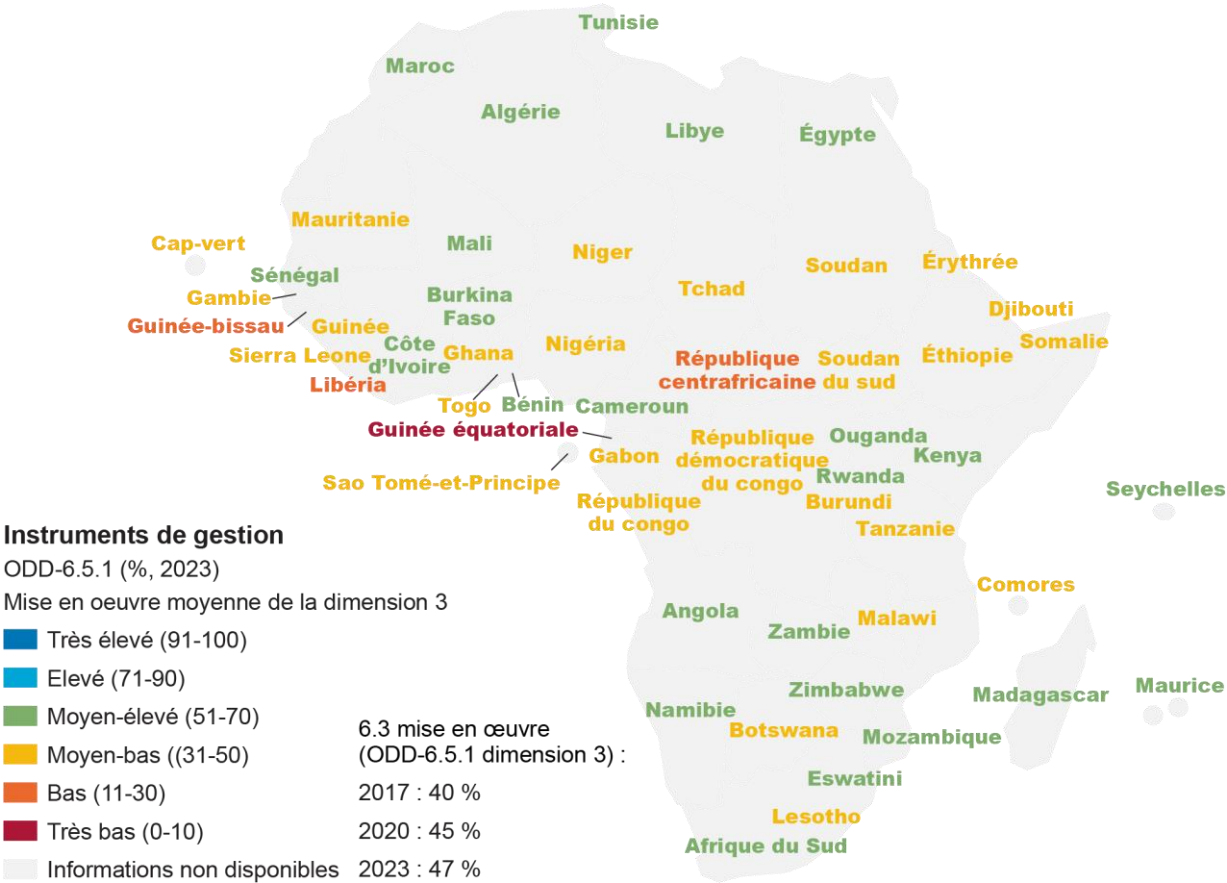


Figure 23
Progrès réalisés par rapport à l'ODD 6.5.1 Moyenne de la Dimension 3 (%) 2023

Légende

Niveau 6.3 (scores (%))	% (nbre) de pays	Interprétation générale
Très faible (0-10)	2 % (1)	Peu ou pas de dispositifs de gestion durable de l'eau (Guinée équatoriale)
Faible (11-30)	6 % (3)	Instruments de gestion limités, à court terme, ponctuels (République centrafricaine, Guinée-Bissau et Libéria)
Moyen-faible (31-50)	53 % (28)	Certains instruments de gestion sont à plus long terme, mais leur couverture est limitée
Moyen-élevé (51-70)	40 % (21)	Instruments de gestion généralement à long terme, couverture adéquate
Élevé (71-90)	0 % (0)	Très bonne couverture et efficacité
Très élevé (91-100)	0 % (0)	Excellente couverture, très efficace

6.3.5 Éthique

La mise en place de mécanismes garantissant l'intégrité et la transparence est essentielle pour des pratiques de gestion de l'eau durables et équitables. Le calcul de cet indicateur tient compte des éléments suivants : cadres et mécanismes de contrôle pour la responsabilisation, chartes sur l'intégrité, facteurs de corruption et outils permettant d'identifier et de combler les lacunes en matière d'intégrité dans le domaine de l'eau.

Encadré 6.4 Progrès et défis des pays dans la conception et la mise en œuvre d'instruments de gestion

La mise en œuvre des instruments de gestion de la GIRE dépend des données et des informations nécessaires à une prise de décision éclairée, mais des défis subsistent, notamment en ce qui concerne la mise en place de réseaux de surveillance et de données. Six pays signalent que leurs réseaux nationaux de surveillance des eaux de surface et/ou souterraines sont anciens ou obsolètes et nécessitent une mise à niveau et un entretien (République centrafricaine, Comores, République du Congo, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau et Libéria).

Le changement climatique et ses impacts posent des défis supplémentaires, les pays signalant la nécessité de renforcer les systèmes d'alerte précoce (Érythrée) et de progresser dans la préparation aux événements liés au climat, notamment les inondations et les sécheresses (Tanzanie).

Le partage des données entre les secteurs et les partenaires (Cap vert) reste un obstacle majeur, mais offre une opportunité de progrès supplémentaires en matière de mise en œuvre.

Source : Enquête ODD 6.5.1 2023, réponses des pays aux questions de la dimension 3 (Instruments de gestion). Tous les scores et les réponses narratives sont disponibles sur <https://iwrmdataportal.unepdhi.org/publications/result>

Les progrès réalisés pour cet indicateur sont présentés dans la Figure 24. Bien que la tendance *semble* être à la baisse, il semble que les données reflètent en réalité une plus grande fiabilité des rapports, grâce à une meilleure compréhension du sujet. Cela mérite une analyse plus approfondie. La moyenne pour 2024 est estimée à 60 %, sur la base des réponses fournies par 26 pays.

Les pays font état d'une grande variabilité dans la mise en œuvre, avec des scores allant de 14 % à 100 %.

Tableau 39
Cible relative au degré de mise en œuvre du mécanisme de gouvernance pour l'intégrité et la transparence

Objectif du sous-thème	Encourager les pays à mettre en œuvre des cadres de gouvernance responsables et transparents pour la gestion des ressources en eau.
Cible	T-6.5 : d'ici 2030, intégrer les pratiques d'intégrité et de transparence dans les politiques, les institutions et les cadres de gouvernance liés à l'eau afin de renforcer la responsabilité et la confiance dans la prise de décision.
Référence dans les engagements politiques	AWV 2025, PANAFCON-1 2003
Indicateur	I-6.5 : degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence

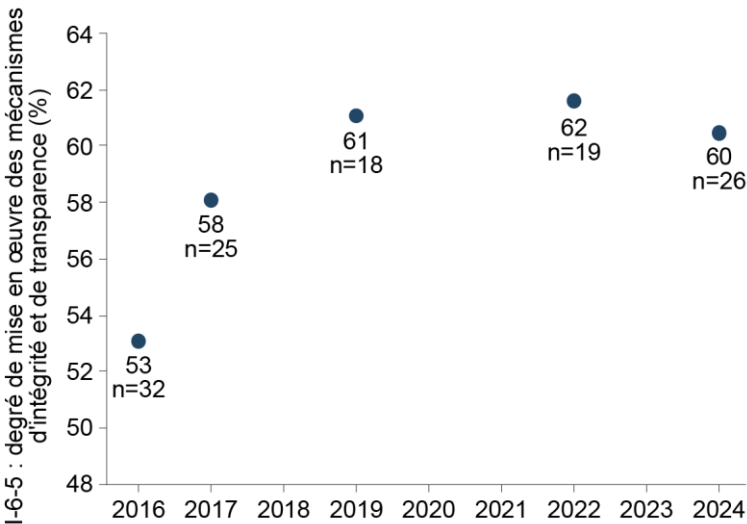


Figure 24
Progrès réalisés au titre du WASSMO 6.5 – degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence

Légende

Niveau de mise en œuvre (scores (%))	Nombre de pays	Interprétation générale	Pays
Très faible (0-10 %)	0	Aucune mesure en place	-
Faible (11-30 %)	6	Certaines mesures à court terme/ponctuelles mises en place dans le cadre de projets ou autres initiatives similaires	République du Congo, Guinée, Soudan du Sud, Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, Somalie
Moyen-faible (31-50 %)	4	Certaines mesures à long terme sont en place, mais leur mise en œuvre et/ou leur impact sont limités	Gabon, République centrafricaine, Madagascar, Soudan
Moyen-élevé (51-70 %)	6	Mesures à long terme mises en œuvre avec une couverture et un impact adéquats	Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Zambie, Botswana, Nigéria
Élevé (71-90 %)	4	Mesures à long terme mises en œuvre avec une très bonne couverture et un très bon impact	Malawi, Rwanda, Tanzanie, Zimbabwe
Très élevé (91-100 %)	6	Mesures à long terme mises en œuvre avec une couverture et un impact excellents, et régulièrement examinées et révisées	Ouganda, Égypte, Namibie, Ghana, Kenya, Niger
Informations non disponibles	29		Tous les autres pays

6.3.6 Coopération transfrontalière

Les 48 pays d'Afrique continentale partagent des eaux de surface et/ou des aquifères transfrontaliers, et 44 d'entre eux ont rendu compte avec succès de la réalisation de l'ODD 6.5.2.¹⁹

Tableau 40
Objectifs en matière de coopération transfrontalière

Objectif du sous-thème	Encourager les pays africains à mettre en place des mécanismes de coopération pour la gestion de toutes les eaux transfrontalières
Cible	T-6.4 : d'ici 2030, mettre en place des arrangements opérationnels pour la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau, couvrant 100 % des eaux transfrontalières (ODD 6.5.2)
Référence dans les engagements politiques	AWV 2025, Charm el-Cheikh. 2008, Syrte 2004, PANAFCON-1 2003, ODD-6.5
Indicateur	I-6.4 : proportion nationale de la superficie des bassins transfrontaliers faisant l'objet d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau

¹⁹ Dans le cadre du WASSMO, 28 pays ont soumis des données en 2022, et il existe des différences significatives avec les données relatives aux ODD. Par conséquent, les données relatives à l'ODD 6.5.2 ont été utilisées dans le présent rapport, et la principale source de données et d'analyse est le Rapport mondial 2024 sur les progrès réalisés au titre de l'ODD 6.5.2 : CEE-ONU, UNESCO et ONU-Eau (2024). Progrès en matière de coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau : état d'avancement à mi-parcours de l'ODD 6.5.2, avec un accent particulier sur le changement climatique – 2024.

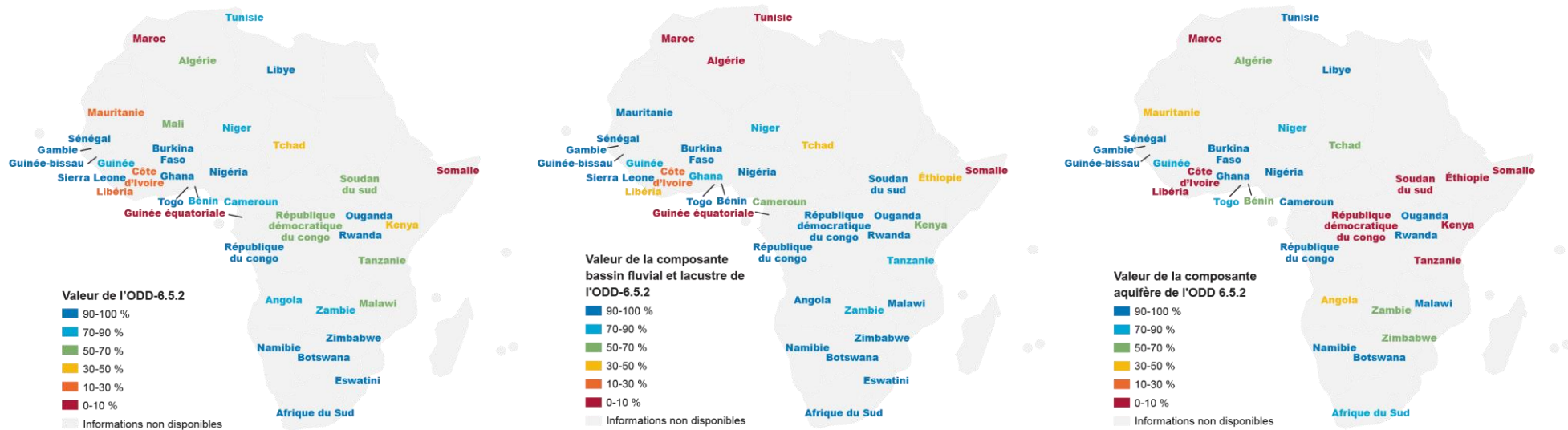


Figure 25
État d'avancement à mi-parcours de l'ODD 6.5.2

Dans le contexte mondial, les pays africains affichent des niveaux relativement élevés de couverture en matière de gestion opérationnelle, en particulier en ce qui concerne les principaux bassins fluviaux et lacustres transfrontaliers, ainsi que certains des principaux aquifères. Pour les bassins fluviaux et lacustres transfrontaliers, 22 pays (sur 60 au total dans le monde) ont 90 % ou plus de leur superficie transfrontalière couverte par des accords opérationnels, contre 19 en 2020. Le niveau relativement élevé des accords opérationnels en Afrique est lié à la longue tradition de coopération transfrontalière par le biais d'organisations de bassin, telles que l'Organisation pour la mise en valeur du bassin du fleuve Sénégal, l'Autorité du bassin du Niger, la Commission du cours d'eau de l'Okavango, la Commission du cours d'eau Orange-Senqu et la Commission du bassin du lac Tchad, ainsi qu'au travail d'organisations régionales, notamment la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).²⁰

Parmi les développements récents dans la région, on peut citer l'accord conclu en 2021 entre les plateformes locales de l'Union du fleuve Mano de Guinée, du Liberia et de Côte d'Ivoire pour la création du Comité de gestion transfrontalière des ressources en eau du bassin du fleuve Cavally. Le bassin du fleuve Mono, entre le Bénin et le Togo, est également devenu opérationnel avec la mise en place de l'Autorité du bassin du Mono en 2019, sur la base de la Convention de 2014 établissant les statuts du fleuve Mono et créant l'Autorité du bassin du Mono. De plus, dans le cas d'accords opérationnels antérieurs, de nouveaux cadres ont été adoptés afin de redynamiser et d'actualiser la coopération.

En ce qui concerne les aquifères transfrontaliers, 14 pays (sur 37 dans le monde) ont 90 % ou plus de leur territoire couvert par des accords opérationnels. Parmi les progrès récents, on peut citer l'adoption de nouveaux accords opérationnels (Gambie, Guinée-Bissau, Sénégal, Togo et Zimbabwe) et la mise à jour des données, c'est-à-dire la prise en compte des aquifères dans le champ d'application des accords sur les bassins fluviaux. Des initiatives telles que les plans d'action stratégiques régionaux de la SADC pour la GIRE se sont également révélées efficaces pour promouvoir la gestion durable des eaux souterraines. De même, des initiatives visant à attirer l'attention sur les eaux souterraines ont été mises en place dans les bassins de la Volta, du Niger et du lac Tchad, ainsi que dans le cadre des activités connexes de l'Initiative du bassin du Nil. Une évolution récente a été le protocole d'accord pour le partage des données sur les aquifères transfrontaliers entre l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie, signé en juillet 2023. En termes d'accords spécifiques aux aquifères, la déclaration ministérielle de 2021 sur le système aquifère sénégal-mauritanien et le Protocole conjoint de 2023 de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal et de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie sur le Secrétariat du système aquifère sénégal-mauritanien, représentent des avancées majeures pour le système aquifère sénégal-mauritanien, qui est désormais considéré comme couvert par les critères de l'ODD 6.5.2, et expliquent les progrès notables réalisés par les pays qui partagent cet aquifère.

6.3.7 Genre

Madagascar et le Ghana ont enregistré des améliorations en matière d'inclusion des questions de genre dans les politiques, les plans et les lois relatifs à l'eau au cours de la période 2019-2024, passant respectivement de 50 % à 100 % et de 15 % à 23 %. Quelques pays affichent une baisse des niveaux de mise en œuvre. Par exemple, la Côte d'Ivoire a enregistré une baisse de 33 % à 19 %, et la Namibie de 44 % à 33 %.

²⁰ Voir par exemple le Protocole révisé de la SADC sur les cours d'eau partagés de 2000, la Politique de la CEDEAO en matière de ressources en eau de 2008, la Convention de 2017 pour la prévention des conflits liés à la gestion des ressources en eau partagées en Afrique centrale

Tableau 41
Objectif en matière d'inclusion des genres

Objectif du sous-thème	Encourager les pays africains à prendre en compte les questions de genre dans la gouvernance de l'eau
Cible	T-6.6 : d'ici 2030, veiller à ce que les questions de genre soient prises en compte dans l'élaboration des politiques, des lois et des plans dans tous les secteurs de l'eau et de l'assainissement afin de créer l'équité et l'égalité.
Référence dans les engagements politiques	AWV 2025, Charm el-Cheikh 2008, Syrte 2004, PANAFCON-1 2003 , eThekweni 2008, Johannesburg 2009, AMCOW Genre 2014
Indicateur	I-6.6 Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération

Alors que le Tableau 41 porte sur la « prise en compte » des questions de genre dans les politiques, lois et plans liés à l'eau, l'ODD 6.5.1, question 2.2d, mesure le degré de mise en œuvre de l'intégration de la dimension de genre dans la gestion des ressources en eau.

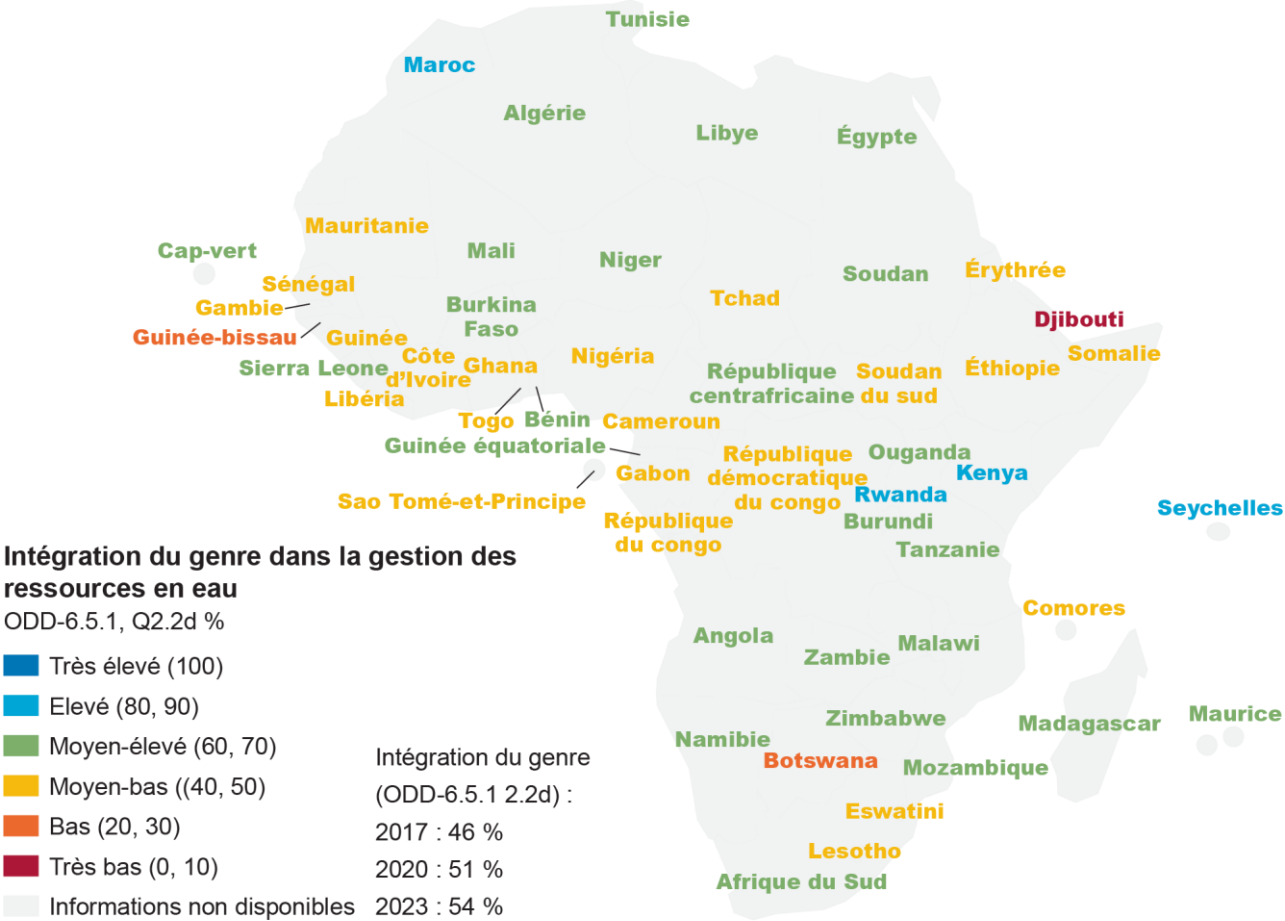


Figure 26
Progrès réalisés au titre de l'ODD 6.5.1 : 2.2d Intégration de la dimension de genre (%) 2023

Légende

Le score moyen pour cet indicateur est de 61 %.

Niveau de mise en œuvre (scores (%))	% (nombre de pays)	Pays
Très faible (0-10 %)	4 % (2)	Cameroun, Mozambique
Faible (20-30 %)	16 % (9)	Botswana, Comores, Côte d'Ivoire, Ghana, Liberia, Sénégal, Somalie, Afrique du Sud, Soudan
Moyen-faible (40-50 %)	4 % (2)	Namibie, Rwanda
Moyen-élevé (60-70 %)	4 % (2)	Tchad, Eswatini
Élevé (80-90)	5 % (3)	République centrafricaine, Kenya, Togo
Très élevé (90-100 %)	20 % (11)	Burkina Faso, Gabon, Madagascar, Malawi, Niger, Nigéria, Ouganda, République du Congo, Soudan du Sud, Tanzanie, Zimbabwe
Informations non disponibles	47 % (26)	Tous les autres pays

Légende

Niveau de mise en œuvre (scores (%))	% (nbre) de pays	Interprétation générale
Très faible (0-10 %)	2 % (1)	Pas d'intégration de la dimension de genre dans la gestion intégrée des ressources en eau (Djibouti)
Faible (20-30 %)	4 % (2)	Mécanismes d'intégration de la dimension de genre en cours d'élaboration (Botswana, Guinée-Bissau)
Moyen-faible (40-50 %)	42 % (22)	Mécanismes d'intégration de la dimension de genre existants (mais mise en œuvre, budget ou suivi limités)
Moyen-élevé (60-70 %)	45 % (24)	Objectifs d'intégration de la dimension de genre partiellement atteints (activités mises en œuvre et partiellement suivies et financées)
Élevé (80-90 %)	6 % (3)	Objectifs en matière d'intégration de la dimension de genre largement atteints (activités correctement suivies et financées) (Kenya, Maroc et Seychelles).
Très élevé (90-100 %)	2 % (1)	Objectifs en matière d'intégration de la dimension de genre systématiquement atteints et traitement efficace des questions de genre (activités et résultats examinés et révisés sur la base de mécanismes de responsabilisation pertinents) (Rwanda)

Encadré 6.5 Exemples nationaux d'intégration de la dimension de genre

Dans de nombreux pays, la dimension de genre est bien intégrée dans les politiques, les plans et les lois relatifs à l'eau.

Au Mali, par exemple, le Programme national de GIRE a été approuvé en 2019 et mis à jour en 2023. Il comprend des mesures transversales visant à favoriser la participation et l'autonomisation des femmes. De même, au Kenya, la loi sur l'eau de 2016 reconnaît les besoins et les expériences différents des femmes et des hommes en matière d'eau et recommande une participation accrue des femmes à la gouvernance de l'eau, en favorisant la parité des femmes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

Cependant, la mise en œuvre est souvent jugée insuffisante. Au Libéria, des mécanismes existent et des plans d'action intégrant l'égalité des sexes sont obligatoires pour la gestion des ressources en eau, mais le manque d'engagement concret pose problème, la mise en œuvre restant faible.

Plusieurs pays décrivent les moyens à mettre en œuvre pour stimuler la mise en œuvre. Au Burundi, des sessions de renforcement des capacités sont prévues pour sensibiliser à la question du genre dans le secteur de l'eau. Au Burkina Faso, la collecte plus systématique de données ventilées par sexe pour éclairer la planification est considérée comme la prochaine étape pour favoriser les progrès.

Source : Rapports nationaux sur l'indicateur 6.5.1 des ODD, question 2.2d, 2023. Toutes les enquêtes 6.5.1 par pays sont disponibles ici : <https://iwrmdataportal.unepdhi.org/country-reports>. Tous les scores des pays et les réponses libres sont regroupés dans un seul fichier de résultats ici : <https://iwrmdataportal.unepdhi.org/publications/results>.

6.4 Principales recommandations

1. L'AMCOW reconnaît que la mise en œuvre d'instruments de gestion pour la GIRE représente un défi particulier, le niveau moyen de mise en œuvre (47 %) étant considérablement inférieur à celui de l'environnement et des institutions favorables (56 % chacun). Pour y remédier, le secrétariat de l'AMCOW, en collaboration avec le Partenariat mondial de l'eau (GWP), la BAD, le PNUE et d'autres partenaires, devrait élaborer un programme ciblé axé sur l'amélioration de l'adoption et de l'utilisation efficace des instruments de gestion dans les États membres.
2. Les écarts entre les niveaux de mise en œuvre des différents aspects de la GIRE offrent une opportunité de partage des connaissances, de renforcement des capacités et d'apprentissage entre pairs. L'AMCOW devrait collaborer avec l'ANBO, le PNUE et d'autres organisations telles que le GWP et la CIWA afin de mettre en place une plateforme d'apprentissage entre pairs, facilitant les échanges entre les États membres sur les pratiques réussies en matière de GIRE, en mettant particulièrement l'accent sur les instruments de gestion et la coopération transfrontalière.
3. Afin d'améliorer la compréhension des pratiques efficaces en matière de GIRE, le Secrétariat de l'AMCOW devrait explorer les possibilités de collaboration avec des institutions universitaires telles que le Centre d'excellence (CoE) de l'AUDA-NEPAD, l'Institut IHE Delft pour l'éducation à l'eau, l'UNESCO-IHE et les universités africaines au niveau national afin de mener une étude approfondie sur les types spécifiques d'instruments de gestion mis en œuvre avec succès dans différents États membres. Une telle étude fournirait des informations précieuses aux États membres qui cherchent à améliorer leurs pratiques en matière de GIRE.
4. Reconnaisant l'importance de la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau, l'AMCOW devrait collaborer avec l'ANBO, les CER, la Coopération pour les eaux internationales en Afrique (CIWA), la CEE-ONU/CEA et l'UNESCO, afin d'apporter un soutien ciblé aux États membres pour établir et renforcer les accords opérationnels conclus entre les pays riverains pour le partage des ressources en eau. Cette approche pourrait inclure une assistance technique pour le renforcement des institutions, des ateliers de renforcement des capacités et des conseils sur les meilleures pratiques en matière de gestion transfrontalière de l'eau.

5. Reconnaissant qu'il existe certaines divergences entre les rapports nationaux dans le cadre du WASSMO et ceux dans le cadre des ODD, l'AMCOW devrait promouvoir l'harmonisation de la collecte, de l'analyse et de la communication des données entre les deux ensembles de données. Lorsqu'il existe des mécanismes nationaux solides de communication des données relatives aux ODD, ces résultats peuvent être utilisés dans le système WASSMO afin de faciliter l'harmonisation et de réduire la charge que représente la communication des données pour les pays.

Ces initiatives visent à relever les défis identifiés dans la mise en œuvre de la GIRE, en mettant l'accent sur les instruments de gestion et la coopération transfrontalière. En tirant parti des partenariats avec des organisations et des programmes régionaux et internationaux inclusifs, l'AMCOW cherche à améliorer le partage des connaissances, à renforcer les capacités institutionnelles nationales et à promouvoir des approches régionales afin d'aider les États membres à faire progresser leurs pratiques en matière de GIRE et à parvenir à une gestion plus efficace des ressources en eau à travers l'Afrique.

7 THÈME 7

Gestion de l'information et renforcement des capacités



7.1 Principales conclusions

1. Six États membres font état d'un niveau élevé de mise en place du système WASSMO au niveau national, avec des taux supérieurs à 80 %. Le Burkina Faso et le Sénégal font état d'une mise en place à 100 % de leurs systèmes nationaux de suivi et de rapport WASSMO. La Tanzanie fait état d'un taux de mise en place de 92 %, tandis que le Nigéria, le Ghana et la Mauritanie font état de taux respectifs de 82 %, 80 % et 80 %.
2. Le niveau de contribution des États membres au système africain de suivi et de rapport est généralement supérieur à la moyenne. L'Afrique du Sud a fait état d'un niveau de progrès très élevé avec 91,78 % des indicateurs, tandis que le Niger, le Togo, le Soudan, l'Ouganda et le Sénégal ont fait état d'un progrès supérieur à 70 %. Parmi les autres États membres qui ont déclaré des pourcentages plus faibles, on trouve l'Angola (2,74 %), la Sierra Leone (0,60 %) et les Seychelles (0,19 %).
3. Le degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau est rapporté par 11 États membres. L'Afrique du Sud affiche un niveau de mise en œuvre très élevé (97 %), tandis que le Burkina Faso a fait état d'un faible niveau de mise en œuvre, inférieur à 20 %. Un niveau de mise en œuvre très faible (inférieur à 10 %) est indiqué dans les neuf autres États membres.

THÈME 7

Gestion de l'information et renforcement des capacités

6

États membres indiquant
≥ 80 % de mise en
place du système
WASSMO



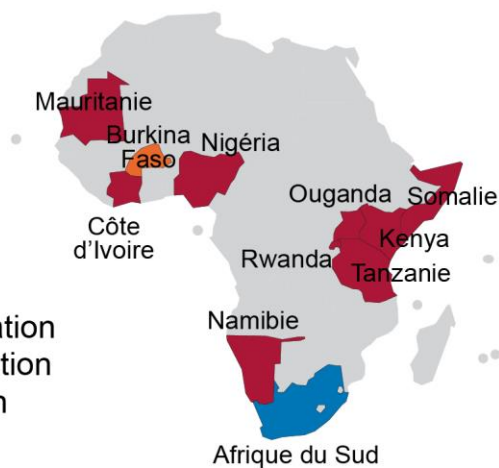
Niveau de contribution
supérieur à la moyenne
au système africain de
suivi et de reporting



97 %

de mise en œuvre de l'éducation
et de la recherche sur la gestion
des ressources en eau en

Afrique du Sud



**Mise en œuvre
faible et très faible**
indiqué dans d'autres
États membres déclarants

7.2 Un engagement à améliorer la gestion rationnelle de l'eau en Afrique

Plusieurs engagements liés à la gestion de l'information et au renforcement des capacités font l'objet d'un suivi dans le cadre de diverses initiatives africaines :

1. Vision africaine de l'eau 2025 :

- Développer et mettre en œuvre des systèmes complets de surveillance et d'évaluation de l'eau au niveau national d'ici 2025.
- Renforcer les capacités humaines et institutionnelles dans le secteur de l'eau dans tous les États membres d'ici 2025.

2. Déclaration de Thekwini 2008 :

- Établir des allocations budgétaires spécifiques du secteur public pour les programmes d'assainissement et d'hygiène, y compris un volet consacré à l'éducation et à la recherche.
- Développer et mettre en œuvre des informations, des systèmes et des outils de surveillance en matière d'assainissement et d'hygiène d'ici 2025.

3. Déclaration de Ngor sur l'assainissement et l'hygiène 2015 :

- Mettre en place d'ici 2020 des systèmes de suivi, de rapport, d'évaluation, d'apprentissage et d'examen dirigés par les gouvernements.
- Renforcer et consolider en permanence les capacités de mise en œuvre des mesures d'assainissement et d'hygiène.
- Allouer au moins 5 % du financement du secteur de l'eau et de l'assainissement au soutien des activités d'éducation et de recherche d'ici 2030.

7.2.1 Cadre d'indicateurs pour le suivi des engagements des États membres

Le cadre d'indicateurs permettant de suivre les engagements comprend des sous-thèmes relatifs à la gestion de l'information et au renforcement des capacités. Dans le cadre du sous-thème de la gestion de l'information, l'objectif est de mettre en place d'ici 2025 un système africain efficace de suivi et de rapport incluant tous les pays. Cet objectif évalue deux indicateurs : le degré de mise en place d'un système national de suivi et de rapport pour le WASSMO et le pourcentage du système africain de suivi et de rapport rapporté par pays. Les Figure 27 et Figure 28 donnent un aperçu des progrès réalisés dans la mise en place de systèmes de suivi et de reporting WASSMO à l'échelle infranationale, à l'échelle des bassins et à l'échelle continentale à travers l'Afrique. Les données montrent des niveaux de progrès variables dans la mise en place des systèmes de suivi, soulignant les opportunités de partage des connaissances et de renforcement des capacités entre les États membres.

Degré de mise en place des systèmes nationaux de suivi et de notification pour le WASSMO

Les États membres africains affichent des niveaux de progrès variables dans la mise en place de leurs systèmes nationaux de suivi et de notification WASSMO. Le Burkina Faso et le Sénégal ont déclaré avoir mis en place 100 % de leurs systèmes de suivi et de notification, tandis que la Tanzanie a déclaré un taux de 92 %. Le Nigéria, le Ghana, la Mauritanie et le Kenya ont déclaré des taux de mise en œuvre de 82 %, 80 %, 80 % et 76 % respectivement, ce qui témoigne d'un niveau élevé de mise en place du système WASSMO à l'échelle nationale.

Plusieurs États membres ont fait état de taux de mise en œuvre moyens à élevés, compris entre 50 % et 70 %, notamment l'Égypte (59,4 %), le Zimbabwe (56,8 %), le Malawi (54 %) et le Rwanda (62,4 %). D'autres États membres font état de niveaux de mise en œuvre inférieurs à 50 %, comme le Botswana (44 %), la Namibie (20,4 %) et l'Ouganda (11,8 %).

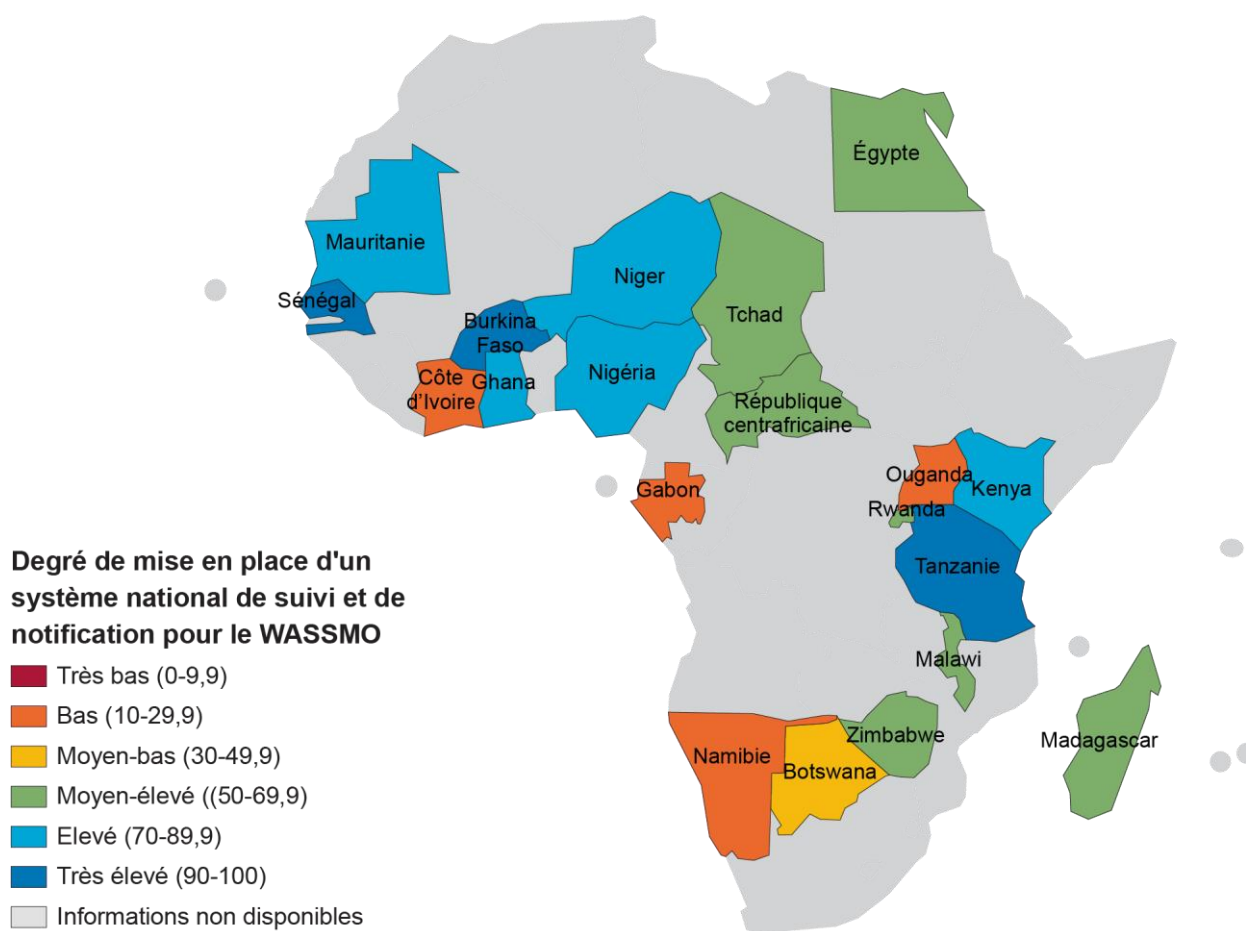


Figure 27

Progrès accomplis dans la mise en place d'un système national de suivi et de notification pour le WASSMO

Progrès réalisés par les pays dans le cadre du système africain de suivi et de rapport

Le niveau de contribution des États membres au système africain de suivi et de rapport est généralement supérieur à la moyenne. L'Afrique du Sud a déclaré 91,78 % des indicateurs, tandis que le Niger en a déclaré 87,67 %. Le Togo, le Soudan, l'Ouganda et le Sénégal ont déclaré respectivement 78,08 %, 76,71 %, 73,97 % et 73,97 %.

Sept États membres ont déclaré des niveaux de progrès compris entre 50 % et 70 %, notamment le Malawi (65,75 %), la Mauritanie (64,38 %), l'Égypte (63,01 %) et le Cameroun (61,64 %). D'autres États membres ont déclaré des pourcentages inférieurs à 50 %, tels que le Zimbabwe (49,32 %), le Ghana (46,58 %) et le Soudan du Sud (42,47 %), ce qui indique des niveaux de progrès moyens à faibles.

D'autres États membres ont déclaré des pourcentages encore plus faibles, notamment l'Angola (2,74 %), la Sierra Leone (0,60 %) et les Seychelles (0,19 %).

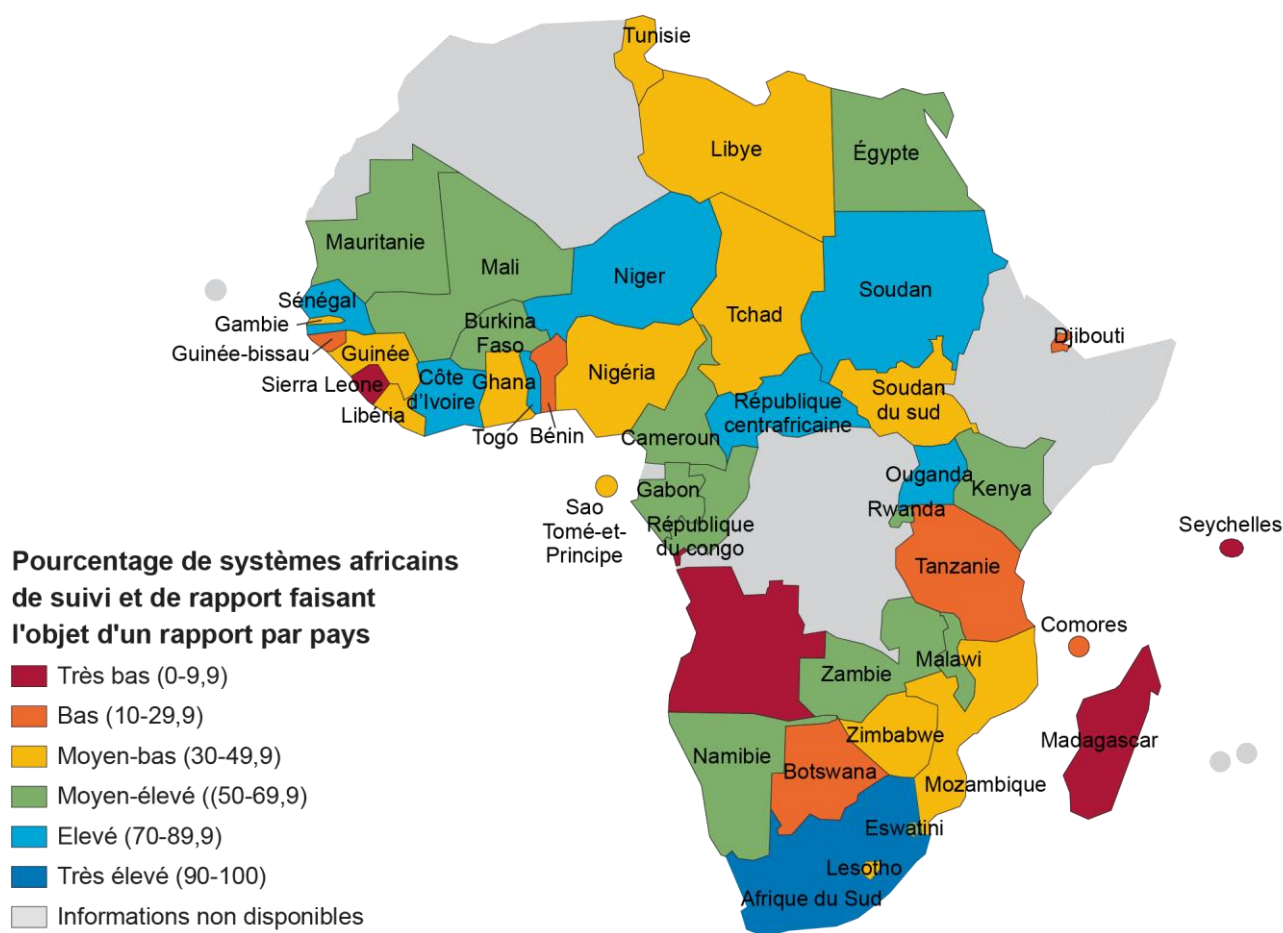


Figure 28
Progrès en pourcentage des systèmes africains de suivi et de rapport par pays

7.2.2 Mise en œuvre de programmes d'éducation et de recherche sur la gestion des ressources en eau

L'objectif est de mettre en place d'ici 2030 des programmes continus et efficaces de renforcement des capacités en matière de gestion et de développement des ressources en eau. Les progrès réalisés par les États membres à cet égard sont illustrés dans la Figure 29.

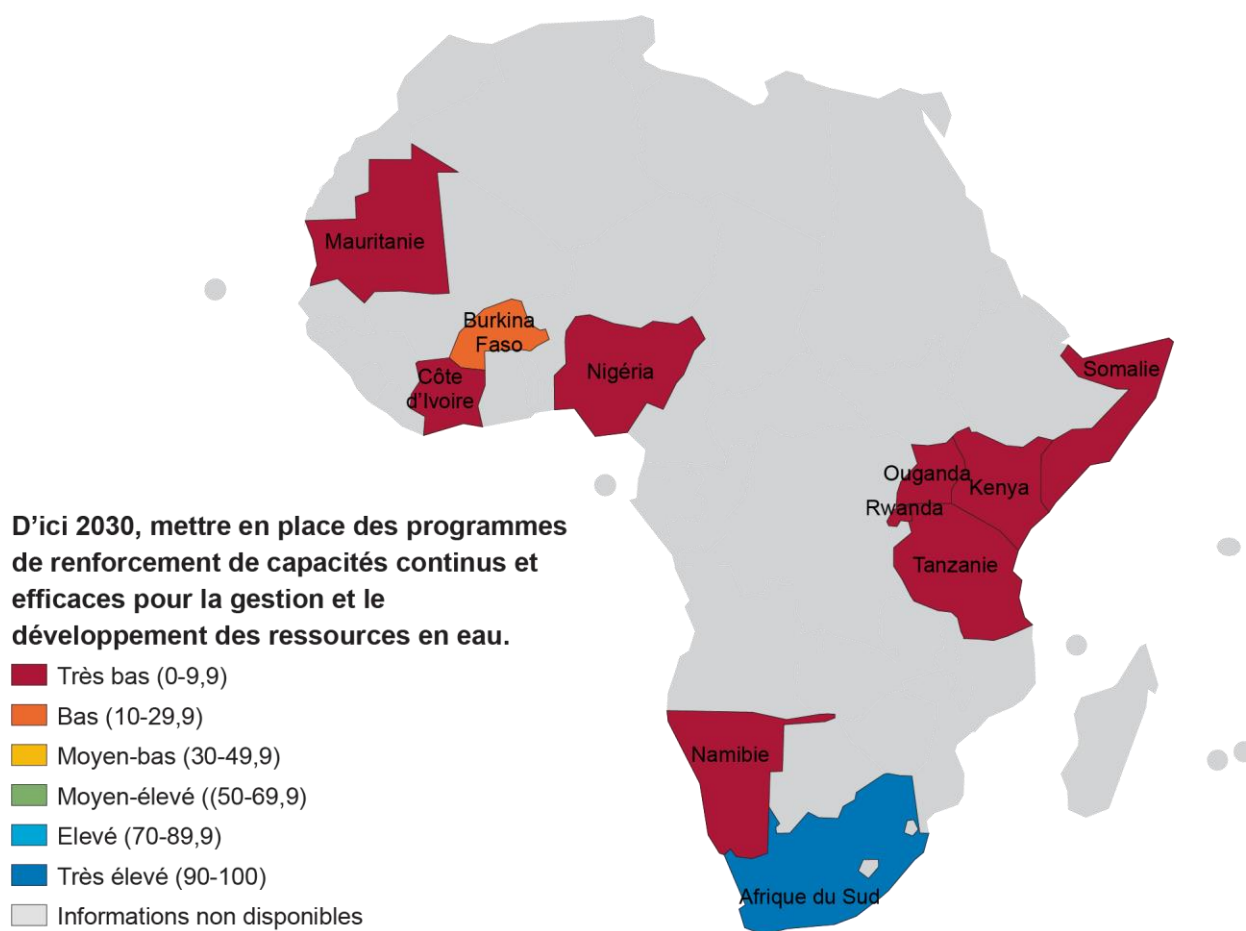


Figure 29
Progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux

Légende

Progrès	Fourchette	Interprétation
Informations non consultées		
Très faible	0–9,9	Non inclus dans l'éducation/la recherche
Faible	10-29,9	Occasionnellement inclus, mais limité à des activités ponctuelles à court terme
Moyen-faible	30-49,9	Certaines initiatives à long terme sont mises en œuvre, mais leur couverture géographique et leur éventail de thèmes sont limités.
Moyen-élevé	50-69,9	Des initiatives à long terme sont mises en œuvre, et la couverture géographique et l'éventail des thèmes abordés sont adéquats.
Élevé	70-89,9	Les initiatives ont des résultats efficaces, et la couverture géographique et l'éventail des thèmes abordés sont très bons.
Très élevé	90-100	Les résultats sont très efficaces, et la couverture géographique et la gamme des thèmes sont excellentes.

Parmi les États membres qui ont rendu compte (11), le degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau par rapport à l'objectif est faible et très faible, à l'exception de l'Afrique du Sud, qui affiche un niveau de mise en œuvre de 97 %. Pour les 35 autres États membres, les informations n'ont pas été communiquées, ce qui n'a pas permis de procéder à l'évaluation. Le nombre limité de pays ayant rendu compte empêche d'avoir une vue d'ensemble complète à l'échelle du continent.

7.3 Principales recommandations

1. Si certains États membres ont réalisé des progrès significatifs dans la mise en place de systèmes de surveillance à l'échelle nationale et continentale, il existe toutefois des disparités considérables. L'AMCOW facilitera les programmes d'échange de connaissances, permettant ainsi aux États membres dotés de systèmes bien développés de partager leurs expériences et leurs meilleures pratiques. Une option pour faciliter cela pourrait être d'ouvrir les programmes de renforcement des capacités existants au personnel chargé de la gestion de l'eau des pays voisins afin de réaliser des économies d'échelle et de promouvoir des normes communes.
2. D'une manière générale, la mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau en est à un stade très précoce. La collaboration de l'AMCOW avec les parties prenantes contribuera à faciliter l'élaboration de cadres politiques et de mise en œuvre pour les activités de renforcement des capacités afin d'intégrer les questions relatives à l'eau dans les programmes éducatifs au sein des pays et entre les pays au niveau des CER.



SECTION 2

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

8.1 Conclusion

Le rapport annuel 2024 de la Commission sur la mise en œuvre de la déclaration de l'Assemblée de juillet 2008 sur les engagements de Charm el-Cheikh pour accélérer la réalisation des objectifs en matière d'eau et d'assainissement en Afrique (Décision de l'Assemblée/AU/Decl.1 (XI)) reflète les efforts continus des États membres pour faire progresser les priorités en matière d'eau et d'assainissement à travers l'Afrique. Alors que nous approchons de la conclusion de l'AWV2025, l'analyse de la situation offre une occasion propice pour reconnaître les progrès accomplis, tout en identifiant les domaines dans lesquels la région n'a pas atteint les objectifs fixés pour l'orientation politique dans le cadre post-2025. L'engagement collectif à atteindre les objectifs de la Vision africaine de l'eau, de la Déclaration de Ngor et des ODD est évident. Néanmoins, ce rapport met également en évidence le contexte complexe dans lequel évoluent de nombreux pays.

8.1.1 Assainissement et hygiène

La mise en place d'un accès universel à des services d'assainissement gérés de manière sûre progresse à des rythmes différents à travers le continent. Si des progrès encourageants ont été réalisés dans certaines régions, des efforts soutenus sont nécessaires pour combler les lacunes en matière d'assainissement et d'hygiène. La défécation en plein air et l'accès à des installations pour se laver les mains restent des problèmes importants qui nécessitent une attention continue dans le cadre post-2025.

8.1.2 Défis de financement

Le financement reste un domaine d'action crucial alors que les États membres s'efforcent de trouver des solutions durables en matière d'eau et d'assainissement. De nombreux pays ont déployé des efforts considérables pour allouer des ressources nationales au secteur WASH. Cependant, des difficultés persistent pour atteindre les objectifs financiers nécessaires à la réalisation des objectifs collectifs. Il est essentiel de placer la valeur de l'eau au plus haut niveau dans le cadre post-2025 afin de mobiliser les ressources nationales de manière ciblée, tout en poursuivant la collaboration avec les partenaires de développement dont les engagements sont importants. En outre, la participation du secteur privé sera essentielle pour combler ces lacunes et garantir la viabilité à long terme des progrès en matière de financement du secteur.

8.1.3 Stress hydrique et efficacité de l'utilisation de l'eau

Le stress hydrique reste une préoccupation majeure dans certaines régions, principalement celles où les ressources en eau sont sous pression. Par exemple, des pays comme l'Égypte et la Tunisie ont déployé des efforts notables pour gérer la pénurie d'eau. Dans le même temps, l'efficacité de l'utilisation de l'eau reste un domaine où de nouvelles améliorations peuvent renforcer la durabilité des ressources en eau, principalement parce que les pays cherchent à répondre à des demandes croissantes dans de multiples secteurs.

8.1.4 Lacunes dans les données et difficultés en matière de reporting

La disponibilité et la fiabilité des données sont essentielles pour prendre des décisions éclairées et suivre les progrès accomplis. Si de nombreux États membres ont fourni des informations précieuses, des lacunes persistent dans de nombreux domaines, ce qui limite la capacité d'évaluer pleinement les progrès réalisés pour tous les indicateurs. Ces lacunes soulignent l'importance des efforts continus de renforcement des

CONCLUSIONS

SUR QUOI FAUT-IL SE CONCENTRER DANS LE CADRE DE L'APRES-2025 ?

Les États membres d'AMCOW sont déterminés à atteindre les objectifs de la Vision africaine de l'eau, de la Déclaration de Ngor et des ODD. Cependant, de nombreux pays peinent encore à atteindre leurs objectifs en matière d'eau et d'assainissement. **Le rapport annuel 2024 est l'occasion de saluer les progrès accomplis et de reconnaître les lacunes de la région.**



Assainissement et hygiène

L'accès universel à des services d'assainissement gérés de manière sûre progresse à des rythmes différents. Des efforts soutenus sont nécessaires pour combler les lacunes. **La défécation en plein air et l'accès à des installations pour se laver les mains doivent continuer à faire l'objet d'une attention particulière** dans le cadre post-2025.



Déficits de financement

a valeur de l'eau doit figurer au plus haut niveau dans le cadre post-2025 pour une mobilisation ciblée des ressources nationales, en collaboration avec les partenaires au développement. Il sera essentiel de mobiliser le secteur privé pour combler les déficits de financement afin d'assurer la viabilité à long terme du secteur.



Stress hydrique et efficacité de l'utilisation de l'eau

Dans certaines régions, les ressources en eau sont sous pression. **L'efficacité de l'utilisation de l'eau est un domaine où des améliorations supplémentaires peuvent renforcer la durabilité des ressources en eau**, alors que les pays cherchent à répondre à la demande croissante dans de multiples secteurs.



Lacunes en matière de données et difficultés liées à la communication d'informations

Des lacunes persistent dans de nombreux domaines, ce qui limite la capacité d'évaluer les progrès réalisés pour tous les indicateurs. **Des efforts continus de renforcement des capacités institutionnelles sont nécessaires pour consolider les systèmes de données et garantir l'exhaustivité des rapports.**

8.2 Recommandations

Alors que nous nous dirigeons vers la Vision et la politique africaines de l'eau pour l'après-2025, guidés par le leadership de l'Union africaine et soutenus par le Secrétariat de l'AMCOW, il est important de mettre l'accent sur une approche collaborative pour relever les défis et saisir les opportunités qui se présentent au secteur de l'eau et de l'assainissement.

8.2.1 Renforcer les engagements financiers, la mobilisation des ressources nationales et les partenariats

Un financement national durable est essentiel pour atteindre les objectifs en matière d'eau et d'assainissement. Le Secrétariat de l'AMCOW, en partenariat avec les acteurs du développement, aidera les États membres à explorer des mécanismes de financement nationaux innovants, tels que les partenariats public-privé, parallèlement aux allocations budgétaires nationales.

La collaboration avec les partenaires de développement sera essentielle pour mobiliser les ressources nécessaires afin d'accélérer les progrès vers la réalisation de l'ODD 6 dans le cadre de la Vision et de la politique africaines pour l'eau après 2025.

8.2.2 Surveiller et optimiser les dépenses

Il est important de renforcer les systèmes de suivi des dépenses consacrées aux ressources en eau et à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) afin de garantir une utilisation plus efficace des ressources et l'adéquation des investissements avec les priorités nationales. En optimisant l'utilisation des ressources disponibles, les États membres peuvent maximiser l'impact de leurs investissements dans le développement, la gestion et l'utilisation des ressources en eau ainsi que dans l'assainissement.

8.2.3 Renforcement des systèmes de données et de reporting

L'amélioration des capacités de collecte de données et de reporting à travers le continent favorisera la prise de décisions éclairées et l'élaboration de politiques. Le Secrétariat de l'AMCOW et ses partenaires continueront à fournir des programmes de renforcement des capacités et une assistance technique aux États membres afin de mettre en place des systèmes de données robustes et fiables pouvant orienter les futures orientations politiques. La collaboration, dans le cadre d'initiatives de l'UA telles que GMES et Africa (utilisant des informations satellitaires), le CAADP et d'autres programmes de surveillance environnementale, favorisera les synergies dans l'utilisation des ressources et renforcera les capacités au niveau national.

8.2.4 Promouvoir l'utilisation efficace de l'eau et la gestion des ressources

Il est essentiel d'accroître l'efficacité de l'utilisation de l'eau, car les ressources en eau sont soumises à des pressions croissantes. Le Secrétariat de l'AMCOW et ses partenaires aideront les États membres à adopter les meilleures pratiques en matière de gestion et de conservation de l'eau, en particulier dans l'agriculture, l'industrie et les zones urbaines. Ces efforts contribueront à atténuer le stress hydrique actuel et à assurer la durabilité à long terme.

8.2.5 Améliorer le traitement et la gestion des eaux usées

La gestion des eaux usées est essentielle pour protéger la santé publique et l'environnement. Les partenaires de développement, par l'intermédiaire du Secrétariat de l'AMCOW, aideront les États membres à donner la priorité à l'élaboration et à la mise en œuvre de systèmes efficaces de traitement des eaux usées, avec le soutien de programmes de renforcement des capacités et de partenariats avec des organisations telles que l'OMS et ONU-Habitat.

8.2.6 Améliorer l'accès équitable à l'eau et à l'assainissement

La lutte contre les disparités dans l'accès aux services d'eau et d'assainissement reste une priorité. Les États membres sont encouragés à poursuivre leurs efforts pour veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte, en mettant l'accent sur les communautés rurales et marginalisées. En promouvant des politiques inclusives qui tiennent compte des besoins des populations vulnérables et des femmes, les États membres peuvent garantir des progrès équitables dans les services d'eau et d'assainissement pour tous.

RECOMMANDATIONS

Mettre l'accent sur une approche collaborative pour relever les défis et saisir les opportunités du secteur de l'eau et de l'assainissement.



Renforcer les engagements financiers, la mobilisation des ressources nationales et les partenariats

Aider les États membres à explorer **des mécanismes de financement nationaux innovants**, tels que les partenariats public-privé, parallèlement aux allocations budgétaires nationales. Collaborer avec les partenaires de développement afin de mobiliser les ressources nécessaires pour accélérer les progrès.



Surveiller et optimiser les dépenses

Renforcer les systèmes de suivi des dépenses liées aux ressources en eau et à l'EAH (Eau, Assainissement et Hygiène) afin de **garantir une utilisation plus efficace des ressources, d'aligner les investissements sur les priorités nationales** et de maximiser l'impact des investissements dans le développement, la gestion, l'utilisation et l'assainissement des ressources en eau.



Renforcer les systèmes de données et de reporting

Poursuivre les programmes de renforcement des capacités et l'assistance technique afin de **mettre en place des systèmes de données robustes et fiables**. Promouvoir les synergies dans l'utilisation des ressources et renforcer les capacités en collaborant avec des initiatives telles que la Surveillance mondiale pour l'environnement et la sécurité et l'Afrique (à l'aide d'informations satellitaires), le Programme global de développement de l'agriculture africaine et d'autres programmes de surveillance environnementale.



Promouvoir l'efficacité de l'utilisation de l'eau et la gestion des ressources

Adopter les meilleures pratiques en matière de gestion et de conservation de l'eau, en particulier dans l'agriculture, l'industrie et les zones urbaines, afin de contribuer à **atténuer le stress hydrique et à assurer la durabilité à long terme**.



Améliorer l'accès équitable à l'eau et à l'assainissement

Poursuivre les efforts visant à garantir que personne ne soit laissé pour compte, en mettant l'accent sur les communautés rurales et marginalisées. En promouvant des politiques inclusives qui tiennent compte des besoins des populations vulnérables et des femmes, les États membres peuvent **garantir des progrès équitables en matière de services d'eau et d'assainissement pour tous**.



Améliorer le traitement et la gestion des eaux usées

Donner la priorité à **l'élaboration et à la mise en œuvre de systèmes efficaces de traitement des eaux usées**, soutenus par des programmes de renforcement des capacités et des partenariats avec des organisations telles que l'OMS et ONU-Habitat.

8.3 Prochaines étapes

Alors que nous nous dirigeons vers la Vision et la politique africaines de l'eau pour l'après-2025, il est essentiel d'élaborer une feuille de route claire afin d'assurer la continuité et la cohérence. Conformément à l'approche collaborative préconisée par l'Union africaine et soutenue par le Secrétariat de l'AMCOW, les prochaines étapes suivantes sont proposées :

1. Formulation de la Vision et de la politique africaines de l'eau après 2025 : les efforts seront intensifiés afin de mobiliser une large participation des États membres à la formulation de la Vision et politique africaines de l'eau après 2025. La CUA, en collaboration avec l'AMCOW, travaillera en étroite collaboration avec les États membres, les CER, les organisations de bassins fluviaux et lacustres, les instituts de recherche et les partenaires internationaux afin de garantir que la nouvelle vision et la nouvelle politique permettent d'atteindre l'objectif consistant à fournir un cadre stratégique pour une résilience climatique inclusive et la sécurité de l'eau sur le continent au-delà de 2025.
2. Poursuite des efforts de plaidoyer en faveur d'un financement accru : l'AMCOW, en collaboration avec l'UA, continuera à plaider en faveur d'une augmentation des allocations budgétaires nationales au secteur WASH et à explorer des mécanismes de financement innovants. L'accent sera mis sur la valorisation de l'eau au plus haut niveau afin de mobiliser les ressources des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux pour soutenir des investissements durables à long terme dans l'eau et l'assainissement. Le rôle de la Facilité africaine de l'eau, gérée par l'AMCOW au sein de la BAD, sera crucial dans ce plaidoyer.
3. Renforcement des systèmes de reporting et de données : l'une des principales priorités sera d'améliorer le système WASSMO afin de garantir une collecte de données complète et rapide, des analyses standardisées et des rapports dans tous les États membres. Cette approche inclura le renforcement des capacités de gestion des données et de reporting au niveau infranational. L'objectif est de garantir que le cadre technique d'action pour la Vision et politique africaines de l'eau après 2025 s'appuie sur des données solides, précises et complètes.
4. Améliorer la collecte de données grâce à des technologies de pointe : poursuivre la collaboration avec des instituts de recherche tels que l'Institut international de gestion de l'eau (IWMI) et l'Agence nationale de recherche et de développement spatiaux (NASRDA), ainsi qu'avec GMES et Africa de la CUA, afin d'aider les États membres à collecter des données WASSMO, en particulier pour le thème 3 : Infrastructures hydrauliques pour la croissance et le thème 4 : Gestion et protection des ressources en eau. Cette approche tirera parti de la télédétection, de l'imagerie satellite et des techniques de modélisation pour relever les défis auxquels sont confrontés les États membres en matière de collecte de données. L'utilisation de ces technologies de pointe offre plusieurs avantages :
 - a. efficacité accrue dans la collecte de données, réduisant le temps et les ressources nécessaires
 - b. couverture spatiale et temporelle améliorée, offrant des informations plus complètes
 - c. capacité à surveiller les zones difficiles d'accès ou les régions disposant d'infrastructures terrestres limitées
 - d. données cohérentes et comparables entre différentes régions et périodes.

Afin de garantir la pertinence et l'exactitude des données, l'AMCOW facilitera un processus de validation avec les États membres. En outre, l'AMCOW, en collaboration avec GMES et Africa, l'IWMI, la NASRDA et d'autres organismes, renforcera la capacité des États membres à utiliser et à interpréter les données satellitaires et les informations issues de la télédétection. Cela permettra aux États membres d'utiliser efficacement ces méthodes avancées de collecte de données et de les intégrer dans leurs stratégies de gestion des ressources en eau.

5. **Mise en place de plateformes nationales de coordination** : s'appuyant sur les progrès déjà réalisés, l'AMCOW continuera à soutenir la création et la mise en place de plateformes nationales de coordination dans les États membres. Ces plateformes serviront de mécanismes clés pour renforcer la collaboration intersectorielle, garantir la qualité des données et faciliter la mise en œuvre d'initiatives dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. L'objectif est de disposer de plateformes nationales de coordination pleinement opérationnelles dans au moins 20 États membres d'ici 2026, afin de jeter les bases d'un renforcement de l'élaboration et de la coordination des politiques sectorielles.
6. **Faciliter le dialogue à plusieurs niveaux et l'apprentissage entre pairs** : l'AMCOW facilitera un processus de dialogue à plusieurs niveaux visant à améliorer l'apprentissage entre pairs parmi les États membres. Des programmes de liaison inversée permettront aux pays qui ont réalisé des progrès

significatifs de partager leurs expériences et leurs meilleures pratiques avec ceux qui sont confrontés à des défis. Cet apprentissage par l'expérience permettra non seulement de renforcer les capacités, mais aussi de contribuer à l'élaboration de solutions adaptées au contexte pour les questions liées à l'eau et à l'assainissement sur tout le continent.

7. Intégrer la résilience climatique dans la gestion des ressources en eau :

Compte tenu de l'impact croissant du changement climatique sur les ressources en eau, il est essentiel d'intégrer la résilience climatique dans les stratégies de gestion des ressources en eau. Le secrétariat de l'AMCOW et ses partenaires aideront les États membres à intégrer des mesures d'adaptation au changement climatique dans la planification de l'eau et de l'assainissement, en mettant l'accent sur la construction d'infrastructures résilientes à la variabilité climatique et aux phénomènes météorologiques extrêmes. Ceci contribuera à garantir la sécurité hydrique face aux défis climatiques en constante évolution. L'AMCOW apportera également un soutien technique et politique aux États membres pour leur permettre d'accéder aux ressources financières du Fonds mondial pour le climat. L'AMCOW devrait faciliter l'apprentissage entre pairs avec les pays qui ont déjà obtenu l'accès à ces fonds et qui peuvent servir de modèles.

Grâce à cette feuille de route, nous pouvons nous appuyer sur les progrès réalisés et veiller à ce que la Vision et la politique africaines de l'eau après 2025 répondent aux défis en constante évolution auxquels sont confrontées les ressources en eau du continent. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'orientation politique de l'UA et de l'AMCOW visant à réaliser l'objectif de fournir un cadre stratégique pour une résilience climatique inclusive et la sécurité de l'approvisionnement en eau sur le continent au-delà de 2025 dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'UA.

PROCHAINES ÉTAPES



Formuler la Vision et la politique africaines de l'eau pour l'après-2025

Renforcer les efforts visant à mobiliser la participation des États membres à la formulation de la Vision et de la politique africaines de l'eau après 2025 afin de fournir un cadre stratégique pour une résilience climatique inclusive et la sécurité de l'approvisionnement en eau au-delà de 2025.



Plaidoyer en faveur d'un financement accru

Plaider en faveur d'une augmentation des allocations budgétaires nationales au secteur WASH et explorer des mécanismes de financement innovants, en accordant la plus grande importance à l'eau afin de mobiliser les ressources des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux pour des investissements durables à long terme dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.



Renforcer les systèmes de reporting et de données

Améliorer le système WASSMO pour une collecte de données exhaustive et opportune, des analyses standardisées et un compte rendu dans tous les États membres. Renforcer les capacités de gestion des données et de reporting au niveau infranational afin que la Vision et la politique africaines de l'eau après 2025 s'appuient sur des données solides, précises et complètes.



Améliorer la collecte de données grâce à des technologies de pointe

Poursuivre la collaboration avec les instituts de recherche afin de tirer parti de la télédétection, de l'imagerie satellite et des techniques de modélisation pour relever les défis liés à la collecte de données auxquels sont confrontés les États membres. L'AMCOW facilitera un processus de validation avec les États membres et renforcera les capacités en matière d'utilisation et d'interprétation des données satellitaires et des informations issues de la télédétection.



Rendre opérationnelles les plateformes de coordination nationales

Soutenir la mise en place et l'opérationnalisation de plateformes nationales de coordination afin de renforcer la collaboration intersectorielle, de garantir la qualité des données et de mettre en œuvre des initiatives dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, jetant ainsi les bases d'un renforcement de l'élaboration et de la coordination des politiques sectorielles.



Faciliter le dialogue à plusieurs niveaux et l'apprentissage entre pairs

Les programmes de liaison inversée permettront aux pays qui ont fait des progrès significatifs de partager leurs expériences et meilleures pratiques avec ceux qui rencontrent des difficultés. Cet apprentissage par l'expérience renforcera les capacités et contribuera à l'élaboration de solutions adaptées au contexte pour les questions liées à l'eau et à l'assainissement.



Intégrer la résilience climatique dans la gestion des ressources en eau

Intégrer des mesures d'adaptation au changement climatique dans la planification de l'eau et de l'assainissement, en mettant l'accent sur les infrastructures résilientes à la variabilité climatique et aux phénomènes météorologiques extrêmes. Cela contribuera à préserver la sécurité de l'approvisionnement en eau face à l'évolution des défis climatiques. Apporter un soutien technique et politique aux États membres pour leur permettre d'accéder aux ressources financières du Fonds mondial pour le climat et faciliter l'apprentissage entre pairs avec les pays qui ont déjà accès à ces fonds.

9 Annexes



Annexe 1 : Note technique sur le modèle

Note technique

Cette note technique détaille les procédures et techniques d'estimation utilisées pour suivre les progrès des États membres dans la réalisation des objectifs fixés dans les déclarations de Charm el-Cheikh, la Vision africaine de l'eau 2025, les objectifs de développement durable (ODD) et les déclarations de Ngor. Elle présente également les règles de classification. L'approche suit les conclusions de l'étude conjointe du PNUD, de la CESAP et de la BAD ²¹.

Le modèle ou l'approche est conçu pour estimer l'année réelle au cours de laquelle un État membre devrait atteindre un niveau cible pour un indicateur si la croissance se poursuit. Il est simple à utiliser et à interpréter, car les données utilisées dans le modèle ne sont pas normalisées, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas transformées ou mises à l'échelle dans une certaine fourchette.

Les objectifs de la plupart des indicateurs des ODD et des déclarations de Ngor sont exprimés par ordre croissant ou décroissant, ou ne comportent pas d'objectif explicite. Le modèle fournit une approche appropriée pour chacun de ces objectifs.

Vous trouverez ci-dessous les procédures ou modèles d'estimation permettant d'estimer l'année d'atteinte d'un objectif pour un indicateur exprimé de manière croissante ou décroissante. Lorsqu'un indicateur n'a pas d'objectif explicite, une règle de classification est également expliquée.

Modèle d'estimation pour atteindre un objectif pour les indicateurs décroissants :

Notre objectif est de calculer t^* , qui est exprimé dans la formule suivante

$$t^* = t_{Lst} + \{ \text{LOG}(Y^*/Y_{Lst}) \} / \{ \text{LOG}(1+r_{\text{-bar}}) \}$$

Où

t^* est l'année à laquelle un pays atteindra son objectif (Vision africaine de l'eau 2025 (AWV2025), ODD, AfricaSan Ngor, etc.) si la tendance se poursuit

t_{Lst} est la dernière année pour laquelle des données sont disponibles

Y^* est la valeur cible de l'indicateur

$$t^* = t_{Lst} + \{ Y^* - Y_{Lst} \} / q_{\text{-bar}} \quad Y_{Lst} \text{ est la dernière valeur disponible}$$

$r_{\text{-bar}}$ est le taux de croissance moyen entre la première (t_{Fst}) et la dernière (t_{Lst}) année pour laquelle des données sont disponibles, et est donné par

$$r_{\text{-bar}} = [Y_{Lst} / Y_{Fst}]^{(1/t_{Lst} - t_{Fst})} - 1$$

où

Y_{Fst} est la première valeur disponible

t_{Fst} est la première année pour laquelle des données sont disponibles

²¹ Programme des Nations unies pour le développement, Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique et Banque asiatique de développement. 2007. *Les objectifs du Millénaire pour le développement : progrès réalisés en Asie et dans le Pacifique en 2007*. Bangkok et Manille. <https://www.unescap.org/resources/asia-pacific-regional-mdg-report-2007-mdg-progress-asia-and-pacific>

Modèle d'estimation pour atteindre un objectif d'augmentation des indicateurs :

Dans ce modèle, notre intérêt est de calculer t^* exprimé comme suit :

où

$$q\text{-bar} = \{Y_{Lst} - Y_{Fst}\} / \{t_{Lst} - t_{Fst}\}$$

qui correspond à l'augmentation moyenne unitaire par période entre t_{Fst} et t_{Lst}

t^* est l'année à laquelle un pays atteindra son objectif (AWV2025, ODD, AfricaSan Ngor, etc.) si la tendance se poursuit

t_{Lst} est la dernière année pour laquelle des données sont disponibles

Y^* est la valeur cible de l'indicateur

Y_{Lst} est la dernière valeur disponible

Sur la base de t^* calculé à partir de la formule ci-dessus, la règle de classification suivante est appliquée.

Lorsqu'un indicateur a un objectif explicite, la règle de classification suivante est appliquée :

Classification	Condition
Réalisation précoce : objectif déjà atteint pour l'indicateur Ngor 2025 ou l'indicateur SDG2030	$t^* < t_{Lst}$
Dans les délais : devrait atteindre l'objectif fixé pour l'indicateur Ngor 2025 ou l'indicateur ODD 2030	$t_{Lst} < t^* < 2025$ (AWV) ou 2030 (ODD)
En retard : devrait atteindre l'objectif, mais après 2025 pour l'indicateur Ngor ou l'indicateur ODD2030	2025 (AWV) ou 2030 (ODD) $< t^*$

Si un indicateur ne comporte pas d'objectif explicite, la règle de classification suivante s'applique :

Classification	Condition
Réalisation précoce : objectif AWV25 ou les indicateurs ODD2030	Indicateurs évoluant dans la <i>bonne direction</i>
Dans les délais : devrait atteindre l'objectif prévu pour l'indicateur Ngor 2025 ou pour l'indicateur ODD 2030	Indicateurs <i>ne</i> montrant aucun <i>changement</i> au cours de la période
En retard : stagnation ou recul	Indicateurs évoluant dans la <i>mauvaise direction</i>

Annexe 2 : Glossaire des engagements politiques

Plusieurs initiatives ont été lancées au fil du temps pour remédier au problème de l'accès insuffisant à l'eau potable et à des installations sanitaires améliorées. Certaines de ces initiatives ont pris la forme de déclarations et d'engagements politiques assortis d'objectifs spécifiques à atteindre. Parmi les principales initiatives, on peut citer :

1. PANAFCON 2003. La Conférence africaine sur la mise en œuvre et le partenariat (PANAFCON) a été une plateforme novatrice qui s'est tenue à Addis-Abeba en décembre 2003, où 40 ministres africains chargés de l'eau et des centaines d'autres parties prenantes se sont réunis pour examiner les implications des résultats du Sommet mondial sur le développement durable sur les initiatives régionales dans le domaine de l'eau, ainsi que le rôle de l'Afrique dans la mise en œuvre des résultats du sommet. Entre autres choses, la conférence a appelé les chefs d'État et de gouvernement africains à consacrer au moins 5 % de leur budget national à l'eau et à l'assainissement.
2. Déclaration d'eThekweni : cette déclaration a été publiée par les ministres africains chargés de l'eau en février 2008 afin d'exhorter les États membres africains à allouer au moins 0,5 % de leur PIB à l'assainissement et à l'hygiène.
3. Engagement de Charm el-Cheikh : cette déclaration a été publiée par les chefs d'État et de gouvernement africains en juillet 2008. Les chefs d'État ont approuvé la Déclaration d'eThekweni sur l'assainissement et ont engagé leurs États membres à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre la Déclaration d'eThekweni et d'autres déclarations antérieures sur l'eau et l'assainissement, à augmenter les allocations financières nationales en faveur de l'eau et de l'assainissement, à accroître la mobilisation des ressources pour le secteur WASH et à renforcer les cadres politiques, réglementaires et institutionnels nationaux pour la gouvernance de l'eau. Ils ont chargé les ministres de l'Eau de rendre compte chaque année des progrès accomplis dans la réalisation de ces engagements.
4. Le Plan d'action de Kigali : lancé par l'Union africaine en 2014, ce plan a pour objectif global de mobiliser un financement catalytique d'au moins 50 millions d'euros afin, dans un premier temps, d'apporter des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural à 10 millions de personnes supplémentaires dans 10 États membres. Ce programme, qui a été convenu avec la Banque africaine de développement et piloté par le gouvernement rwandais, a également été conçu pour donner la priorité à l'eau et à l'assainissement dans les dépenses nationales à travers le continent africain.
5. La Déclaration de Ngor sur la sécurité de l'eau et l'assainissement : dans cette déclaration publiée en mai 2016 par les ministres africains chargés de l'eau, les États membres se sont engagés à mettre en œuvre les déclarations antérieures sur l'eau et l'assainissement afin de donner la priorité à la mise en œuvre de programmes visant à étendre l'accès à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement, tels que le Plan d'action de Kigali ; à combler le déficit en infrastructures en encourageant la mise en œuvre de projets liés à l'eau dans le cadre du Programme de développement des infrastructures ; et à veiller à ce que les objectifs nationaux en matière d'investissement dans l'eau et l'assainissement soient cohérents avec les objectifs nationaux de développement durable.

Annexe 3 : Système de suivi et de rapport du secteur de l'eau de l'AMCOW

Aperçu

La 11^e session ordinaire du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, qui s'est tenue en juillet 2008 à Charm el-Cheikh, en Égypte, a chargé le Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW) de suivre et de rendre compte des progrès annuels réalisés dans la mise en œuvre de ce qui est désormais connu sous le nom d'engagements de Charm el-Cheikh en matière d'eau et d'assainissement.

L'AMCOW, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et avec le soutien financier de la Facilité africaine de l'eau, a mis au point, en 2016 un système africain de suivi et de reporting dans le domaine de l'eau et de l'assainissement (WASSMO). Le WASSMO est le premier système automatisé à l'échelle du continent, accessible sur le web, qui recueille exclusivement des données sur l'eau et l'assainissement dans les 55 États membres de l'Union africaine à l'aide d'indicateurs de progrès harmonisés. L'objectif du WASSMO est d'aider les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine à prendre des décisions en créant un système de suivi et de rapport crédible à l'échelle du continent qui fournit

régulièrement des informations sur l'état du développement de l'eau sur le continent africain et sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements de Charm el-Cheikh et des objectifs de développement durable.

Le WASSMO est une amélioration du système préliminaire africain de suivi et d'évaluation de l'eau et de l'assainissement qui a été développé en 2011-2012 avec le soutien technique et financier de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Le WASSMO actuel comprend quatre éléments clés : (1) un cadre d'objectifs et d'indicateurs ; (2) une fiche d'information sur l'eau ; (3) un système web de collecte de données et de reporting ; (4) des rapports annuels.

Cadre des objectifs et des indicateurs

Le cadre des objectifs et des indicateurs est au cœur du WASSMO. Il comprend sept thèmes, 28 sous-thèmes, 44 indicateurs et 156 paramètres pour le calcul des valeurs des indicateurs. Les sept thèmes sont les suivants : (1) infrastructures hydrauliques pour la croissance ; (2) gestion et protection des ressources en eau ; (3) approvisionnement en eau, assainissement, hygiène et eaux usées ; (4) changement climatique et réduction des risques de catastrophe ; (5) gouvernance et institutions ; (6) financement ; et (7) gestion de l'information et renforcement des capacités.

Fiche d'information sur l'eau

Outre le système de thèmes, sous-thèmes, cibles et indicateurs, le cadre WASSMO comprend également un ensemble de 36 points de données (faits généraux sur l'eau) utilisés pour fournir un aperçu général des questions liées à l'eau dans chaque pays. Chaque fiche d'information par pays est organisée selon les sept thèmes suivants : (1) dimension socio-économique ; (2) disponibilité de l'eau ; (3) utilisation de l'eau ; (4) assainissement et santé liés à l'eau ; (5) gestion et réglementation de l'eau ; (6) dimension transfrontalière ; et (7) événements extrêmes.

Système de saisie et de communication des données en ligne

Le système web de saisie et de communication des données sert de référentiel central et de système de gestion de l'information. Il est utilisé par les États membres pour saisir de nouvelles données et accéder aux données et informations déjà enregistrées dans le système. Le système affiche les données relatives aux indicateurs sous forme de tableaux et de graphiques et permet d'exporter les données. Un manuel d'utilisation a été élaboré et les parties prenantes nationales ont été formées à l'utilisation du système. Le système comprend trois composantes : (1) un module de mise à jour utilisé par les points focaux nationaux et les équipes de suivi et d'évaluation (S&E) pour télécharger les données nationales ; (2) un module de rapport accessible au grand public et utilisé pour consulter et télécharger les données et les graphiques générés par le système ; et (3) un module d'administration accessible uniquement à l'administrateur du système basé au secrétariat de l'AMCOW.

Parmi les autres caractéristiques importantes du WASSMO, on peut citer : (a) la possibilité d'afficher les données soumises lors des cycles de suivi précédents afin de guider la saisie des données ; (b) le calcul automatique des valeurs des indicateurs à partir des données saisies afin d'éviter les erreurs de calcul commises par le personnel national ; (c) la possibilité d'une utilisation hors ligne afin de pallier les problèmes de connexion Internet intermittente rencontrés par certains États membres ; (d) la possibilité de désigner différents niveaux d'utilisateurs, certains pouvant créer de nouveaux enregistrements temporaires, et d'autres (« super-utilisateurs ») pouvant ajouter de nouveaux enregistrements et apporter des modifications à la base de données permanente. Cette fonctionnalité permet à de nombreuses personnes de saisir des données au niveau national, et à un seul agent d'être chargé de vérifier l'exactitude des données saisies et leur téléchargement dans le système permanent.

Rapports annuels

Le Rapport sur le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique, également connu sous le nom de Rapports annuels sur la mise en œuvre de la Déclaration de l'Assemblée de juillet 2008 sur les engagements de Charm el-Cheikh, est un rapport préparé conjointement par l'AMCOW et la Commission de l'Union africaine pour le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine. Cinq rapports annuels (2013, 2014, 2015, 2016 et 2017) ont été préparés depuis le lancement du système africain WASSMO vers 2010. Le présent rapport est le sixième rapport présenté au Sommet de l'Union africaine dans le secteur de l'eau. Des réunions régionales sont généralement organisées afin que les experts nationaux examinent les projets de rapport avant leur présentation à l'AMCOW.

Annexe 4 : Scores ODD 6.5.1

Les scores présentés dans cette annexe mesurent le degré de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau, sur une échelle de 0 à 100. Les catégories de mise en œuvre et leur interprétation générale sont utilisées pour les rapports mondiaux et régionaux. Cependant, la véritable valeur de l'enquête pour les pays réside dans les scores des champs « statut », « progrès » et « voie à suivre » pour chaque question, car cela permet d'identifier les actions nécessaires pour progresser vers un degré plus élevé de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau.

Scores (%)	Niveau de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau	Interprétation générale	Résilience aux pressions
0-10	Très faible	Peu ou pas de gestion durable de l'eau	Faible
11-30	Faible	Dispositions en cours d'élaboration	
31-50	Moyen-faible	Dispositions généralement approuvées et institutionnalisées, mais mise en œuvre limitée	
51-70	Moyen-élevé	La mise en œuvre a commencé, mais n'est pas toujours efficace	Moyen
71-90	Élevé	Certains objectifs de gestion durable de l'eau ont été atteints (proches de l'objectif)	Élevé
91-100	Très élevé	Objectif mondial. Gestion durable des ressources en eau	

Pays	Régions AMCOW	2017	2020	2023
Afrique du Sud		65	71	60
Algérie	Nord	48	54	60
Angola	Sud	37	61	62
Bénin	Ouest	63	68	68
Botswana	Sud	41	48	56
Burkina Faso	Ouest	63	66	70
Burundi	Est	32	47	48
Cap-Vert	Centre	64	62	62
Cameroun	Ouest	34	40	49
Comores	Est	26	20	25
Congo	Centre	32	43	48
Côte d'Ivoire	Ouest	32	40	49
Djibouti	Est	N.D.	N.D.	24
Égypte	Nord	40	56	63
Érythrée	Est	N.D.	N.D.	37
Eswatini	Sud	53	59	58
Éthiopie*	Est	31	41	41
Gabon	Centre	14	29	33
Gambie	Ouest	30	31	37
Ghana	Ouest	49	57	60
Guinée	Ouest	24	25	40
Guinée-Bissau	Ouest	N.D.	19	23
Guinée équatoriale*	Centre	24	23	23
Kenya	Est	53	59	62

Pays	Régions AMCOW	2017	2020	2023
Lesotho	Sud	33	45	53
Libéria	Ouest	15	15	22
Libye	Nord	47	60	N.D.
Madagascar	Sud	36	38	39
Malawi	Sud	40	55	58
Mali	Ouest	53	52	53
Mauritanie	Nord	45	47	53
Maurice	Sud	64	68	68
Maroc	Nord	64	71	70
Mozambique	Sud	55	62	66
Namibie	Sud	59	53	60
Niger	Ouest	50	53	52
Nigeria	Ouest	35	44	47
Ouganda	Est	59	62	57
République centrafricaine	Centre	31	37	44
République démocratique du Congo	Centre	31	32	40
Rwanda	Est	35	66	68
Sao Tomé-et-Principe	Centre	23	33	44
Sénégal	Ouest	53	50	55
Seychelles	Sud	45	55	53
Sierra Leone	Ouest	19	36	37
Somalie	Est	10	22	34
Soudan*	Est	40	34	34
Soudan du Sud*	Est	38	43	43
Tanzanie*	Est	50	54	54
Tchad	Centre	32	37	38
Togo	Ouest	32	34	46
Tunisie	Nord	55	60	60
Zambie	Sud	46	58	66
Zimbabwe	Sud	61	63	63

*Ces pays ont réutilisé leurs données de 2020 en 2023.

Annexe 5 : Tableaux de bord des États membres

Angola						
Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'approvisionnement en eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0,5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	..	Informations non disponibles	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	..	Informations non disponibles	..
	Productivité de l'eau dans l'agriculture	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m ³	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m ³ – 31 USD/m ³	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau des services	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m ³	..	Informations non disponibles	..
		..				
		..				
		..				
		..				

Angola

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non consultées	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non consultées	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non consultées	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés/ de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés/ de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés/ de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées/ de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparus et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes liées à l'eau	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de points d'eau potable dotés de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier faisant l'objet d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	..	Informations non disponibles	..
7 : INFORMATIONS ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0,0	..	2,7	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Bénin

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	100,0	90–100	..	Réalisation précoce	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	73,0	70–100	84,4	En bonne voie	2024
	Pourcentage de la population utilisant des services d'approvisionnement en eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	51,7	<0,5	50,2	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	..	Informations non disponibles	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	0,0	Informations non disponibles	..
	Productivité de l'eau dans l'agriculture	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	85,3	En bonne voie	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	64,6	En retard	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau des services	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	0,1	En retard	..

Bénin

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	100,0	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparus et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	412,7	Hors trajectoire	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes liées à l'eau	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	15,3	En retard	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de points d'eau potable dotés de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	70,1	En bonne voie	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier faisant l'objet d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	..	Informations non disponibles	..
7 : INFORMATIONS ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0,1	..	23,3	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Botswana

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	100	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	100,0	90-100	..	Réalisation précoce	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	33,3	70-100	44,2	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	80,6	100	81,2	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	78,6	70–100	88,1	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80-100	75,5	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	9,9	<0,5	5,8	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	13,4	En retard	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	15,4	En retard	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	293,7	Réalisation précoce	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	0,6	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	36,4	En retard	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Botswana

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	55,6	En retard	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	100,0	Réalisation précoce	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	91,7	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	76,9	En bonne voie	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	28,3	En bonne voie	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	0,0	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	100,0	..	64,8	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	37,2	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	0,0	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	49,7	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	100,0	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	66,0	En retard	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	11,8	En retard	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	44,0	En retard	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	..	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0,2	..	28,8	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Burkina Faso

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	0,0	En retard	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	0,0	En retard	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	0,8	En retard	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	0,6	En retard	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	35,0	90–100	35,5	En retard	2293
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	50	90-100	65,6	En bonne voie	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	12,0	En retard	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70-100	56,5	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	21,7	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	25,8	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80-100	1,4	En retard	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0,5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	200,4	Réalisation précoce	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Productivité énergétique de l'eau	..	..	0,1	En retard	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	..	Informations non disponibles	..
	Productivité de l'eau agricole	0,3	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	En retard	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	57,4	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	917,5	Réalisation précoce	2019
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Burkina Faso

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	6,5	..	..	En retard	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80-100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	518,3	En retard	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	0,1	En retard	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	63,3	..	65,0	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	81,0	..	81,0	En bonne voie	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	3,6	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	57,8	..	56,7	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	100,0	..	5,5	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	73,3	..	60,0	En retard	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	100,0	Réalisation précoce	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	202,4	Réalisation précoce	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	..	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0,2	..	61,6	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	21,7	Réalisations précoces	..

Cameroun

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	0,0	>=0,5	0,0	En retard	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90-100	30,0	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	50,8	70-100	56,4	En retard	2036
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	50,8	100	56,4	En retard	2036
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	38,7	70–100	39,9	En retard	2125
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	44,9	70-100	44,8	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	5,6	<0,5	15,5	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	36,8	80-100	36,8	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	4,2	>=25	4,2	En retard	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Productivité énergétique de l'eau	..	..	0,0	En retard	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	2,9	>=30	2,9	En retard	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	43,9	En retard	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	100,0	Productivité supérieure à 95 %	100,0	Réalisation précoce	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	102,1	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	102,1	En bonne voie	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Cameroun

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021		Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..		70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	36,4	80 % testés de bonne qualité		36,4	En retard	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	88,2	80 % testés de bonne qualité		88,2	Réalisation précoce	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	100,0	80 % testés de bonne qualité		100,0	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité		50,7	En retard	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..		..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..		80–100	115,5	Réalisation précoce	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030		..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030		..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	48,2		..	48,2	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	33,0		..	33,0	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	66,5	90 % d'ici 2030		66,5	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	36,7		..	36,7	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..		..	0,1	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..		..	0,0	Informations non disponibles	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement Système de surveillance et de rapport sectoriel	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0,5		..	61,6	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..		..	..	Informations non disponibles	..

Comores

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90-100	..	Informations non disponibles	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	70,2	70-100	151,0	Réalisation précoce	2020
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	42,2	100	31,1	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	30,3	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	43,0	80-100	43,0	En retard	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0,5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	..	Informations non disponibles	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	100,0	>=30	100,0	Réalisation précoce	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Comores

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	0,0	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	0,0	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	31,0	..	29,2	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	28,6	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	28,6	..	28,6	En retard	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0,2	..	23,3	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Côte d'Ivoire

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	0,4	>=0,5	0,2	En retard	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	0,3	>=0,5	0,2	En retard	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	2,5	5	1,9	En retard	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	1,5	En retard	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	55,6	<25	66,4	En retard	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	100,0	90–100	100,0	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90-100	2,2	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	40,6	70-100	72,2	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	41,1	100	22,7	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	46,9	70–100	61,6	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	33,2	70-100	35,8	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	1,3	80-100	54,9	En retard	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	19,9	<0,5	20,2	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	41,9	80-100	28,3	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	32,2	>=25	32,3	Réalisation précoce	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	7,5	>=30	10,1	En retard	2037
	Productivité de l'eau agricole	2,2	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	2,1	En bonne voie	..
	Productivité industrielle de l'eau	54,3	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	66,5	En retard	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	89,1	Productivité supérieure à 95 %	89,9	En retard	2034
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	83,6	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	94,8	En bonne voie	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Côte d'Ivoire

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021		Valeur pour Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..		70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	35,5		..	42,4	En retard	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	0,0		..	0,0	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	67,4	80 % testés de bonne qualité		65,5	En retard	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	4,2	80 % testés de bonne qualité		100,0	Réalisation précoce	2021
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité		100,0	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité		94,2	Réalisation précoce	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..		..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	93,1		80–100	248,8	Réalisation précoce	2019
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	50,0	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030		0,8	Réalisation précoce	2019
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030		..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	49,3		..	49,3	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	77,0		..	77,0	En bonne voie	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	100,0	90 % d'ici 2030		100,0	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	53,3		..	57,9	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	17,6		..	20,2	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	17,6		..	28,0	En retard	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	17,6		..	18,8	En retard	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	17,6		..	24,0	En retard	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel						
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	17,6		..	82,2	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	17,6		..	0,5	En retard	..

Djibouti

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	0,2	En retard	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90-100	..	Informations non disponibles	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70-100	15,1	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	12,3	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	8,6	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70-100	10,0	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0,5	4,3	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80-100	12,9	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	..	Informations non disponibles	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Djibouti

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	..	Informations non disponibles	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	26,0	En retard	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Égypte

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	100,0	90–100	100,0	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	66,0	90-100	58,0	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	0,0	au moins 30 %	0,0	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	1,3	70-100	1,2	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	98,9	100	98,8	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	38,6	70–100	37,8	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	61,4	70-100	62,2	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80-100	214,0	Réalisation précoce	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	0,0	<0,5	0,0	Réalisation précoce	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	98,7	80-100	98,8	En bonne voie	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	118,0	>=25	100,0	Réalisation précoce	2029
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	..	Informations non disponibles	..
	Productivité de l'eau agricole	0,4	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	0,8	En bonne voie	..
	Productivité industrielle de l'eau	7,0	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	16,2	En retard	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	100,0	Productivité supérieure à 95 %	100,0	Réalisation précoce	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	0,1	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	21,3	En retard	2030
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Égypte

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	100,9	..	105,4	Réalisation précoce	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	0,8	..	4,8	En retard	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	17,3	..	16,5	En retard	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	1,7	..	1,6	En retard	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	100,0	80 % testés de bonne qualité	100,0	Réalisation précoce	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	100,0	80 % testés de bonne qualité	100,0	Réalisation précoce	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80-100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	60,0	..	58,6	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	59,0	..	53,0	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	64,4	..	54,4	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	100,0	..	100,0	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	95,0	..	95,0	En bonne voie	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	..	Informations non disponibles	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	59,6	..	59,4	En retard	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	0,6	..	63,0	En retard	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Eswatini

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	0,0	En retard	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	0,0	En retard	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	0,2	En retard	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	0,2	En retard	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	21,8	Réalisation précoce	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	3,0	En retard	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90-100	13,3	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	2,7	En retard	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70-100	76,6	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	11,1	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	54,0	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0,5	6,0	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80-100	64,7	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	..	Informations non disponibles	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	4,8	En retard	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	0,0	En retard	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Eswatini

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	100,0	Réalisation précoce	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	100,0	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	5,2	En retard	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	12,0	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	60,0	En retard	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	60,3	En retard	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	..	..	0,0	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	0,0	Informations non disponibles	..

Gabon

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	8.4	90–100	4.8	En retard	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	18.8	90–100	7.8	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	55.2	70–100	79.6	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	55.2	100	79.6	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	38.8	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	24.1	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	33.4	En retard	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0.5	2.7	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80–100	..	Information not accessed	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	3.3	>=25	3	En retard	..
	Productivité énergétique de l'eau	30.6	..	3.1	En retard	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	..	Informations non disponibles	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	0.1	Productivité supérieure à 95 %	50.2	En retard	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	34.4	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Gabon

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021		Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	100	80 % testés de bonne qualité	212	Réalisation précoce		2019
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	1.1	En retard		..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	100.6	Réalisation précoce		..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	81.6	Réalisation précoce		..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles		..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles		..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles		..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles		..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles		..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	28.6	..	22.1	En retard		..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	18.1	..	29.1	En retard		..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles		..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	21.6	..	28	En retard		..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	0.5	Informations non disponibles		..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	32	..	32	En retard		..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	100	Réalisation précoce		..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement Système de surveillance et de rapport sectoriel	22	..	22	En retard		..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.3	..	52.1	En retard		..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles		..

Gambie

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0,5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	au moins 30 %	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	77,3	70-100	77,1	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	48,7	100	85,4	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	42,2	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70-100	50,3	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80-100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0,5	0,0	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	30,8	80-100	41,7	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	..	Informations non disponibles	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	..	Informations non disponibles	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	15,9	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau à des fins industrielles rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	15,4	En retard	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	24,9	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	24,7	En retard	0
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Gambie

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	38,0	..	38,0	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	36,7	..	37,8	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	33,3	..	32,2	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	3,2	..	3,2	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	..	Informations non disponibles	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0,2	..	34,3	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Ghana

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	100	90–100	100	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	44.3	70–100	43.8	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	41.4	100	43.6	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	10.4	70–100	12.1	En retard	2124
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	13.3	70–100	15.3	En retard	2110
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	17.8	<0.5	17.4	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	41.6	80–100	41.6	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Information not accessed	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	63.7	>=25	63.9	Réalisation précoce	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	1.6	>=30	100	Réalisation précoce	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	44.9	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	46.4	En retard	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	5.7	En retard	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	93.8	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	103.9	En retard	2024
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Ghana

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021		Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	82.9	80 % testés de bonne qualité	..	71	En bonne voie	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	100	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	442.3	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	3072	En retard	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	0.2	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	0.1	En retard	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	100	..	..	100	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	100	..	..	100	Réalisation précoce	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	100	..	..	100	Réalisation précoce	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	88.4	..	..	88.4	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	100	..	..	100	Réalisation précoce	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	15.4	..	..	23.1	En retard	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	76	..	..	80	En bonne voie	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	..	..	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.4	..	..	46.6	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	..	Informations non disponibles	..

Guinée

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	100	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	10.8	70–100	100	Réalisation précoce	2021
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	36.8	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	2.6	70–100	30.1	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	28.4	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	4.6	<0.5	15.1	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	2	80–100	17.7	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	5.8	>=25	9.8	En retard	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	4	>=30	5.8	En retard	2048
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	42.7	En retard	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	27.8	En retard	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	20.6	En retard	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Guinée

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	90.4	En retard	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	65.2	..	64.3	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	22.5	..	28.2	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	7.4	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	19.4	..	30	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	66.4	..	66.4	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	12	..	24	En retard	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	..	Informations non disponibles	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.3	..	43.8	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Guinée Bissau

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	72.6	70–100	78.1	En bonne voie	2029
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	49	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	35.9	70–100	25.4	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	32.5	70–100	31.7	En retard	1838
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	20.5	80–100	20.5	En retard	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	9.3	<0.5	400.1	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	19.6	80–100	40.5	En retard	2027
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	..	Informations non disponibles	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	..	Informations non disponibles	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Guinée Bissau

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Information not accessed	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	..	..	25.7	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	20	Informations non disponibles	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	0	Informations non disponibles	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	..	Informations non disponibles	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.2	..	13.7	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Kenya

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	0.1	En retard	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	0	En retard	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	1.2	En retard	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	1.7	En retard	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	81.6	En retard	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	85.2	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	44	90–100	44	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	43.7	Réalisation précoce	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	8.1	En retard	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70–100	62.4	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	34	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	32.4	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	26.7	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	73	80–100	76.2	En bonne voie	2036
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0.5	7.5	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	26.7	80–100	34.3	En retard	2038
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	13.8	>=25	14	En retard	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	15.1	>=30	72.1	Réalisation précoce	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	7.2	En bonne voie	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	62.1	En retard	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	122.2	Réalisation précoce	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Kenya

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	20.1	..	15.8	En retard	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	25.5	En retard	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	0	..	0	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	378.1	En retard	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	240.2	Réalisation précoce	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	73.3	..	73.3	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	70	..	67	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	84.8	90 % d'ici 2030	79.2	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	48.9	..	48.9	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	26.8	..	21.4	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	100	..	100	Réalisation précoce	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	80	En bonne voie	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	76	En bonne voie	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	..	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.3	..	68.5	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	1.1	En retard	..

Lesotho

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70–100	80.1	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	28.7	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	51.4	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0.5	18.6	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80–100	18.2	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	2.1	En retard	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	..	Informations non disponibles	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	0.1	En retard	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..
		..	..	..	Informations non disponibles	..

Lesotho

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	100	Réalisation précoce	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	..	Informations non disponibles	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0	..	31.5	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Libéria

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	0.2	En retard	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	100	En retard	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	100	90–100	16.7	En retard	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	0.2	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70–100	71.8	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	4.8	100	4.7	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	34	70–100	17.3	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	22.1	70–100	4.1	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	25.1	80–100	27.6	En retard	2079
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	79.2	<0.5	79.1	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	2.8	80–100	3.8	En retard	2213
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	3.8	>=25	..	Informations non disponibles	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	..	Informations non disponibles	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Libéria

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021		Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	64	90 % d'ici 2030	65.3	En retard	2060
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	20	En retard	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.2	..	48	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Libye

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	98.6	70–100	97.9	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	85	100	92	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	85	70–100	99.8	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	15	70–100	91.7	En bonne voie	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	68.9	80–100	81	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	0	<0.5	0	Réalisation précoce	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	100	80–100	100	Réalisation précoce	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	..	Informations non disponibles	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	27.9	>=30	27.9	En bonne voie	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	100	Productivité supérieure à 95 %	111.7	Réalisation précoce	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Libye

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	100	80 % testés de bonne qualité	100	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	..	Informations non disponibles	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.3	..	31.5	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Madagascar

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	0.1	>=0.5	0.1	En retard	2088
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	0	>=0.5	0	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	1.4	5	1.4	En retard	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	0	5	0	En retard	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	41.9	<25	133.8	En retard	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	1.8	90–100	1.8	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	2	En retard	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	44	Réalisation précoce	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	14	En retard	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	87.8	70–100	48.4	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	66.7	100	5.4	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	55.4	70–100	25	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	10.8	70–100	10.6	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	18.1	80–100	2.8	En retard	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	46.9	<0.5	—	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	1.1	80–100	0.2	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	2.1	>=25	8.3	En retard	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	..	Informations non disponibles	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	5.9	Productivité supérieure à 95 %	5.9	En retard	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Madagascar

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	22.5	Réalisation précoce	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	53.3	..	53.3	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	55.6	..	55.6	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	53.9	..	53.9	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	39.8	..	39.8	En retard	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	50	..	100	Réalisation précoce	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	66	..	66	En retard	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.5	..	9.6	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Malawi

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	34.2	90–100	47.1	En retard	2029
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	20.1	90–100	9.8	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	12.2	En retard	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	78	70–100	74.3	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	20.7	100	83.4	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	30.9	70–100	45.8	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	3	70–100	80.1	En bonne voie	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	96.2	80–100	15.3	En retard	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0.5	6.7	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	7.3	80–100	28	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	90.2	<=50	18.8	En retard	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	21.4	>=25	37.2	Réalisation précoce	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	30.9	>=30	30.9	Réalisation précoce	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	2.6	En bonne voie	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	52	En bonne voie	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	80.9	Productivité supérieure à 95 %	100	Réalisation précoce	2020
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	0.2	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	5.9	En retard	2061
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Malawi

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021		Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Information not accessed	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	7.3	En retard	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	83.7	Réalisation précoce	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	100	80 % testés de bonne qualité	100	Réalisation précoce	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	100	80 % testés de bonne qualité	100	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	88.7	Réalisation précoce	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	100.5	80–100	..	Réalisation précoce	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	780.4	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	768.5	En retard	2468
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	1.8	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	0.3	En retard	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	78.6	..	78.6	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	66.4	..	66.4	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	12.8	90 % d'ici 2030	21.7	En retard	2036
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	63.9	..	63.9	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	0.1	..	0.1	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	80	..	80	En bonne voie	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	100	..	120	Réalisation précoce	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement Système de surveillance et de rapport sectoriel	60	..	54	En retard	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.6	..	65.8	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	8.7	..	..	Réalisation précoce	..

Mali

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	0.3	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	35.3	Réalisation précoce	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70–100	62.5	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	15	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	71.8	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	1	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0.5	6	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80–100	29.5	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	26.8	Réalisation précoce	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	5.5	En retard	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	9.4	En retard	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	0.1	En retard	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	34.1	En retard	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Mali

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	393.4	En retard	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	..	..	58.3	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	60	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	55.6	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	102	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	52	En retard	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	..	Informations non disponibles	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0	..	52.1	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Mauritanie

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	0	En retard	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	0	En retard	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	2.5	En bonne voie	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	1.5	En retard	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	65.6	En retard	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	49.9	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70–100	73.1	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	48	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0.5	28.9	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80–100	30	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	31.4	Réalisation précoce	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	0	En retard	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	0.6	En retard	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	4.5	En retard	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	100	Réalisation précoce	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	69.1	En retard	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Mauritanie

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Information not accessed	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	100	Réalisation précoce	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Information not accessed	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	100	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	100	Réalisation précoce	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	..	..	70.7	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	68.1	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	56.9	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	100	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	53.3	En retard	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	..	Informations non disponibles	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	80	En bonne voie	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	64.4	En retard	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	..	..	8.8	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	..	..

Mozambique

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	47.5	En retard	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	1.3	En retard	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	5.4	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70–100	133.2	Réalisation précoce	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	57.6	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	42.3	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	34.6	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0.5	65.3	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80–100	34.6	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	..	Informations non disponibles	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	7.5	En retard	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Mozambique

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	100	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	..	..	63.3	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	66.3	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	98.6	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	68.3	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	6.7	En retard	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	..	..	48	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Namibie

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	6.1	Réalisation précoce	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	36	En retard	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	56.5	90–100	56.5	En retard	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	100	90–100	33.4	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	58.1	70–100	57.1	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	110.7	Réalisation précoce	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	17.1	70–100	16.8	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	26.2	70–100	25.7	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	88.9	80–100	89.4	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	47.4	<0.5	46.5	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80–100	119.8	Réalisation précoce	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	13.2	>=25	11.9	En retard	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	43.1	>=30	51.7	Réalisation précoce	2016
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	177.1	Réalisation précoce	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	96.3	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	En bonne voie	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Namibie

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021		Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..		70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	75	80 % testés de bonne qualité		100	Réalisation précoce	2019
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité		80	Réalisation précoce	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	87	80 % testés de bonne qualité		..	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité		82.4	Réalisation précoce	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..		..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..		80–100	92.8	En bonne voie	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030		23.9	Réalisation précoce	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030		..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	78		..	86	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	76.7		..	36.2	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	73.1	90 % d'ici 2030		58.6	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	57.6		..	60.9	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	100		..	100	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..		..	97	En bonne voie	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	44.4		..	33.3	En retard	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..		..	20.4	En retard	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel						
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.4		..	54.8	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..		..	0	En retard	..

Niger

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	0.1	>=0.5	0.1	En retard	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	0	>=0.5	0.1	En retard	2044
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	2.9	5	2.1	En retard	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	1.9	5	2.5	En bonne voie	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	191.2	En retard	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	78.9	90–100	84.2	En bonne voie	2027
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	32	90–100	24	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	34.5	Réalisation précoce	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	21.5	Au moins 30%	34.5	Réalisation précoce	2020
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	39	70–100	50.5	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	10.5	100	9.4	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	5.3	70–100	7	En retard	2130
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	4.6	70–100	6	En retard	2150
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	15.8	En retard	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	79.2	<0.5	73	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	25.2	80–100	26.7	En retard	2114
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	0	Informations non disponibles	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Changement dans la productivité hydrique des cultures	2.5	>=60	3.9	En retard	2100
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	24.6	>=30	24.6	En bonne voie	..
	Productivité de l'eau agricole	0.6	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	1.1	En bonne voie	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	0.1	En retard	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	97.2	Productivité supérieure à 95 %	97.2	Réalisation précoce	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	54.7	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	178.3	Réalisation précoce	2020
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Niger

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021		Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..		70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	7.2		..	16	En retard	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	100	80 % testés de bonne qualité		100	Réalisation précoce	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité		100	Réalisation précoce	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité		100	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité		100	Réalisation précoce	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..		..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..		80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	1006.8	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030		..	En retard	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	0.1	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030		0.3	En retard	2364
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	60		..	60	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	72.7		..	70.9	En bonne voie	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	100	90 % d'ici 2030		100	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	53.3		..	55.6	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	100		..	100	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	92		..	100	Réalisation précoce	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..		..	125	En bonne voie	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	76.4		..	76.4	En bonne voie	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel						
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.7		..	87.7	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	0		..	0	Informations non disponibles	..

Nigéria

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	0.3	En bonne voie	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	0.3	En bonne voie	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	3.6	<25	0	Réalisation précoce	2018
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	58	90–100	58	En retard	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	61.8	90–100	64.7	En retard	2046
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	0	En retard	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	0	En retard	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	0	En retard	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70–100	38.8	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	35.9	100	49.3	En retard	2029
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	92.6	70–100	43.3	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	44.1	70–100	6.1	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	2.9	80–100	8	En retard	2057
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	39	<0.5	8.5	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	34	80–100	36.2	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	83.9	<=50	..	Réalisation précoce	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	15.5	>=25	182.3	Réalisation précoce	2019
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	0	>=60	0	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	100	Réalisation précoce	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	0	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	7700	Réalisation précoce	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	100	Productivité supérieure à 95 %	..	Réalisation précoce	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	0	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	En retard	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Nigéria

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021		Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..		70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	42.9	80 % testés de bonne qualité		27.8	En retard	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	56.7	80 % testés de bonne qualité		100	Réalisation précoce	2020
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	100	80 % testés de bonne qualité		100	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité		36.6	En retard	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..		..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	29.7		..	36.3	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..		80–100	84.1	En bonne voie	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	9.4	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030		..	Réalisation précoce	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030		0.9	En retard	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	62.1		..	70	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	63.2		..	67.5	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	32.1	90 % d'ici 2030		26.8	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	50.3		..	45	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	65		..	67	En retard	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	100		..	100	Réalisation précoce	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..		..	82	En bonne voie	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel						
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.5		..	34.3	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..		..	0	En retard	..

Ouganda

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	0	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	1.4	En retard	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	5.5	90–100	77.2	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	25.1	90–100	14.1	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	0.4	Au moins 30%	0.5	En retard	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	0	Au moins 30%	0.4	En retard	2155
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	5.8	Au moins 30%	8.2	En retard	2039
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	68.6	70–100	60.6	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	90.6	100	99.9	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	78.5	70–100	22.7	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	15.1	70–100	117	Réalisation précoce	2021
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	41.1	80–100	19.9	En retard	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	19.5	<0.5	18.3	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	43.9	80–100	47.3	En retard	2052
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	58	<=50	..	Réalisation précoce	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	18.3	>=25	9.9	En retard	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	1.5	>=30	0.7	En retard	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	102	En bonne voie	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	100	Productivité supérieure à 95 %	201.5	Réalisation précoce	2019
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	128.7	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	989.4	Réalisation précoce	2019
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Ouganda

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021		Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	0	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	0	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	108.6	Réalisation précoce	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	820.5	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	En retard	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	0.4	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	0.4	En retard	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	83.2	..	82.8	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	79.5	..	85	En bonne voie	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	90	90 % d'ici 2030	1.9	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	73.1	..	72.1	En bonne voie	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	100	..	100	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	80	..	92	En bonne voie	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	100	..	100	Réalisation précoce	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	11.8	..	11.8	En retard	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	..	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.6	..	74	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	0.1	..	0.1	En retard	..

République centrafricaine

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	0 En retard	..	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	0 En retard	..	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	1.1 En retard	..	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	1.1 En retard	..	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	100 En retard	..	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	100	90–100	64.9 En retard	..	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	11 En retard	..	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	.. Informations non disponibles	..	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	.. Informations non disponibles	..	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	.. Informations non disponibles	..	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	16.6	70–100	14.5 En retard	..	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	78.1 En bonne voie	..	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	28.9	70–100	60 En retard	..	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	20.7 En retard	..	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	81.6 En bonne voie	..	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0.5	19.1 En retard	..	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	74.7	80–100	69.9 En retard	..	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	.. Informations non disponibles	..	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	73.8 Réalisation précoce	..	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	0 Informations non disponibles	..	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	0 En retard	..	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	.. Informations non disponibles	..	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	0 En retard	..	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	.. Informations non disponibles	..	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	.. Informations non disponibles	..	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	.. Informations non disponibles	..	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	.. Informations non disponibles	..	..

République centrafricaine

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	0	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	92.5	En retard	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	..	..	41.4	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	39.1	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	45.9	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	21.1	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	100	..	100	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	34	En retard	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	83.3	En bonne voie	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	51	En retard	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	..	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.2	..	71.2	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

République du Congo

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	0.4	En bonne voie	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	0.1	En retard	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	1.4	En retard	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	0.2	En retard	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	160.1	En retard	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	95.6	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	0.5	90–100	0.9	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	25.7	En bonne voie	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	7.1	En retard	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	4.7	En retard	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70–100	59.2	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	45.9	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	46.7	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	14.4	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	30.8	En retard	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	0	<0.5	8.5	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	66.7	80–100	48.8	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	2.6	>=25	2.6	En retard	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	0.1	En retard	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	4.4	En retard	..
	Productivité de l'eau agricole	0	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	0	En retard	..
	Productivité industrielle de l'eau	0	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	2.2	En retard	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	160	Réalisation précoce	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

République du Congo

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021		Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..		70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	100	80 % testés de bonne qualité		100	Réalisation précoce	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	100	80 % testés de bonne qualité		100	Réalisation précoce	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité		..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité		..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..		..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..		80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	95.7	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030		95.7	En retard	–293387
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030		..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	52.2		..	52.2	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	76.8		..	76.8	En bonne voie	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030		3.2	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	38.9		..	38.9	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..		..	124	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	13.8		..	13.8	En retard	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	100		..	100	Réalisation précoce	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement Système de surveillance et de rapport sectoriel	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.3		..	63	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..		..	5834	Réalisation précoce	..

Rwanda

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	0.1	>=0.5	0.1	En retard	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	0	>=0.5	0	En retard	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	1.5	5	1.5	En retard	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	0.7	5	0.7	En retard	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	11.6	90–100	11.6	En retard	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	83.8	70–100	83.8	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	..	Information not accessed	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	69.2	70–100	69.2	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	2.8	<0.5	2.8	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	85.5	>=25	85.5	Réalisation précoce	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	0	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	11.2	>=30	11.2	En retard	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Rwanda

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	11.3	..	11.3	En retard	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	0	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	0	..	0	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	8.6	..	8.6	En retard	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	75	80 % testés de bonne qualité	75	En bonne voie	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	66.7	80 % testés de bonne qualité	66.7	En retard	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	100	80 % testés de bonne qualité	100	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	0.3	..	0.3	En retard	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	37.2	80–100	37.2	En retard	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	3.3	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	3.3	Réalisation précoce	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	67.5	..	67.5	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	72.5	..	72.5	En bonne voie	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	1.6	90 % d'ici 2030	1.6	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	67.8	..	67.8	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	92	..	92	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	82	..	82	En bonne voie	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	33.3	..	33.3	En retard	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement Système de surveillance et de rapport sectoriel	62.4	..	62.4	En retard	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.6	..	58.9	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	7.2	..	7.2	Réalisation précoce	..

Sao Tomé-et-Principe

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	20	90–100	20	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	78.2	70–100	76.7	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	38.3	100	37.6	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	48.5	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	0	70–100	6.2	En retard	2051
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	34.4	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0.5	30	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80–100	81.8	En bonne voie	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	..	Informations non disponibles	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	..	Informations non disponibles	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Sao Tomé-et-Principe

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021		Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	447.1	Réalisation précoce	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	75	80 % testés de bonne qualité	..	75	En bonne voie	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	39	..	..	39	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	30	..	..	30	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.2	..	..	35.6	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	..	Informations non disponibles	..

Sénégal

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	0.7	>=0.5	1.5	Réalisation précoce	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	0.4	En bonne voie	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	6.2	5	10.4	Réalisation précoce	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	3.6	En bonne voie	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	16.1	Réalisation précoce	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	1.3	En retard	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	34	90–100	34	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	1.1	Au moins 30%	0.8	En retard	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	1.1	Au moins 30%	0.8	En bonne voie	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70–100	98.8	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	79.9	100	76.2	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	52.9	70–100	76.4	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	48.6	70–100	8.3	En bonne voie	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	1.2	En retard	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	17.3	<0.5	6.7	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	0	80–100	11.1	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	100	>=25	20	En bonne voie	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	60.4	Réalisation précoce	..
	Productivité de l'eau agricole	0.7	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	0.8	En bonne voie	..
	Productivité industrielle de l'eau	24.8	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	28	En retard	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	76.6	En bonne voie	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	62.5	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	50	En retard	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Sénégal

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	7.4	..	7.2	En retard	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	50	En retard	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	57.1	En retard	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	71.4	En bonne voie	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	62.5	En retard	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	26.5	En retard	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	58.3	..	58.3	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	54.3	..	52.4	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	66.3	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	55.6	..	56.3	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	100	..	28.6	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	25	En retard	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement Système de surveillance et de rapport sectoriel	100	..	100	Réalisation précoce	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.5	..	74	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Seychelles

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	0	90–100	0	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	40	90–100	40	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	0	80–100	0	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	0	<0.5	0	Réalisation précoce	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	..	Informations non disponibles	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	..	Informations non disponibles	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	100	Productivité supérieure à 95 %	100	Réalisation précoce	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	0	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Seychelles

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021		Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..		70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	88.9	80 % testés de bonne qualité		88.9	Réalisation précoce	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité		..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	100	80 % testés de bonne qualité		100	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité		..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..		..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..		80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030		..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030		..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	60		..	60	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	71.4		..	71.4	En bonne voie	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030		..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	51.1		..	51.1	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..		..	..	Informations non disponibles	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.2		..	0.2	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..		..	..	Informations non disponibles	..

Sierra Leone

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	0	>=0.5	0	En retard	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	0	>=0.5	0	En retard	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	3.8	5	3.8	En bonne voie	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	3	5	3	En bonne voie	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	82.5	<25	82.5	En retard	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	55.1	90–100	55.1	En retard	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	53.4	70–100	53.4	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	10.7	100	10.7	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	2.6	70–100	2.6	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	14.3	70–100	14.3	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	16.4	<0.5	16.4	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	42.4	80–100	42.4	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	5.6	>=25	5.6	En retard	..
	Productivité énergétique de l'eau	0	..	0	En retard	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	0	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	3.7	>=30	3.7	En retard	..
	Productivité de l'eau agricole	15.6	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	15.6	Réalisation précoce	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Sierra Leone

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	428.7	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	En retard	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	0	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	0	En retard	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	60.7	..	60.7	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	51.4	..	51.4	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	61.1	90 % d'ici 2030	61.1	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	50	..	50	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	..	Informations non disponibles	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.6	..	0.6	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Somalie

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	70.7	70–100	70.7	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	20.1	70–100	20.1	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	58.8	<0.5	58.8	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	..	Informations non disponibles	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	32.5	>=30	32.5	Réalisation précoce	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Somalie

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	44.3	..	44.3	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	31.8	..	31.8	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	0	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	30	..	30	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	0	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	28	..	28	En retard	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	25	..	25	En retard	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	0	..	0	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	0.2	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	..	..	0.2	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	0.2	En retard	..

Soudan

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	11	Réalisation précoce	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	32	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	36.6	Réalisation précoce	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	36.6	Réalisation précoce	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70–100	70	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	66.1	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	30.6	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	0.8	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	60.7	En retard	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0.5	30.3	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80–100	25.1	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	468.9	Réalisation précoce	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	..	Informations non disponibles	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	0.7	En retard	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	910.5	Réalisation précoce	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	60.1	En retard	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	21.8	En retard	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Soudan

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	81	En bonne voie	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	4	En retard	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	114.3	Réalisation précoce	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	100	Réalisation précoce	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	66.7	En retard	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	100	Réalisation précoce	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	10.7	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	..	..	31.4	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	36.8	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	38.4	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	89.6	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	46	En retard	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	17.4	En retard	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	76.7	En retard	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Soudan du Sud

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70–100	49.3	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	13	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	2	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	72.8	80–100	72.8	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0.5	87	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80–100	35.3	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	..	Informations non disponibles	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	0	>=30	..	En retard	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	0	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	0	En retard	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Soudan du Sud

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	0.1	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	286	Réalisation précoce	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	32.1	..	32.1	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	14.5	..	27.3	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	0.1	90 % d'ici 2030	..	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	22.2	..	23.6	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	324.2	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	24	..	24.4	En retard	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	100	..	100	Réalisation précoce	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.2	..	42.5	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Tanzanie

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	0	>=0.5	..	En retard	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	0	>=0.5	..	En retard	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	2.5	5	4.5	En bonne voie	2021
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	1.7	5	..	En retard	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	40.6	En retard	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	52.2	90–100	51.2	En retard	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	4.7	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	88.4	70–100	70.4	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	71.3	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	0.2	70–100	143.6	Réalisation précoce	2020
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	0.1	70–100	42.7	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	0	<0.5	2.6	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	0.2	80–100	82.4	En bonne voie	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	10.9	>=25	11.1	En retard	2224
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	2.4	>=30	2.4	En retard	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	0.1	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	En retard	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	64.3	Productivité supérieure à 95 %	85.5	En bonne voie	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	57.3	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	54.2	En retard	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Tanzanie

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	72.2	En bonne voie	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	9.8	80 % testés de bonne qualité	76.9	En bonne voie	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	82.5	En bonne voie	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	77.5	En bonne voie	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	31.6	80–100	..	En retard	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	222.8	En retard	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	92.3	..	98.8	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	75.6	..	85	En bonne voie	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	67.6	90 % d'ici 2030	..	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	97.8	..	100	Réalisation précoce	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	0	..	0	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	80	..	82.5	En bonne voie	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	100	..	100	Réalisation précoce	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	80	..	92	En bonne voie	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	..	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.6	..	16.4	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	0.3	En retard	..

Tchad

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	20	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70–100	43.2	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	1.4	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	13.1	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0.5	65.4	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80–100	38.3	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	..	Informations non disponibles	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	..	Informations non disponibles	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..
		..	..	..	Informations non disponibles	..

Tchad

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	100	Réalisation précoce	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	..	..	30.5	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	38.9	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	43.3	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	58.7	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	70	En bonne voie	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	64	En retard	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	32.9	En retard	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	0.1	>=0.5	0.9	Réalisation précoce	2020
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	0.1	>=0.5	0.6	Réalisation précoce	2020
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	8	5	..	Réalisation précoce	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	4.7	5	8.6	Réalisation précoce	2019
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	77.4	<25	8.9	Réalisation précoce	2020
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	45.2	En retard	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	26	90–100	26	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	0	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	4.7	En retard	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	1.3	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	34.8	70–100	64.5	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	19.9	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	46.3	70–100	18.8	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	28.1	70–100	9.1	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	43.5	80–100	63	En retard	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	44.1	<0.5	45.6	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	17.3	80–100	16.6	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	45.5	>=25	45.5	Réalisation précoce	..
	Productivité énergétique de l'eau	0.1	..	0.1	En retard	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	0.1	>=30	0.2	En retard	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	..	Informations non disponibles	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	0.1	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	4.9	En retard	2069
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021		Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..		70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	3		..	3.2	En retard	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..		..	0	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	100	80 % testés de bonne qualité		100	Réalisation précoce	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité		..	Informations non disponibles	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	100	80 % testés de bonne qualité		100	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité		..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..		..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..		80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	276.8	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030		502.3	En retard	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030		..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	50		..	50	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	30.9		..	30.9	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	0	90 % d'ici 2030		0	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	31.3		..	31.3	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	52		..	52.1	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	87.5		..	88.9	En bonne voie	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..		..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.6		..	78.1	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..		..	0	Informations non disponibles	..

Tunisie

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	0.4	>=0.5	..	En bonne voie	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	2.8	5	..	En bonne voie	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	30.6	<25	..	En retard	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	47.5	En retard	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	62.1	90–100	115.8	Réalisation précoce	2020
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	25.4	Au moins 30%	25.4	En bonne voie	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70–100	98.3	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	98.3	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	60	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	60	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0.5	..	Réalisation précoce	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	..	Informations non disponibles	..
	Productivité de l'eau agricole	0.6	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	0.6	En retard	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	173.6	Réalisation précoce	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	100.1	Réalisation précoce	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	28.4	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	34.7	En retard	2048
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Tunisie

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	102.1	Réalisation précoce	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	9	..	11.3	En retard	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	54.3	En retard	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	86.4	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	..	Informations non disponibles	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	..	..	58.6	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	65	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	55.6	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	..	Informations non disponibles	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.2	..	48	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	1.1	..	..	En retard	..

Zambie

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	..	Informations non disponibles	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	100	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	0	Informations non disponibles	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70–100	65.3	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	35.2	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	116.9	Réalisation précoce	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	35.4	En retard	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0.5	2.1	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80–100	46.6	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Utilisation de l'énergie hydraulique	..	>=25	31.2	Réalisation précoce	..
	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	..	>=30	6.5	En retard	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	10.8	Réalisation précoce	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	105.8	En bonne voie	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	91	En bonne voie	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	0	En retard	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Zambie

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	0	En retard	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	100	Réalisation précoce	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	100	Réalisation précoce	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	100	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	100	Réalisation précoce	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	..	..	55.7	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	..	..	60.6	En retard	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	..	..	46.1	En retard	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	..	..	0	En retard	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	..	..	61.6	En retard	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	..	Informations non disponibles	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Système de surveillance et de rapport sectoriel	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	..	..	50.7	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Zimbabwe

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
1 : FINANCEMENT	Pourcentage du PIB alloué à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	1.7	Réalisation précoce	..
	Pourcentage du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène	..	>=0.5	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage du budget national alloué à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	9.5	Réalisation précoce	..
	Pourcentage du budget national consacré à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène	..	5	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de l'aide publique au développement consacrée au financement de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène	..	<25	3	Réalisation précoce	..
	Application d'un financement en faveur des populations pauvres par les services publics	..	90–100	100	Réalisation précoce	..
	Degré de mise en œuvre du financement pour le développement et la gestion des ressources en eau	..	90–100	1.6	En retard	..
	Contribution du secteur privé à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des parties prenantes à but non lucratif à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
	Contribution des ONG à l'eau et à l'assainissement	..	Au moins 30%	..	Informations non disponibles	..
2 : APPROVISIONNEMENT EN EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE ET EAUX USÉES	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable de base (total)	..	70–100	62.9	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'eau potable gérés de manière sûre (total)	..	100	30.2	En retard	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement de base (total)	..	70–100	76.2	En bonne voie	..
	Pourcentage de la population utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (total)	..	70–100	25.4	En retard	..
	Pourcentage d'écoles répondant aux besoins sanitaires des filles	..	80–100	59	En retard	..
	Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air (total)	..	<0.5	21.1	En retard	..
	Pourcentage de la population disposant d'installations pour se laver les mains à l'eau et au savon à domicile (total)	..	80–100	41.9	En retard	..
	Pourcentage des eaux usées non traitées de manière sûre	..	<=50	..	Informations non disponibles	..
	Utilisation de l'énergie hydraulique	38.9	>=25	124.7	Réalisation précoce	..
3 : LES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE	Productivité énergétique de l'eau	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Changement dans la productivité hydrique des cultures	..	>=60	..	Informations non disponibles	..
	Superficie irriguée en pourcentage du potentiel national d'irrigation	10.3	>=30	8.8	En retard	..
	Productivité de l'eau agricole	..	Moyenne mondiale : 0,65 USD/m3	0.4	En retard	..
	Productivité industrielle de l'eau	..	Moyenne mondiale de l'efficacité de l'utilisation de l'eau industrielle rapportée par ONU Eau : 18,5 USD/m3 – 31 USD/m3	1271	Réalisation précoce	..
	Efficacité de l'approvisionnement municipal en eau	..	Productivité supérieure à 95 %	100	Réalisation précoce	..
	Services efficacité de l'utilisation de l'eau	..	Moyenne mondiale : 120 USD/m3	691.7	Réalisation précoce	..
	Développement régional des infrastructures au profit de tous les États riverains	..	..	..	Informations non disponibles	..

Zimbabwe

Thème	Indicateurs	Valeur de référence : 2019-2021	Cible	Valeur pour 2022	État d'avancement	Année prévue pour la réalisation
4 : GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU	Infrastructures hydrauliques nécessaires à la croissance	..	70	..	Informations non disponibles	..
	Niveau de stress hydrique	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Efficacité de l'utilisation de l'eau dans tous les secteurs	..	..	319.6	Réalisation précoce	..
	Pourcentage d'eau recyclée et réutilisée	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Pourcentage d'utilisation de l'eau de pluie	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Proportion de cours d'eau et de rivières présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	3.3	En retard	..
	Proportion de lacs et de réservoirs présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	25	En retard	..
	Proportion d'aquifères souterrains présentant une bonne qualité de l'eau ambiante	..	80 % testés de bonne qualité	100	Réalisation précoce	..
	Proportion des masses d'eau de surface et souterraines présentant une bonne qualité environnementale	..	80 % testées de bonne qualité	5.7	En retard	..
	Prélèvement durable d'eau souterraine	..	..	..	Informations non disponibles	..
5 : CHANGEMENT CLIMATIQUE	Évolution de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps	..	..	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets	..	80–100	..	Informations non disponibles	..
	Nombre de décès, de disparitions et de personnes touchées par des catastrophes liées à l'eau pour 100 000 habitants	..	Réduction de 25 % du nombre de décès/personnes disparues d'ici 2030	0	Informations non disponibles	..
	Pertes économiques directes liées aux catastrophes hydrologiques	..	Réduction de 25 % des impacts économiques d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
6 : GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS	Degré de mise en œuvre d'un environnement favorable à tous les niveaux	85	..	85.8	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre de la création et de la réforme des institutions à tous les niveaux	71.3	..	86.1	En bonne voie	..
	Proportion de points d'eau potable disposant de comités d'eau et d'assainissement activement opérationnels	..	90 % d'ici 2030	..	Informations non disponibles	..
	Degré de mise en œuvre des instruments de gestion	90.7	..	80.3	En bonne voie	..
	Proportion nationale de la superficie du bassin transfrontalier bénéficiant d'un accord opérationnel de coopération dans le domaine de l'eau	72.8	..	72.8	En bonne voie	..
	Degré de mise en œuvre des mécanismes de gouvernance pour l'intégrité et la transparence	75	..	84	En bonne voie	..
	Pourcentage des politiques, lois et plans sectoriels liés à l'eau dans lesquels les questions de genre ont été prises en considération	..	..	100	Réalisation précoce	..
7 : INFORMATION ET CAPACITÉS	Degré d'établissement du système national de suivi et de rapport pour le secteur de l'eau et de l'assainissement Système de surveillance et de rapport sectoriel	54.1	..	56.8	En retard	..
	Proportion du système africain de surveillance et de notification rapportée par pays (calculée)	0.1	..	49.3	En retard	..
	Degré de mise en œuvre de l'éducation et de la recherche sur la gestion des ressources en eau à tous les niveaux	..	..	..	Informations non disponibles	..

Pour plus d'informations, veuillez contacter :
Conseil des ministres africains chargés de l'eau.
15, rue Thomas Sankara Asokoro, Abuja, Nigéria
Tél. : +234 9096074166
<https://amcow-online.org>



UNION AFRICAINE

Département de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable (ARBE)